



## SEANCE ORDINAIRE DU 23 MAI 2013

\*\*\*\*\*

### Compte rendu

L'an deux mille treize et le vingt-trois mai à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

#### Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOARGHA JAFFIOL, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, Mme F. DOMBRE-COSTE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOL, M. B. JEAN, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. M. PASSET, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. P. THINES, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, .

#### Pouvoir(s):

M. M. ASLANIAN à M. R. MAILHE, Mme F. BERGER à Mme J. GALABRUN BOULBES, Mme M. COUVERT à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. M. DUFOUR à M. J.-P. MOURE, M. R. JOUVE à M. C. MEUNIER, M. A. MOYNIER à M. P. DUDIEUZERE, Mme F. PRUNIER à M. M. PASSET, M. J. TOUCHON à M. J.-L. GELY, Mme C. TROADEC-ROBERT à M. H. MARTIN, M. F. TSITSONIS à M. P. THINES, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU.

#### Excusé(es):

M. P. SAUREL

#### Absent(es):

Mme S. BLANPIED, M. M. LENTHERIC, Mme N. MIRAOU, M. C. SUDRES

### AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 78 affaires.

Les affaires environnement passent en début d'Ordre du Jour après l'affaire n°16 :

n°61 : Environnement - Traitement des déchets ménagers - Avenant n°1 au marché n°3039GD12 de maîtrise d'œuvre pour la conception et le suivi de la réalisation des travaux du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux - Approbation du coût prévisionnel des travaux - Autorisation de signature

n°62 : Environnement - Traitement des déchets ménagers - Marchés n°3362GD13 de travaux pour la réalisation du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux - Autorisation de lancer l'appel d'offres et de signer les marchés

L'ordre du jour modifié est adopté à l'unanimité.

### AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU JEUDI 11 AVRIL 2013

Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du jeudi 11 avril 2013.

Le procès-verbal de la séance du jeudi 11 avril 2013 est adopté à l'unanimité.

**N°D2013-36 - 11/04/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à un contrat d'édition avec les éditions Analogues**

**Objet :** Un marché de prestation de services est passé avec les Editions Analogues. Ce marché concerne la production et l'édition d'un numéro de la revue hebdomadaire pour l'art contemporain « Semaine » consacré à l'exposition d'Hubert Duprat au musée Henri Prades. Le marché prend effet à compter de sa notification. Il prendra fin le 28 juin, date de parution du numéro de « Semaine » consacré à l'exposition. Le montant du marché s'élève à 1 869,16 € H.T.

**N°D2013-45 - 28/03/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à un avenant de transfert du marché n°2195TV10 de la société Ginger Stratégis à la société Ginger Parera suite à la liquidation amiable de la société Ginger Stratégis**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°2195TV10 doit être passé en vue du transfert à la société GINGER PARERA des prestations exercées jusqu'alors par la société GINGER STRATEGIS.

**N°D2013-57 - 02/04/13** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à l'acquisition d'un local situé dans l'immeuble Les Nymphéas, situé au 345 route de Nîmes à 34170 Castelnau le Lez, sur une parcelle cadastrée CO 551**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier fait l'acquisition auprès de la société Groupe Guiraudon Guipponi Leygues S.A.S, d'un local d'activités livré brut en rez-de-chaussée et d'une terrasse privative, situés dans l'immeuble "Le Nymphéas" au 345 route de Nîmes à Castelnau le Lez, sur la parcelle cadastrée CO 551. Ce local est destiné à accueillir la Maison d'Agglomération de Castelnau le lez. La superficie est de 80,16m<sup>2</sup> et le prix est de 203 918 euros TVA incluse.

**N°D2013-67 - 25/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un accord cadre n°3029DE12 de prestations d'interprétariat et de traduction - Lots n°1 et 2**

**Objet :** L'offre de la société ACB SESAME, domiciliée 65-85 place de Thessalie – 34000 Montpellier est retenue. La société ACB SESAME domiciliée 65-85 place de Thessalie – 34000 Montpellier est titulaire des 2 accords-cadres concernant le lot n° 1 (interprétariat) et le lot n° 2 (traduction). La durée des 2 accords-cadres est de 2 ans à compter de leur notification. Le montant maximum de l'accord-cadre s'élève à 20 000 € H.T. pour le lot n°1 concernant la prestation d'interprétariat et à 60 000 H.T. pour le lot n°2 concernant la prestation de traduction.

**N°D2013-71 - 27/03/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à l'achat du spectacle Rien que des hommes**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Rien que des hommes » joué le 22 mars 2013 à Lattes, le 23 mars 2013 à Villeneuve-lès-Maguelone et le 13 avril 2013 à Grabels. Ce marché est conclu avec la Compagnie Internationale Alligator et les Communes de Lattes, Villeneuve-lès-Maguelone et Grabels, Diffuseurs. Le montant du marché s'élève à 6 863 € T.T.C.

**N°D2013-78 - 27/03/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à l'achat du spectacle Hannah Arendt, exil atlantique - Compagnie du Visage**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « Hanna Arendt, exil atlantique » joué du 21 mars au 7 avril 2013 au théâtre Carré Rondelet de Montpellier. Ce marché est conclu avec la Compagnie du Visage et le Théâtre Carré Rondelet, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 050 € T.T.C.

**N°D2013-87 - 26/03/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à l'occupation du domaine public - CRR - AIMM**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise, par convention, l'occupation par l'Association AIMM de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, dans le cadre de ses relations de partenariat entre ces deux structures culturelles. L'occupation des lieux est située au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, hôtel d'Aurès – 14, rue Eugène Lisbonne – 34000 Montpellier. L'occupation est autorisée du 15 juillet au 8 août 2013. Compte-tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

**N°D2013-88 - 26/03/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à l'occupation du domaine public - CRR - Champ Libre**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise, par convention ci-jointe, l'occupation par l'Association CHAMP LIBRE de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, dans le cadre de ses relations de partenariat entre ces deux structures culturelles. L'occupation des lieux est située au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, hôtel d'Aurès – 14, rue Eugène Lisbonne – 34000 Montpellier. L'occupation est autorisée du 6 au 17 juin 2013. Compte-tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

**N°D2013-105 - 05/04/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à un avantage tarifaire à l'occasion du Printemps des planétariums**

**Objet :** L'Association des Planétariums de Langue Française organise chaque année une manifestation appelée "printemps des planétariums" dont la sixième édition se déroulera du samedi 16 au dimanche 23 mars 2013 (autour de la date symbolique de l'équinoxe de printemps) et rassemblera 17 planétariums. Le planétarium Galilée s'inscrit dans cette dynamique en proposant plusieurs animations dont une conférence sur le phénomène de l'équinoxe à laquelle l'accès serait libre et gratuit, ainsi qu'une réduction tarifaire exceptionnelle - "une place achetée une place offerte".

**N°D2013-110 - 23/04/13** - Direction des Sports

**Décision relative à un marché n°3277DS13 de prestations des services relatif au financement d'actions de promotion et de communication du Tour de France Cycliste 2013**

**Objet :** Un marché n°3277DS13 de prestations de services, procédure adaptée sans publicité et sans mise en concurrence en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics, ainsi qu'une convention sont passés avec la société Amaury Sport Organisation dont le siège social est situé à Issy les Moulineaux (91137 cedex)- 253 quai de la bataille de Stalingrad. Ce marché concerne la mise en place d'un partenariat de communication et de promotion à l'occasion de l'arrivée du Tour de France cycliste par la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 4 juillet 2013 et du départ le 5 juillet 2013. Le marché prend effet à compter de sa notification à la société Amaury Sport Organisation, sauf renonciation du titulaire. Sa durée est de deux jours. Le montant du marché s'élève à 60 000,00 € H.T.

**N°D2013-134 - 26/03/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 3ème ligne de tramway - ASL Etang de l'Or**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération acquiert le terrain situé au lieu-dit Le Ginestier à PEROLS, cadastré section AT n°544 d'une superficie de 395 m², appartenant à l'ASL Etang de l'Or. Le prix d'acquisition de cette emprise est fixé à 2 370 €. Cette acquisition a été rendue nécessaire à la réalisation de la troisième ligne de tramway.

**N°D2013-137 - 11/04/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative au contrat de location-gérance entre SCREG Sud-Est et COLAS Midi Méditerranée par l'établissement d'un avenant de transfert à plusieurs marchés de l'opération 3ème ligne de tramway et extension ouest de la 1ère ligne**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération prend acte de la conclusion d'un contrat de location-gérance entre SCREG Sud Est et Colas Midi Méditerranée par l'établissement d'un avenant de transfert aux marchés suivants : le marché n°03.489 portant sur les travaux préparatoires d'accompagnement 3ème phase de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway, conclu initialement avec l'entreprise SCREG Sud Est ; le marché n°03.712.023 portant sur les travaux relatifs aux VRD du dépôt de tramway et du remisage au CEMH avec notamment des travaux de terrassements généraux des plateformes, de réseaux secs et humides, de voiries et d'espaces verts, conclu initialement avec le groupement solidaire SCREG Sud Est (mandataire) / SADE.

**N°D2013-141 - 10/04/13** - Direction de la Culture

**Décision relative au marché n°3265DC13 de transport, emballage et déballage aller, intermédiaire et retour de l'exposition Une Odyssée gauloise au Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et au Musée de l'EPCC de Bibracte**

**Objet :** Un marché n°3265DC13 de prestation de services est passé avec l'Entreprise Gaby Déménagements. Ce marché concerne le transport, l'emballage et le déballage aller, intermédiaire et retour de l'exposition « Une Odyssée gauloise » au musée Henri Prades et au musée de l'EPCC de Bibracte. Le marché prend effet à compter de sa notification et prendra fin le 31 décembre 2014. Le montant global du marché, tranche ferme + tranches conditionnelles n°1 et 2, s'élève à 71 385,19 € H.T, dont 35 702,26 € H.T. à la charge directe de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**N°D2013-142 - 10/04/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à un marché de mise en œuvre de la démarche de certification 'HQE Aménagement' pour la requalification du parc d'activités du Salaison sur la Commune de Vendargues**

**Objet :** Un marché est passé avec la société CERTIVEA - 4 avenue du Recteur Poincaré - 75106 Paris. Ce marché concerne la mise en œuvre de la démarche de certification « HQETM Aménagement », elle concerne les travaux de requalification du parc d'activités du « Salaison ». Le marché prend effet à compter de la signature du contrat annexé à la présente décision. La clôture du marché est prévue en 2016, date prévisionnelle de la fin des travaux de requalification du parc d'activités du « Salaison ». Le montant du marché s'élève à 21 107 € H.T.

**N°D2013-150 - 26/03/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à un contrat de cession de droits d'auteur pour l'écriture d'un scénario pour un film de planétarium**

**Objet :** Un contrat de cession de droits d'auteur pour l'écriture d'un scénario est conclu avec l'auteur Madame Sandrine Joly, scénariste, domiciliée 16 rue de la Folie Méricour, 75011 PARIS. Ce contrat a pour objet l'écriture d'un scénario de film de planétarium. Le texte sera adapté pour un public âgé de 4 à 8 ans et sera d'une durée de 20 à 25 minutes. Il aura pour vocation de transmettre des contenus scientifiques sous une forme originale et ludique. Le contrat prend effet à compter de sa signature. La rémunération de Madame Sandrine Joly sera constituée par une rémunération forfaitaire de 4 400 € T.T.C. et par une rémunération proportionnelle

**N°D2013-152 - 05/04/13** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat d'assistance et formation à la prestation pour les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies n°2013-01-16/1**

**Objet :** Un contrat d'assistance et formation à la prestation n° 2013-01-16/1 est conclu avec la société BERGER-LEVRAULT sise à Montpellier. Ce contrat concerne les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies installés à la Direction des Ressources Humaines, à la Direction des Finances et dans d'autres directions. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Le montant maximum de ce contrat s'élève à 45 208,80 € T.T.C.

**N°D2013-154 - 11/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative au marché n°3175DE13 d'accompagnement à la mise en œuvre d'une gouvernance économique dans le cadre de la stratégie Montpellier Unlimited**

**Objet :** Un marché n°3175DE13 est passé avec la société Ernst & Young. Ce marché concerne l'accompagnement à la mise en œuvre d'une gouvernance économique dans le cadre de la stratégie « Montpellier Unlimited ». Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois. Le montant du marché s'élève à 50 090 € H.T.

**N°D2013-156 - 05/04/13** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un contrat de maintenance informatique n°20130124 du logiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE et du logiciel de gestion documentaire associé**

**Objet :** Un contrat de maintenance et d'assistance informatiques est conclu avec la société EVER TEAM sise à Lyon. Ce contrat concerne le logiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE et le logiciel de gestion documentaire associé, installés au musée Fabre. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2015. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 27 639,72 € T.T.C.

**N°D2013-158 - 05/04/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à un marché n°3260UA13 pour la réalisation d'une étude hydrogéologique - Secteur le Pahon à Lattes**

**Objet :** Le marché n°3260UA13 de prestations intellectuelles est passé avec la société GEOTECH SUD – 10, parc du Millénaire, 1025, rue Henri Becquerel, 34 036 Montpellier cedex 1. Ce marché correspond à la réalisation d'une étude hydrogéologique sur le secteur de Pahon à Lattes. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois. Le montant du marché s'élève à 10 700 € H.T.

**N°D2013-161 - 11/04/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3211DC12 de travaux de remise aux normes des sanitaires du public de la Médiathèque E. Zola - Lot n°2 : Portes et habillage inox**

**Objet :** Un avenant n°1 au lot n°2 du marché n°3211DC12 est passé avec la société CHAUD FROID CLIM domiciliée 2769 route de Mollèges – 13550 - NOVES. Cet avenant n°1 concerne la modification du matériau des plinthes mis en œuvre dans le cadre du marché susvisé. Le montant de l'avenant n°1 s'élève à 2 567,53 € H.T., ce qui représente une augmentation de +11,9% par rapport au montant initial du marché.

**N°D2013-163 - 11/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'association NOVAE LR pour l'occupation des locaux au sein de la pépinière Cap Omega**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'association NOVAE LR pour l'occupation des locaux répertoriés bureau B027 d'une surface de 37,82 m², bureau B026 d'une surface de 37,30 m² et bureau B017 de 14,78m², soit une surface totale de 89,90 m² située au rez de chaussée de la pépinière Cap Omega en zone verte. L'occupation est consentie pour une durée limitée à un an à compter du 1er mai 2013 soit jusqu'au 30 juin 2014. Aucune redevance ne sera payée à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 pour la surface occupée compte tenu des services que l'occupant apportera aux entreprises hébergées dans Cap Omega. Néanmoins, la redevance qui devrait être payée sera valorisée en complément de la subvention apportée par la Communauté d'agglomération à NOVAE LR, laquelle sera votée lors d'un prochain Conseil d'Agglomération. Son montant est valorisé sur la base du tarif applicable, approuvé par délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012. (1 115,65 euros mensuels soit 12,41 euros le m²/mois).

**N°D2013-164 - 11/04/13** - Direction des Finances

**Décision relative à la modification de la régie de recettes et d'avances de Cap Alpha**

**Objet :** Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie de recettes de Cap Alpha, il convient de modifier le montant maximum des avances consenties. Le nouveau montant est fixé à 3 000 €.

**N°D2013-165 - 11/04/13** - Direction des Finances

**Décision relative à la modification de la régie de recettes et d'avances de Cap Oméga**

**Objet :** Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie de recettes et d'avances de Cap Oméga, il convient de modifier le montant maximum des avances consenties. Le nouveau montant est fixé à 3 000 €.

**N°D2013-170 - 09/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société ARRIMAGE INTERNATIONAL dans les Ateliers Relais du Millénaire**

**Objet :** La candidature de la société ARRIMAGE INTERNATIONAL est agréée en vue de la location dans les Ateliers Relais du Millénaire. Son activité est la formation professionnelle continue et autres activités éducatives. Elle est candidate à la location du lot M3 de 89 m² pour une période de 8 mois. L'entreprise projette un effectif de 15 personnes dans 3 ans.

**N°D2013-171 - 18/04/13** - Direction de la Culture

**Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition Pierre Rustico, Ambiance d'ateliers à la médiathèque Jean Giono**

**Objet :** Un contrat de prêt d'œuvres pour 6 peintures destinées à l'exposition « Pierre RUSTICO, Ambiance d'ateliers » est conclu avec l'association Graine de Plume. Le prêt de ces œuvres prendra effet le 12 avril 2013. Le prêt est consenti à titre gratuit.

**N°D2013-172 - 09/04/13** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à une convention d'occupation précaire conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur Nicolas Vernhet, organisateur de promenades équestres**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclut une convention d'occupation précaire avec Monsieur Nicolas Vernhet, organisateur de promenades équestres. Les parcelles concernées sont situées sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, et sont cadastrées BM 66, BM 68, BM 20 et BM 21. La

redevance annuelle est fixée à 150 euros.

**N°D2013-173 - 11/04/13** - Direction des Sports

**Décision relative à un marché n°3278DS13 de réparation des coupoles des piscines Tournesols**

**Objet :** Un marché n°3278DS13 de travaux est passé avec la société Baudin Chateauneuf. Ce marché concerne la réparation des coupoles des piscines tournesols de l'Agglomération de Montpellier et, plus particulièrement, d'une part, la fourniture et la pose de rails, roulement et moto réducteur sur la piscine Jean VIVES (lots n°1 et 2) et d'autre part, une révision d'entretien pour les piscines Suzanne BERLIOUX et Jean TARIS (lot n°3). Le marché prend effet à compter de sa notification, sauf renonciation du titulaire. Sa durée est de quatre mois. Le montant du marché s'élève à 80 637,00 € H.T.

**N°D2013-174 - 12/04/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2618T11 portant sur une étude de la performance du réseau bus**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°2618T11 est passé avec la Société EGIS FRANCE. Cet avenant prolonge le délai d'exécution du marché d'une année au 30 mars 2014. La prolongation de délai est nécessaire afin de mettre en cohérence l'étude avec le tracé de la ligne 5 de tramway et pour tenir compte du nouveau plan de circulation de la ville de Montpellier. Le présent avenant est sans incidence financière sur le montant du marché.

**N°D2013-175 - 23/04/13** - Direction des Sports

**Décision relative à un marché n°3276DS13 concernant l'acquisition de matériel d'entretien pour les surfaces sportives**

**Objet :** Un marché n°3276DS13 de fournitures composé de quatre lots est passé avec les sociétés suivantes : Lot 1 : CEVENNES MOTOCULTURE sise à Valergues (34130), Lot 2 : GALLOY 34-Motoculture Vert sise à Montpellier, Lots 3 et 4 : MICHEL Equipement sise à Alès (30100). Ce marché concerne l'acquisition de matériel d'entretien pour les surfaces sportives. Le marché prend effet à compter de sa notification, sauf renonciation des titulaires. Le montant du marché s'élève globalement à 46 593,00 € H.T. Le lot 1, attribué à CEVENNES MOTOCULTURE est de 18 950,00 € H.T. Le lot 2 attribué à GALLOY 34 est de 15 850 € H.T. Les lots 3 et 4 attribués à MICHEL Equipement sont respectivement de 10 300 € H.T. et de 1 493 € H.T.

**N°D2013-176 - 12/04/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à un avenant de transfert du marché n°2527TV10 de la société Ginger Stratégis à la société Ginger Parera suite à la liquidation amiable de la société Ginger Stratégis**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°2527TV10 doit être passé en vue du transfert à la société GINGER PARERA des prestations exercées jusqu'alors par la société GINGER STRATEGIS.

**N°D2013-177 - 12/04/13** - Direction des Transports et de la Voirie

**Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2743TV11 d'étude prospective sur les livraisons de marchandises dans le périmètre de l'Ecocité**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°2543TV11 est passé avec la société SYSTRA, titulaire du dit marché. Cet avenant prolonge le délai d'exécution du marché d'un an jusqu'au 31 décembre 2013. Le présent avenant est sans incidence financière sur le montant du marché.

**N°D2013-179 - 11/04/13** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un marché n°3302RI13 de maintenance des progiciels AIRS et à un contrat n° SCLI/2012/41492 de maintenance et d'assistance téléphonique des progiciels AIRS**

**Objet :** Un marché n° 3302RI13 de maintenance et d'évolution des progiciels AIRS et un contrat n° SCLI/2012/41492 de maintenance et d'assistance téléphonique des progiciels AIRS sont conclus avec la société DIGITECH sise à Marseille. Ces prestations de maintenance, d'évolution et d'assistance téléphonique concernent le progiciel A.I.R.S. Délib de gestion des actes administratifs utilisé par le Service Conseil et le progiciel A.I.R.S. Courrier de gestion de courrier utilisé par le Service Courrier. Ce marché et ce contrat prennent effet à compter de leurs notifications et courent jusqu'au 31 décembre 2013. Ils seront renouvelables par reconduction expresse par période de 12 mois sans pouvoir excéder trois renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant annuel du marché est compris entre un minimum de 10 000 € H.T. et un maximum de 49 000 € H.T. Le montant annuel du contrat de maintenance et d'assistance téléphonique s'élevant à 8 318,23 H.T., est inclus dans le montant annuel minimum du marché.

**N°D2013-182 - 18/04/13** - Direction de la Culture

**Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition La faune et la flore méditerranéennes à la médiathèque La Gare**

**Objet :** Un contrat de prêt de 10 panneaux destinés à être présentés à l'exposition « La faune et la flore méditerranéennes », organisée à la médiathèque La Gare du 2 au 31 mai 2013, est conclu avec la Maison Départementale de l'Environnement. Le prêt susvisé prendra effet à compter du 2 mai jusqu'au 31 mai 2013. Le prêt est consenti gratuitement.

**N°D2013-183 - 18/04/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à une convention de prêt d'objets et d'éléments d'aménagement d'exposition avec la Communauté de Communes de Canal-Lirou**

**Objet :** Une convention de prêt d'objets et d'éléments d'aménagement d'exposition est passée avec la Communauté de Communes de Canal-Lirou, afin de formaliser le prêt au Site archéologique Lattara, musée Henri Prades d'un moulage de la tombe de Puisserguier, ainsi que le prêt à la Communauté de Communes de Canal-Lirou de vingt panneaux didactiques de l'exposition « Le Vin nectar des Dieux, Génie des Hommes ». Le moulage de la tombe de Puisserguier sera exposé au musée Henri Prades de Lattes. Les vingt panneaux didactiques de l'exposition « Le Vin nectar des Dieux, Génie des Hommes » seront présentés au château de Puisserguier. La convention prend effet le

19 avril 2013, date d'enlèvement des objets archéologiques au château de Puisserguier et des éléments d'aménagement d'exposition au musée Henri Prades de Lattes. Ces objets et ces éléments seront prêtés jusqu'au 31 janvier 2014, date de leur retour dans leurs locaux respectifs. Le prêt de ces objets archéologiques et de ces éléments d'aménagement d'exposition est conclu à titre gratuit. Les frais de transport et d'assurance du moulage de la tombe de Puisserguier seront à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les frais d'assurance des vingt panneaux didactiques de l'exposition « Le Vin nectar des Dieux, Génie des Hommes » seront à la charge de la Communauté de Communes de Canal-Lirou.

**N°D2013-184 - 03/04/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché n°2988TV12, schéma directeur des transports-diagnostic du réseau de bus et proposition de scénarios de desserte**

**Objet :** Un marché n°2988TV12 de prestations intellectuelles est passé avec la société CITEC à Lyon. Ce marché concerne le schéma directeur des transports-diagnostic du réseau de bus et proposition de scénarios de desserte. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 27 mois. Le montant du marché s'élève à 178 300,00 € H.T.

**N°D2013-186 - 09/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIAGDEV au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société DIAGDEV pour une période de six mois à compter du 1er avril 2013 soit jusqu'au 30 septembre 2013. La redevance à payer par la société DIAGDEV pour la surface de 183,99 m<sup>2</sup> qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 2 133,68 euros H.T.

**N°D2013-189 - 22/04/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché n°2783EA12 de mise en conformité des captages Château et Pradas et des réservoirs de Montalet sur la Commune de Grabels**

**Objet :** Un marché n°2783EA12 de travaux est passé avec l'entreprise EGM située à Castelnau le Lez. Ce marché concerne l'exécution de travaux de mise en conformité d'ouvrages du réseau d'alimentation en eau potable de la commune de GRABELS, soit les captages d'eau potable du CHATEAU et du PRADAS et les réservoirs d'eau potable de MONTALET. Le délai d'exécution est de 4 mois (y compris période de préparation de 1 mois) à compter de la réception des ordres de service. Le montant du marché s'élève à 191 446,10 € H.T.

**N°D2013-192 - 18/04/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public - CRR - Chai du Terral**

**Objet :** Une convention d'occupation temporaire des locaux du Théâtre du Chai du Terral sis allée Joseph Cambon – 34430 Saint-Jean-de-Védas, est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Saint-Jean-de-Védas. L'occupation est autorisée les mercredi 3 avril 2013, vendredi 12 avril 2013 et samedi 13 avril 2013. Elle est consentie à titre gratuit.

**N°D2013-194 - 18/04/13** - Direction de la Culture

**Décision relative au prêt d'œuvres pour l'exposition 12 colonnes à la une à la médiathèque Garcia Lorca**

**Objet :** Un contrat de prêt de 12 œuvres destinées à l'exposition " 12 colonnes à la une " est conclu avec l'association Union des Arts Plastiques Méditerranée, domiciliée 42 rue Adam de Craponne – 34 000 Montpellier. Ce contrat de prêt est conclu à titre gratuit. Il prendra effet le 2 mai 2013. La Communauté d'Agglomération de Montpellier prendra à sa charge l'assurance de cette exposition dont la valeur s'élève à 5 000 € pour la période du 02 au 24 mai 2013.

**N°D2013-200 - 25/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un accord cadre n°3029DE12 de prestations d'interprétariat et de traduction - Lots n°1 et 2**

**Objet :** L'offre de la société ILO, domiciliée L'Orée des Mas – Avenue du Golf – 34670 Baillargues est retenue. La société ILO, domiciliée L'Orée des Mas – Avenue du Golf – 34670 Baillargues est titulaire des 2 accords-cadres concernant le lot n°1 (interprétariat) et le lot n°2 (traduction). La durée des 2 accords-cadres est de 2 ans à compter de leur notification. Le montant maximum de l'accord cadre s'élève à 20 000 € H.T. pour le lot n°1 concernant la prestation d'interprétariat et à 60 000 € H.T. pour le lot n°2 concernant la prestation de traduction.

**N°D2013-202 - 25/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un accord cadre n°3029DE12 de prestations d'interprétariat et de traduction - Lots n°1 et 2**

**Objet :** L'offre de la société AMPLUS, domiciliée 59 rue Duquesne – 69006 Lyon est retenue. La société AMPLUS domiciliée 59 rue Duquesne – 69006 Lyon, est titulaire des 2 accords-cadres concernant le lot n° 1 (interprétariat) et le lot n° 2 (traduction). La durée des 2 accords-cadres est de 2 ans à compter de leur notification. Le montant maximum de l'accord cadre s'élève à 20 000 € H.T. pour le lot n°1 concernant la prestation d'interprétariat et à 60 000 H.T. pour le lot n°2 concernant la prestation de traduction.

**N°D2013-204 - 25/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un accord cadre n°3029DE12 de prestations d'interprétariat et de traduction - Lots n°1 et 2**

**Objet :** L'offre de la société SOLTEN France SARL, domiciliée 5 rue Florian – 91400 Orsay est retenue. La société SOLTEN France SARL domiciliée 5 rue Florian – 91400 Orsay, est titulaire des 2 accords cadres concernant le lot n°1 (interprétariat) et le lot n°2 (traduction). La durée des 2 accords cadres est de 2 ans à compter de leur notification. Le montant maximum de l'accord cadre s'élève à 20 000 € H.T. pour le lot n°1 concernant la prestation d'interprétariat et de 60 000 H.T. pour le lot n°2 concernant la prestation de traduction.

**N°D2013-205 - 25/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un accord cadre n°3029DE12 de prestations d'interprétariat et de traduction - Lot n°2**

**Objet :** L'offre de la société Commtxt, domiciliée 120 cour Nicolas Appert – 34000 Montpellier est retenue. La société Commtxt, domiciliée 120 cour Nicolas Appert – 34000 Montpellier, est titulaire de l'accord cadre concernant le lot n°2 traduction du français vers l'anglais. La durée des 2 accords-cadres est de 2 ans à compter de leur notification. Le montant maximum de l'accord cadre s'élève à 60 000 H.T. pour le lot n°2 concernant la prestation de traduction.

**N°D2013-206 - 02/04/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice La Mutuelle des motards**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1200549-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier par la Mutuelle des Motards tendant à indemnisation pour préjudice subi de son assuré Monsieur Serge Millot consécutivement à un accident de la circulation dont il a été victime et ce, à proximité d'un collecteur des eaux usées.

**N°D2013-207 - 02/04/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice SARL GAFA INVEST**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de l'assignation près le TGI de Montpellier par la SARL GAFA INVEST contre les titres exécutoires du 2 janvier 2013 relatifs à l'application de la redevance spéciale des déchets non ménagers émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**N°D2013-208 - 02/04/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice société Sound and light System**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1301155-4 du 11/03/2013 près le Tribunal Administratif de Montpellier par la Société Sound and Light System tendant à indemnisation pour perte subie suite à son éviction du marché public de matériel scénique destiné à l'opéra Comédie de Montpellier.

**N°D2013-209 - 02/04/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice Syndicat des copropriétaires de la parcelle AR n°75 et autres**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Lyon Caen et Thiriez" suite au dépôt du pourvoi près la Cour de Cassation par le Syndicat des copropriétaires de la parcelle section AR n°75 et autres contre l'arrêt n°11/00011 de la Cour d'Appel de Montpellier confirmant au fond les dispositions du jugement de la juridiction de l'expropriation du département de l'Hérault en date du 15 décembre 2010 relatif à une indemnisation au titre de l'extinction d'une servitude de passage.

**N°D2013-211 - 11/04/13** - Direction des Finances

**Décision relative à la modification de la régie d'avances de la Direction du Développement Economique et de l'Emploi**

**Objet :** Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances de la Direction du Développement Economique et de l'Emploi, il convient de modifier le montant maximum des avances consenties. Le nouveau montant est fixé à 5 000 €.

**N°D2013-214 - 18/04/13** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à un marché n°3074GD12 portant sur une étude pour la mise en œuvre d'une fiscalité incitative pour le financement du service de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés**

**Objet :** Un marché n°3074GD12 de prestations intellectuelles est conclu avec le groupement d'entreprises conjoint solidaire formé des sociétés ABBD, CITEXIA sises 21 rue Bergère 75009 Paris et du Cabinet LANDOT et associés, sis au 137 rue de l'Université 75007 Paris. Ce marché concerne une étude relative à la mise en œuvre d'une fiscalité incitative pour le financement du service de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de l'Ordre de Service de démarrage de la tranche ferme. Sa durée prévisionnelle est de 12 mois. Le montant du marché s'élève à 37 725 € HT.

**N°D2013-216 - 25/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un accord cadre n°3029DE12 de prestations d'interprétariat et de traduction - Lot n°1**

**Objet :** L'offre de la société EstExpert, domiciliée Allée du Mas Nègre – 34970 Lattes est retenue. La société EstExpert, domiciliée Allée du Mas Nègre – 34970 Lattes est titulaire de l'accord-cadre relatif au lot n°1 interprétariat. La durée de l'accord-cadre est de 2 ans à compter de sa notification. Le montant maximum de l'accord-cadre s'élève à 20 000 H.T. pour le lot n°1 concernant la prestation d'interprétariat.

**N°D2013-221 - 09/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ITK au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société ITK pour une période de six mois à compter du 1er avril 2013, soit jusqu'au 30 septembre 2013. A compter du 1<sup>er</sup> avril 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société ITK pour la surface de 251,30 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 2 931.62 € conformément au tarif applicable.

**N°D2013-226 - 18/04/13** - Direction de la Culture

**Décision relative au prêt de 29 objets présentés dans le cadre de l'exposition Science/Fiction, voyage au cœur du vivant à la médiathèque centrale E. Zola**

**Objet :** Un contrat de prêt de 29 panneaux, tubes, grilles et ordinateur écran plat avec lecteur DVD destinés à l'exposition « Science/Fiction, voyage au cœur du vivant », est conclu avec l'Institut National de la Santé et de la



Recherche Médicale sis 60, rue de Navacelles – 34 394 Montpellier Cedex 5. Ce contrat de prêt prendra effet le 23 avril 2013, pour toute la durée de l'exposition et est conclu à titre gratuit. La Communauté d'Agglomération prendra à sa charge l'assurance de cette exposition dont la valeur s'élève à 8 802€ pour la période du 23 avril au 28 mai 2013.

**N°D2013-227 - 23/04/13** - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Décision relative à une cession de matériels de téléphonie à titre gratuit à l'association Les Amis et les Compagnons Emmaüs**

**Objet :** Les 180 téléphones de marque SAMSUNG, NOKIA, ALCATEL et autre matériel de téléphonie sont confiés à l'association « Les Amis et les Compagnons Emmaüs » sise ZAC Saint-Antoine à Saint-Aunès. La cession de ces matériels de téléphonie a lieu à titre gratuit.

**N°D2013-228 - 18/04/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché n°3137EA12 - lot n°1 et lot n°2 - essai d'étanchéité et inspections télévisées associées aux travaux sur les ouvrages d'eau et d'assainissement**

**Objet :** Un marché n°3137EA12 d'essais d'étanchéité et inspections télévisées associées aux travaux sur les ouvrages d'eau et d'assainissement des communes de la CAM est passé avec la société SARP MEDITERRANEE/SOMES sis à Montpellier pour le lot 1, essais d'étanchéité et inspections télévisées relatifs aux diagnostics de réseau et pour le lot 2, essais d'étanchéité et inspections télévisées relatifs aux essais préalables. Ces marchés concernent les essais d'étanchéité (lot n°1) et les inspections télévisées (lot n°2) associées aux travaux sur les ouvrages d'eau et d'assainissement des Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ces marchés sont conclus pour une période de un an à compter de la notification et pourront être reconduits pour un an. Le montant maximum annuel de commande du marché pour le lot 1 est de 130 000 € H.T. et le montant maximum annuel de commande pour le lot 2 est de 60 000 euros H.T.

**N°D2013-229 - 11/04/13** - Direction des Finances

**Décision relative à la modification de la régie d'avances de la piscine Christine CARON**

**Objet :** Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie de recettes temporaire de la piscine Christine CARON, il convient de modifier les dates d'ouverture. La régie fonctionne du 1er avril au 30 novembre.

**N°D2013-240 - 11/04/13** - Direction de la Culture

**Décision relative à un marché n°3289DC13 de fabrication de repas à base de denrées Bio et fourniture en liaison froide pour le centre de loisirs Ecolothèque**

**Objet :** Un marché n°3289DC13 est passé avec l'ESAT DES HAUTES GARRIGUES domicilié ZAE route de Frouzet – 34880 – SAINT MARTIN DE LONDRES. Ce marché concerne la fabrication et la fourniture de repas en liaison froide à l'Ecolothèque les mercredis et pendant les vacances. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an. Le montant du marché s'élève à 90 000 € H.T. maximum

**N°D2013-241 - 09/04/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice Syndicat des commerçants des Halles et Marchés de Montpellier- Région**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1301350-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 14 mars 2013 par le Syndicat des Commerçants des Halles et Marchés tendant à l'abrogation de la délibération du Conseil communautaire du 29 novembre 2011 relative à la cotisation foncière des entreprises.

**N°D2013-243 - 11/04/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice Paccou Yves**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1301185-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 6 mars 2013 par Monsieur Yves Paccou contre la délibération du conseil Communautaire du 20 décembre 2012 relative à l'application de l'article 17 de la loi des finances rectificative 2012 concernant la taxe d'habitation.

**N°D2013-245 - 11/04/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire du Domaine du Viviers avec l'association Mountain Bike Jacou**

**Objet :** Une convention d'occupation temporaire pour le passage ponctuel d'une randonnée VTT est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association Mountain Bike Jacou, représentée par son Président M. Olivier JOUSSET. Cette convention est passée pour un événement ponctuel en date du 14 avril 2013. Cette convention est consentie à titre gratuit.

**N°D2013-250 - 11/04/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à la constitution d'une servitude d'écoulement des eaux pluviales sur la parcelle cadastrée section CT n° 98 appartenant à la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Commune de Lattes**

**Objet :** Une convention de servitude d'évacuation des eaux pluviales est consentie au profit de la Commune de Lattes par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, propriétaire de la parcelle située sur le territoire de Lattes, cadastrée section CT n°98 d'une contenance 5 417m2 et une superficie d'environ 1 100 m2 concernée par la servitude. La présente convention est consentie à titre gratuit, frais d'actes en sus à la charge de la Commune de Lattes.

**N°D2013-251 - 11/04/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à un contrat de prêt de terrains à usage de parking visiteurs au profit du Groupe Grim Automobiles - Parcelles section BR n°53, 55, 119, 135, 139, 141, 200, 202 et 204 - Commune de Lattes**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier consent au profit du Groupe Grim Automobiles, représenté par son Directeur Monsieur Marc GREGOIRE, à prêter l'usage des parcelles cadastrées section BR n°53, 55, 119, 135, 139, 141, 200, 202 et 204, lieu dit « le Pahon », Commune de Lattes. Le contrat est consenti à titre



gratuit. Le contrat est conclu pour une durée d'un jour, le jeudi 13 juin 2013.

**N°D2013-252 - 11/04/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à une convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc Roussillon - Parcelles RA n°4, 5, 8, 11, 12, 13, 14, 24, 30 et 31 - Commune de Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de l'article L.142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n° 462 800 574, les parcelles cadastrées section RA n°4, 5, 8, 11, 12, 13, 14, 24, 30 et 31, lieu dit « Rastouble » Commune de Montpellier, pour une contenance cadastrale totale de 8 ha 48 a 55 ca. La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'un an. La convention de mise à disposition est consentie à titre gratuit compte tenu des plantations tardives imposées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**N°D2013-255 - 11/04/13** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

**Décision relative à l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon en date du 10 avril 2012 - Ajout de la parcelle BB n°61 - Commune de Clapiers**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de l'article L.142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n° 462 800 574, une partie de la parcelle cadastrée section BB n°61 - Commune de Clapiers, pour une contenance cadastrale de 1 ha 60 a 00 ca, aux termes de l'avenant n°1 précité. Les autres conditions de la convention du 10 avril 2012 restent inchangées.

**N°D2013-260 - 11/04/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice SARL TD Montpellier**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite à l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier déposée par la SARL TD Montpellier contre les titres exécutoires du 28 novembre 2012 émis à son encontre par La Communauté d'Agglomération de Montpellier relatifs à l'application de la redevance spéciale des déchets non ménagers.

**N°D2013-262 - 18/04/13** - Direction des Sports

**Décision relative à une convention de mise à disposition de créneaux à la piscine olympique d'Antigone pour la réalisation du projet 'Nageons vers leurs rêves', en faveur d'enfants malades, porté par un groupe d'étudiant de l'Ecole Supérieure de Commerce de Montpellier**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec le Groupe Sup de Co Montpellier, représenté par ses étudiants, pour la mise en œuvre d'une manifestation sportive à caractère social « Nageons vers leurs Rêves ». L'occupation du domaine public est consentie le samedi 4 mai 2013 entre 9h et 19h. Elle concerne deux lignes d'eau de 50 m (couloirs 8 et 9), un espace d'accueil dans le hall sud de la piscine et le local chronométrage. Compte tenu de son caractère social, cette occupation du domaine public est autorisée à titre gratuit. Tous les droits de participation et de partenariat sont directement collectés par le Groupe Sup de Co Montpellier qui s'engage à soutenir la réalisation de rêves d'enfants gravement malades.

**N°D2013-264 - 18/04/13** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à un marché n°3189GD12 de services portant sur l'animation d'un comité de riverains pour le suivi des odeurs de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries**

**Objet :** Un marché n°3189GD12 de services est conclu avec la société ODOTTECH sise 20 rue de la Villette, 69328 Lyon cedex 03 pour poursuivre, conformément à l'arrête préfectoral complémentaire d'exploiter n°2012-I-1548, les suivis des odeurs engagés durant l'année 2012 autour du casier n°1 de l'Installation de Stockage de Déchets ménagers et assimilés Non Dangereux (ISDND) de Castries. Le marché prend effet à sa notification jusqu'à fin août 2014. Le montant de ce marché est de 28 760,00 € HT.

**N°D2013-265 - 18/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société API SCHMIDT BRETTE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société API SCHMIDT BRETTE pour l'occupation du local répertorié bureau B2.31 d'une surface de 14,40 m² situé au 2ème étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 14,40 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 191,23 euros H.T.

**N°D2013-267 - 18/04/13** - Direction des Sports

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'organisation de l'Arena Rescue à la piscine olympique d'Antigone**

**Objet :** AQUALOVE SAUVETAGE, signataire de la convention d'occupation du domaine public, est autorisé à occuper la piscine olympique d'Antigone pour l'accueil et l'organisation de « l'ARENA RESCUE ». La mise à disposition, consentie du jeudi 16 mai 2013 à 17h au samedi 18 mai 2013 à 20h concerne la totalité de l'établissement. L'occupation de la piscine est autorisée à titre gratuit, selon l'intérêt général et communautaire.

**N°D2013-268 - 18/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société AQUAFADAS pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société AQUAFADAS pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux B1.18, B1.19, B1.24, B1.26 à B1.35, B1.41 à B1.43 pour une surface totale de 338,10 m² situés au 1er étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à

compter du 1er mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3ans. La redevance mensuelle HT à payer par la société pour la surface totale de 338,10 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 4489,96 euros H.T.

**N°D2013-270 - 18/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société AWEX pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société AWEX pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux B0.12 et B0.13 pour une surface totale de 45,12 m<sup>2</sup> situés au 1er étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1er mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3ans. La redevance mensuelle HT à payer par la société pour la surface totale de 45,12 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 599,19 euros H.T.

**N°D2013-272 - 18/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société JINKO SOLAR pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société JINKO SOLAR pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux B1.13 et B1.14 pour une surface totale de 43,70 m<sup>2</sup> situés au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 43,70 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 580,33 euros H.T.

**N°D2013-273 - 23/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'association Pôle Mondial De Compétitivité Eau pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'association PÔLE EAU pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux B2.34 à B2.38 et B2.44 pour une surface totale de 126,30 m<sup>2</sup> situés au 2ème étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1er mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle HT à payer par la société pour la surface totale de 126,30 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 1677,26 euros H.T.

**N°D2013-274 - 18/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société SATIN pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société SATIN pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux B2.16 à B2.18 pour une surface totale de 72,20 m<sup>2</sup> situés au 2<sup>ème</sup> étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle HT à payer par la société pour la surface totale de 72,20 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 958,81 euros H.T.

**N°D2013-275 - 18/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société SKETCHPIXEL pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société SKETCHPIXEL pour l'occupation du local répertorié bureau B1.5 d'une surface de 14,70 m<sup>2</sup> situé au 1er étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 14,70 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 195,21 euros H.T.

**N°D2013-278 - 23/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'association SWELIA pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'association SWELIA pour l'occupation du local répertorié bureau B0.23 d'une surface de 22,00 m<sup>2</sup> situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1er mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 22,00 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 292,16 euros H.T.

**N°D2013-280 - 18/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société TECNALIA pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société TECNALIA pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux B2.9 à B2.11 et B2.14 pour une surface totale de 95,80 m<sup>2</sup> situés au 2ème étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 95,80 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 1272,22 euros H.T.

**N°D2013-281 - 18/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société THY ENGINEERING pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société THY ENGINEERING pour l'occupation du local répertorié bureau B0.13 d'une surface de 33,00 m<sup>2</sup> situé au rez de chaussée du bâtiment MIBI.

L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 33,00 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 438,24 euros H.T.

**N°D2013-282 - 18/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société VUPEN pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société VUPEN pour l'occupation du local répertorié bureau B2.7 d'une surface de 19,60 m<sup>2</sup> situé au 2<sup>ème</sup> étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 19,60 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 260,29 euros H.T.

**N°D2013-283 - 18/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société WINDEO FRANCE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société WINDEO FRANCE pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux B0.10 et B0.11 pour une surface totale de 77,00 m<sup>2</sup> situés au rez de chaussée du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 77,00 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 1022,56 euros H.T.

**N°D2013-284 - 24/04/13** - Direction des Ressources Informatiques

**Décision relative à un marché n°3219RI13 d'acquisition de petites fournitures informatiques et réseaux pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

**Objet :** Un marché n°3219RI13 d'acquisition de petites fournitures informatiques et réseaux est conclu avec la société TELEMICRON sise à Montpellier. Ce marché concerne des petites fournitures de communication et de réseau tels que switchs, convertisseurs fibre optique, points d'accès et routeurs Wifi, câbles réseaux, jarretières optiques, visserie et connectique, destinés à tous les sites de la collectivité en réseau. Ce marché est conclu pour une durée d'1 an à compter de sa notification. Le montant du marché est compris entre un minimum de 2 000,00 € H.T. et un maximum de 20 000,00 € H.T.

**N°D2013-286 - 11/04/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice Société SCAM TP**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et "SCP Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête n°1301572-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 avril 2013 par la société SCAM TP tendant à indemnisation en exécution du marché public de travaux pour la réalisation des "réseaux humides, plate-forme, voirie et aménagements urbains de la troisième ligne du tramway.

**N°D2013-287 - 11/04/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision d'ester en justice Rosine Mathieu, Frédéric Vincent et Gilles Vincent**

**Objet :** La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1301604-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 avril 2013 par Madame Rosine Mathieu, Monsieur Frédéric Vincent et Monsieur Gilles Vincent tendant au raccordement au réseau d'eau potable du domaine de Fourques situé sur la Commune de Juvignac.

**N°D2013-291 - 23/04/13** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

**Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI**

**Objet :** Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société DP TECHNOLOGY EUROPE pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux B1.6 à B1.9 et B1.12 pour une surface totale de 173,00 m<sup>2</sup> situés au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 soit jusqu'au 30 avril 2016. La convention est renouvelable de manière expresse par périodes de 3 ans. La redevance mensuelle H.T. à payer par la société pour la surface totale de 173,00 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 2297,44 euros H.T.

**N°D2013-292 - 18/04/13** - Direction des Sports

**Décision relative à une convention pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre gratuit**

**Objet :** Une convention d'occupation précaire et révocable, détaillant les modalités d'attributions des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines communautaires, est conclue nominativement par association. L'occupation est conclue à titre gratuit, selon l'intérêt général ou communautaire.

**N°D2013-302 - 17/04/13** - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

**Décision relative à un marché subséquent n°2123 MGSF, fourniture de Gaz Naturel pour la piscine les Néréides à Lattes.**

**Objet :** Un marché n°2123 MGSF de fourniture de gaz est passé avec la société EDF. Ce marché concerne la fourniture de gaz naturel pour la piscine Les Néréides à Lattes. Le marché prend effet à compter de sa notification et se termine le 31/12/2013. Le montant du marché s'élève à 40 965 € T.T.C.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

**AFFAIRE N°4 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – PROGRAMME LOCAL DE**

## L'HABITAT 2013-2018 - ARRÊT DU PROJET

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée, par délibération n°9425 en date du 1<sup>er</sup> avril 2010, dans l'élaboration de son troisième Programme Local de l'Habitat (PLH) couvrant la période 2013-2018.

Le PLH est un instrument de prévision et de programmation important visant à répondre aux besoins en logements et à favoriser la mixité sociale. Il a pour objet de répartir de façon équilibrée et diversifiée les logements sur le territoire des communes et entre les quartiers d'une même commune.

Au terme de trois années d'études et de concertation, ayant notamment mobilisé les communes et les professionnels de l'habitat au travers d'ateliers de travail, de comités avec les Maires et des Assises de l'habitat organisées le 10 février 2012 au Corum, le Programme Local de l'Habitat est soumis à l'arrêt du Conseil de Communauté ; c'est l'objet de la présente délibération.

Le projet de PLH, élaboré conformément au Code de la Construction et de l'Habitation est constitué de deux documents :

Un document principal comprend lui-même trois volets :

- un diagnostic de la situation du logement, comprenant un bilan des actions conduites dans le cadre du précédent PLH 2007-2012,

- l'énoncé des orientations stratégiques de la politique de l'habitat pour les 6 prochaines années,

- un programme d'action détaillé qui présente les outils et moyens qui permettront d'atteindre les objectifs fixés ;

Un deuxième document lui est joint, qui constitue la déclinaison des objectifs du PLH commune par commune.

Le PLH 2007-2012 a permis de satisfaire l'objectif de produire massivement 5000 logements par an (5071 logements effectivement mis en chantier en moyenne annuelle) dont près d'un quart de logements locatifs sociaux (22%), mieux répartis sur l'ensemble du territoire, puisque 41% de l'offre nouvelle concernent des opérations situées dans les communes périphériques de l'Agglomération.

Toutefois, le constat partagé par les acteurs de l'habitat est que cette production neuve n'a pas suffisamment répondu à la demande des ménages :

- L'évolution des prix de l'immobilier observé sur le plan national a été plus marquée localement ; en 10 ans, les prix des maisons ont progressé de 103%, celui des appartements a plus que doublé (131%) et celui des terrains à bâtir a quadruplé, alors que le revenu médian des ménages résidant dans l'Agglomération n'a augmenté que de 20% au cours de la période ;

- En 2011, on recense encore 18 000 demandes de logement locatif social dans l'Agglomération, soit un rapport de 68 demandes pour 100 logements existants ;

- Si le solde migratoire de la population reste positif, y compris avec le reste du Département de l'Hérault, une évasion importante des ménages est constatée vers la périphérie (notamment dans la moyenne vallée de l'Hérault), ce qui génère des déplacements pendulaires incompatibles avec les objectifs du Plan Climat Energie Territorial (PCET) de l'Agglomération et avec les budgets des ménages.

Fort de ce constat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier entend poursuivre les efforts entrepris à travers la mise en œuvre d'un plan d'action renouvelé qui s'organise autour des orientations stratégiques suivantes :

### **1. Poursuivre l'effort de construction neuve engagé, à hauteur de 5000 logements par an**

La production de logements neufs doit rester soutenue pour répondre aux besoins liés à la croissance démographique et pour favoriser une détente globale du marché du logement.

Les projets de logement et les gisements fonciers mobilisables pour les 6 prochaines années identifiés avec les communes attestent d'une capacité suffisante pour atteindre 5000 logements par an.

La réalisation de cet objectif implique de renforcer la maîtrise foncière dans les secteurs d'extension dont l'urbanisation est programmée dans les 6 ans avec l'appui de l'Etablissement Public Foncier (EPF) Languedoc Roussillon, de mettre les PLU au service de la politique de l'habitat définie et d'accélérer la mise en œuvre des opérations d'aménagement à l'initiative de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (sites stratégiques du SCOT) ou des communes.

### **2. Développer une offre de logements diversifiée et de qualité**

La Communauté d'Agglomération de Montpellier accordera un poids plus important aux offres de logements maîtrisés dans la construction neuve. Parmi les 5000 logements à produire par an, 60% concerneront des logements à des niveaux de loyer/prix maîtrisés et 40% de logements « libres ».

Un objectif d'au moins 30% de logements locatifs sociaux familiaux et d'insertion est fixé dans chacune des communes contre 25% dans le précédent PLH. S'ajoute la programmation de 10% de logements sociaux pour étudiants et personnes âgées et de 20 % de logements en accession dite abordable.

L'amplification de l'effort de production de logements sociaux permettra, à l'échelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, d'atteindre à l'horizon 2018 un taux de logements sociaux de 20,3%, rapporté au nombre de résidences principales, contre 17,2 % fin 2012 et de répondre aux nouvelles obligations instaurées par la loi du 18 janvier 2013, dite « loi Duflo » relative à la mobilisation du foncier public pour le logement et au renforcement des obligations de production de logement social.

### **3. Produire un minimum de 1250 logements locatifs sociaux PLUS PLAÎ par an**

Un objectif d'au moins 25% de logements locatifs sociaux financés en Prêt Locatif à Usage Social et Prêt Locatif Aidé d'Intégration est fixé, soit un minimum de 1250 logements par an, conformément aux objectifs fixés par l'Etat dans le cadre de la délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre ; la part de logements familiaux

financés en PLS (hors foyers) continuant à représenter, comme dans le précédent PLH, 5% de la production totale, soit environ 250 logements par an.

Les moyens proposés pour y parvenir sont notamment la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la garantie des emprunts contractés par les bailleurs pour financer leurs opérations et le doublement de ses aides financières à la production, l'encadrement des prix fonciers et des programmes en VEFA et le développement du partenariat avec les acteurs de la production du logement social.

#### **4. Utiliser tous les leviers pour produire une offre en accession abordable**

L'accession «abordable» est un levier stratégique pour fidéliser les ménages sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment les jeunes ménages primo accédants, et pour favoriser et réactiver les parcours résidentiels de certains ménages actuellement «bloqués» dans le parc locatif privé et social.

Le nouveau PLH reconduit l'objectif ambitieux du PLH précédent de réaliser 20% de logements en accession abordable, qui n'a pas été atteint (environ 300 logements réalisés par an entre 2007 et 2012 pour 1000 attendus). Tous les leviers seront mobilisés pour y parvenir dans les 6 prochaines années: augmentation de la production de logements en Prêt Social de Location-Accession (PSLA) notamment en ZAC, partenariat avec les aménageurs, les promoteurs, les banquiers, les architectes, les BET et les entreprises du BTP, pour réduire le prix de revient des opérations de logements, encadrement des charges foncières et des prix de vente en zone B1 d'investissement locatif...

#### **5. Répartir l'offre de logement de manière équilibrée sur l'ensemble du territoire**

Conformément aux orientations du SCOT, le PLH 2007-2012 a permis d'amorcer un rééquilibrage territorial de la construction neuve entre Montpellier et les communes périphériques. Dans le PLH 2013-2018, il s'agit d'aller plus loin et de répartir de manière équilibrée sur le territoire communautaire les différents types d'offres, du locatif social aux offres de logements adaptés en passant par l'accession à la propriété.

La territorialisation des objectifs de production de logements par commune (document 2 du PLH) traduit l'ambition portée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de répartir de manière plus équilibrée les différentes offres de logements sur son territoire (50% sur la Ville de Montpellier et 50% dans les communes périphériques).

#### **6. Mobiliser et valoriser le parc de logements existants**

Le diagnostic a mis en évidence la nécessité de poursuivre et d'amplifier la requalification du parc de logements existants en articulant les objectifs sociaux et environnementaux :

- Pour le parc privé, il s'agira de renouveler et d'intensifier l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire », de poursuivre le traitement des copropriétés dégradées et d'engager la rénovation des copropriétés des « Trente Glorieuses » en lien avec le Plan Climat Energie Territorial ;
- Pour le parc social, il est prévu de préparer le futur contrat unique en matière de politique de la ville, intégrant les problématiques urbaines et sociales sur les quartiers en difficulté, de traiter les logements considérés comme énergivores et d'évaluer les besoins d'adaptation du parc au vieillissement et aux personnes handicapées.

#### **7. Répondre aux besoins spécifiques**

Parce que la production de logement « de droit commun » ne permet pas de satisfaire l'ensemble des besoins exprimés, il est nécessaire de proposer des solutions adaptées aux situations spécifiques des jeunes et étudiants, des personnes âgées et des publics en insertion.

Le PLH programme pour les 6 ans à venir :

- 2500 logements sociaux étudiants et 4 nouvelles résidences pour les jeunes en insertion ;
- 10 structures collectives de logement transitoire ou d'hébergement de type résidence sociale, maisons relais ou résidence hôtelière à vocation sociale pour des personnes et familles cumulant difficultés économiques et sociales ;
- 500 places créées dans le cadre d'EHPAD pour les personnes âgées dépendantes et de résidences pour seniors.

Outre la création de nouvelles structures, des solutions innovantes et alternatives seront encouragées en direction de ces publics.

Ces objectifs ne pourront être atteints que s'ils sont portés par l'ensemble des acteurs qui concourent à la production de l'offre en logements privés et publics et si les conditions de cette production sont maîtrisées de manière partagée. Aussi est-il prévu de renforcer le dispositif de pilotage et d'animation du PLH, en poursuivant le dialogue avec les communes sur les conditions de mise en œuvre des opérations de logements et d'aménagement, en dressant régulièrement le bilan des actions menées avec les partenaires pour les adapter si nécessaire et en recherchant des partenariats pour généraliser les bonnes pratiques avec les professionnels de l'acte de bâtir.

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (articles R 302-9 à R 302-11 du Code de la Construction et de l'Habitat), le projet de PLH 2013-2018 sera soumis pour avis à chacune des 31 communes du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Une nouvelle délibération sera soumise au Conseil Communautaire suite à l'avis des communes formulé dans le délai réglementaire de deux mois. Le PLH sera ensuite transmis à l'Etat pour présentation et avis du Conseil Régional de l'Habitat (CRH). L'adoption définitive du Programme Local de l'Habitat est prévue à l'automne 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le Programme Local de l'Habitat 2013-2018 annexé à la présente délibération ;
- soumettre le PLH arrêté aux 31 Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour avis à faire connaître dans un délai de deux mois à compter de la réception du document, conformément au code de la Construction et de l'Habitation ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents

relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées (1 contre : Saint Georges d'Orques ; 13 abstentions : Juvignac 2, Lattes 5, Murviel lès Montpellier 1, Pignan 1, Montaud 1, Saint-Drézéry 1, Saint-Jean-de-Védas 1, Baillargues 1).

## **AFFAIRE N°5 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – DISPOSITIF D'AIDES AUX TPE ARTISANALES ET COMMERCIALES - CALENDRIER DE MISE EN PLACE DU DISPOSITIF - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique forte de soutien à la création et au développement des entreprises de son territoire.

La crise économique, les effets de la réforme de la Taxe Professionnelle, et l'application de la Cotisation Foncière des Entreprises créée dans ce cadre, ont révélé un besoin d'accompagnement des très petites entreprises artisanales et commerciales, afin de maintenir un développement économique dynamique sur l'Agglomération de Montpellier.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité mettre en place un dispositif d'aide dédiée à l'artisanat et au commerce, en synergie avec les chambres consulaires, les communes et les collectivités compétentes.

Suite à la délibération de la Région Languedoc-Roussillon du 1<sup>er</sup> février 2013 autorisant la Communauté d'Agglomération de Montpellier à élargir son intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération du 12 février 2013, peut désormais mettre en place un dispositif d'aides financières individuelles pour les TPE artisanales de son territoire, afin d'accélérer la croissance de ces entreprises et préserver l'emploi local.

Cette aide est destinée à finaliser le plan de financement des entreprises en développement, inscrites au répertoire des métiers ou au registre du commerce, dont le siège social est sur le territoire de la Communauté d'Agglomération. L'investissement doit bénéficier à un établissement sur le territoire de la Communauté d'Agglomération.

Cette aide a la forme d'une subvention, destinée à financer des dépenses matérielles. L'entreprise bénéficiaire doit être inscrite au répertoire des métiers ou au registre du commerce, à l'exclusion des SCI, des agents commerciaux, des professions libérales et des auto-entrepreneurs. Elle doit exister depuis plus de 3 ans, et ne pas avoir obtenu d'autres aides publiques pour ces investissements.

Cette aide doit venir en complément d'autres dispositifs d'accompagnement mis en place par les autres collectivités. Pour 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mobilisé au budget primitif 1M€ (en investissement).

Le dispositif, envisagé sur une première période de 2 ans, prévoit :

- Taux d'intervention : 50%
- Montant maximum de l'aide : 10 000 €
- Montant minimum de l'aide : 1 000 €
- Assiette minimum du projet aidé : 2 000 €

La CCI et la CMA sont prescripteurs du dispositif d'aide. De ce fait ils reçoivent les entreprises et les aident à constituer un dossier qu'ils présenteront pour arbitrage à un comité de financement composé de la Banque de France, de la Trésorerie Générale et de la Communauté d'Agglomération.

Le comité de financement se réunira tous les mois pour autoriser les investissements. Ces autorisations seront ensuite validées sur délibération du conseil d'agglomération.

Le calendrier de mise en place serait :

- Mois de mai : transmission du projet de dispositif par la Communauté d'Agglomération à la Région et aller-retour sur ce règlement, au regard de la réglementation européenne et nationale, et au regard des dispositifs de soutien déjà existants (nationaux et locaux).
- 23 mai : délibération du Conseil Communautaire sur le calendrier de mise en place du dispositif
- Fin du mois de mai : inscription du rapport dans le calendrier de délibération de la Région
- Mois de juin : délibération de la Région autorisant le dispositif et son règlement de mise en œuvre de l'Agglomération, et inscription de l'affaire pour le conseil communautaire de septembre
- Mois de septembre : délibération du Conseil Communautaire approuvant le dispositif et sa mise en œuvre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le calendrier de mise en place du dispositif d'aide aux TPE artisanales et commerciales ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (Montpellier : 1 abstention).

## **AFFAIRE N°6 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE IBM ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION - PLAN DE REVITALISATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier

Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son projet de réorganisation entraînant la fermeture de son activité de fabrication de serveurs informatiques du site de Montpellier et la suppression de 71 emplois en 2012, IBM France a signé avec l'Etat une convention de revitalisation le 18 février 2013.

Cette convention prévoit la mise œuvre d'un plan de revitalisation sur 36 mois pour soutenir la création d'activités et d'emplois sur le bassin affecté. Ce dispositif représente une enveloppe de 300 000 € pour compenser la perte d'emplois dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication sur l'agglomération de Montpellier.

Cette enveloppe a vocation :

- d'une part, à financer des projets d'entreprises innovantes créatrices d'emplois à raison de 4000 € par emploi créé (plafonné à 20 000 € par entreprise),
- d'autre part, à abonder des projets de territoire structurants et générateurs d'emplois, dans lesquels IBM peut être partenaire à raison de 10 000 € par emploi créé.

Afin d'identifier et analyser les entreprises et les projets à fort potentiel de création d'emplois, IBM souhaite s'appuyer sur l'expertise et l'expérience du BIC de Montpellier Agglomération et de l'agence Transferts LR.

Le BIC de Montpellier Agglomération, ayant vocation à accompagner sur le territoire de l'agglomération la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance pendant les 3 à 5 premières années d'activité, pourra ainsi sélectionner les projets les plus générateurs d'emplois pour accélérer leur développement.

Transferts LR, ayant vocation accompagner les projets d'innovation des entreprises existantes, pourra proposer les entreprises et les projets les plus créateurs d'emplois sur le territoire de l'agglomération.

Pour ce faire, IBM propose de préciser dans une convention de partenariat, la contribution du BIC de Montpellier Agglomération et de Transferts LR ainsi que les conditions de collaboration entre IBM France et ces 2 structures d'accompagnement.

Conjointement à celle de Transferts LR, l'intervention du BIC de Montpellier Agglomération porte sur :

- l'identification des projets,
- la constitution du dossier de demande d'aide,
- la présentation des projets en comité d'engagement (IBM, Etat).

La présente convention est sans incidence financière pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier et signée pour une durée de 3 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la dite convention ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention avec IBM France et Transferts LR ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (Montpellier : 1 abstention).

## **AFFAIRE N°7 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ EUROBIOMED - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique forte de soutien à la création et au développement d'entreprises issues du secteur des Sciences du vivant. Aussi, elle souhaite soutenir le développement du pôle de compétitivité Eurobiomed.

La création de pôles de compétitivité, lancée par le gouvernement en 2004, est une initiative qui vise à renforcer la lisibilité industrielle sur le territoire français, à favoriser la capacité d'innovation par la mise en réseau des entreprises, de la recherche publique et de l'enseignement supérieur. Cette politique nationale entre dans un cadre européen plus général de soutien à la compétitivité.

Eurobiomed couvre les régions Languedoc-Roussillon (LR) et Provence Alpes Côte d'Azur (PACA). Avec un réseau de plus de 400 entreprises, majoritairement des PME innovantes, 8 universités et de nombreuses écoles formant 39000 étudiants, 400 laboratoires de recherche, 4 CHU et une Direction inter-régionale des recherches cliniques, Eurobiomed se positionne au rang des principaux clusters français et européens en Santé en termes de nombre d'entreprises, de capacités de recherche et d'excellence scientifique et d'équipements dédiés à l'innovation et à la création d'entreprises innovantes.

La dynamique du réseau d'Eurobiomed se concrétise par la forte implication d'entrepreneurs, chercheurs et acteurs du monde académiques et du développement économique au sein de la structure qui travaillent, au quotidien, à la stratégie et au développement du cluster.

Eurobiomed agit autour de 5 axes (en cours de redéfinition dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle feuille de route pour la phase 3 des pôles de compétitivité) :

- maladies infectieuses, tropicales et émergentes,
- maladies rares et orphelines,
- dispositifs médicaux, bio-marqueurs, diagnostic et TIC Santé,
- immunologie et applications thérapeutiques,



- soins et accompagnement du vieillissement, des pathologies neurologiques et du handicap.

Eurobiomed met en place des actions et des services dédiés aux acteurs régionaux et particulièrement aux PME tels des animations, des rencontres thématiques, des outils mutualisés et services dédiés, des actions collectives (notamment à l'international).

De plus, dans le cadre de la labellisation de projets Recherche et Développement (R&D), Eurobiomed a une mission d'accompagnement au montage de projets R&D, depuis l'identification de partenaires académiques ou industriels, jusqu'à l'aide à la mise en place des dossiers de réponses aux appels d'offres. Eurobiomed aide ainsi les porteurs de projets à soumettre leurs projets afin d'obtenir la labellisation par le pôle de compétitivité.

Ainsi les objectifs d'Eurobiomed sont :

- de fédérer et développer les synergies entre les entreprises, laboratoires publics, structures de formation et d'accompagnement des régions PACA et Languedoc Roussillon par la mise en place d'actions d'animation de réseau et le développement de projets partenariaux,
- de développer de nouvelles innovations au service de la santé,
- de renforcer la visibilité du réseau et des entreprises,
- d'accompagner le développement des entreprises et de l'emploi.

Les actions de soutien à l'émergence, au montage à l'évaluation et l'obtention de financements de projets de recherche menées par le pôle depuis sa création en 2006 ont permis de soutenir 117 projets pour un montant total des investissements de R&D de 402,8 M€.

En 2010, dans le cadre des appels d'offres du programme « Investissements d'Avenir », Eurobiomed a décidé de soutenir les projets structurants du territoire. 26 projets ont été analysés et le pôle s'est fortement impliqué dans 2 d'entre eux. En particulier, Eurobiomed a porté en 2011 le projet de CR2i DiagnosTIC santé sur Montpellier, et continue aujourd'hui à apporter son soutien et son expertise au projet.

En 2012, Eurobiomed a organisé 36 manifestations (Biorézo, rencontres thématiques, colloques ...) dont un événement international sur le territoire de Montpellier Agglomération, EIC 2012 convention internationale diagnostic médical organisée par Euromediag.

Eurobiomed a assuré en 2012 des actions de promotion et d'accompagnement des entreprises du pôle sur différentes salons (Bio US, Medica ...). Le pôle a également poursuivi une politique volontariste à l'international, en particulier en Europe, pour la structuration des filières stratégiques (European Diagnostic Cluster Alliance, EDCA, par exemple) et pour internationaliser la R&D des entreprises.

Eurobiomed doit entrer en 2013 dans la phase 3.0 des pôles de compétitivité, c'est-à-dire de passer « d'usine à projets » à « usine à produits » et de développer les services aux entreprises, en particulier ceux spécifiques à la filière et non couverts par d'autres acteurs du territoire du pôle.

Un nouveau contrat de performance 2013-2018 est en cours d'élaboration et devra être signé par les financeurs publics du pôle en cours d'année.

La feuille de route du pôle, en cours de finalisation, constitue la principale annexe du contrat de performance. Elle est établie à 3, 6 et 10 ans. Elle présente la stratégie globale du pôle et des perspectives de développement de son écosystème. Elle doit notamment préciser la liste des défis technologiques et non technologiques du pôle et les marchés associés, ainsi que les actions du pôle (ou de tiers) en faveur du développement des entreprises.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier qui soutient les pôles de compétitivité depuis leur création, en cofinçant leur fonctionnement, affiche un certain nombre d'exigences :

- la présentation de budgets équilibrés,
- le financement annuel du fonctionnement des pôles.

Pour 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose de maintenir son soutien financier à Eurobiomed par l'octroi d'une subvention de 40 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de 40 000 € au pôle de compétitivité Eurobiomed ;
- dire que la subvention de 40 000 euros a été affectée par délibération n°11388 du 12 février 2013, chapitre 909 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (Montpellier : 1 abstention).

## **AFFAIRE N°8 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ QUALIMÉDITERRANÉE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique forte de soutien à la création et au développement d'entreprises issues du secteur agricole. Aussi elle souhaite soutenir le développement du pôle de compétitivité Qualiméditerranée.

La création des pôles de compétitivité, lancée par le gouvernement en 2004, est une initiative qui vise à renforcer la visibilité industrielle sur le territoire français, à favoriser la capacité d'innovation par la mise en réseau des

entreprises, de la recherche publique et de l'enseignement supérieur. Cette politique nationale entre dans un cadre européen plus général de soutien à la compétitivité.

Le pôle de compétitivité Qualiméditerranée fédère les forces d'une région au service du développement durable de la production agricole et agroalimentaire. Qualiméditerranée a pour principale mission de favoriser, initier et accompagner le montage et le financement de projets Recherche et Développement (R&D) entre entreprises et laboratoires.

Le pôle fédère un réseau d'entreprises et d'organismes de recherche autour d'ambitions communes et de projets collaboratifs innovants. Son ambition est d'apporter des réponses aux enjeux de l'alimentation de demain par une offre innovante issue des productions agricoles méditerranéennes : Vigne & Vin, Fruits & Légumes, Céréales.

Les objectifs du pôle sont de développer une agriculture méditerranéenne compétitive et durable et de développer de nouveaux produits issus de l'agriculture méditerranéenne et leurs procédés associés.

Ses marchés cibles sont :

- les agrofournitures : phytosanitaires et semences,
- les agro-équipements intelligents,
- les produits alimentaires issus des trois filières : Vigne, Fruits&Légumes et Céréales,
- les ingrédients et aliments santé.

Ses défis technologiques sont :

- l'amélioration variétale : biotechnologies et génétique,
- la nutrition et protection des plantes : chimie verte, ...,
- les agroTIC : capteurs, modélisation, monitoring pour une agriculture de précision et gestion de l'eau,
- les procédés propres : extraction, transformation et conservation,
- la qualification de l'intérêt santé des produits alimentaires.

Aujourd'hui le pôle compte 116 adhérents, parmi lesquels 75 entreprises.

En 2012, le pôle Qualiméditerranée a accompagné et labellisés 21 projets collaboratifs impliquant 40 entreprises pour un montant total d'investissements de plus de 62 millions d'euros. Fin 2012, 8 de ces projets étaient déjà financés et 7 étaient en cours d'instruction.

En 2012, le programme des animations proposé aux adhérents s'est poursuivi avec une action chaque mois, organisée par le pôle en collaboration avec d'autres acteurs du territoire ou d'autres pôles, visant à favoriser la rencontre entre acteurs de l'innovation.

Suite à l'évaluation des pôles de compétitivité ayant classé Qualiméditerranée dans la catégorie « moins performant », le plan d'action 2013 s'inscrit dans la période d'un an durant laquelle le pôle, qui conserve son label, mettra en œuvre un certain nombre d'actions visant à améliorer :

- ses axes stratégiques prioritaires,
- sa visibilité en terme d'actions et de services aux entreprises,
- ses partenariats avec l'écosystème régional mais aussi avec d'autres pôles de compétitivité,
- la diversification des activités de services propres au pôle comme la mise en place d'une cellule de veille Agrotic en partenariat avec SupAgro.

Le pôle a ainsi fait évoluer sa feuille de route 2013-2015 avec un positionnement sur 2 axes :

- développement d'une agriculture méditerranéenne durable,
- transformation des productions et process associés.

Parmi les objectifs prioritaires du pôle pour 2013, on citera :

- accéder à la catégorie pôle performant,
- développer les services aux adhérents,
- toucher de nouvelles entreprises en région Languedoc Roussillon,
- positionner le pôle par ses plateformes d'innovation et maintenir un flux de projets R&D collaboratifs,
- continuer la politique de développement à l'international notamment à travers l'implication dans le Plant InterCluster et Agropolis International,
- renforcer sa place de pôle français référent sur la thématique Vigne & Vin,
- contractualiser l'alliance blé dur avec les pôles Agrimip et Céréales Vallée,
- contractualiser les partenariats avec les autres organismes régionaux ou nationaux en charge de l'accompagnement à l'innovation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier qui soutient les pôles de compétitivité depuis leur création, en cofinçant leur fonctionnement, affiche un certain nombre d'exigences :

- la présentation de budgets équilibrés,
- le financement annuel du fonctionnement des pôles.

Pour 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose de maintenir son soutien financier à Qualiméditerranée par l'octroi d'une subvention de 30 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de 30 000 € au pôle de compétitivité Qualiméditerranée ;
- dire que la subvention de 30 000 euros a été affectée par délibération n°11388 du 12 février 2013, chapitre 909 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (Montpellier : 1 abstention).

## **AFFAIRE N°9 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ORGANISMES ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURS - AUTORISATION D'ADHÉRER**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Depuis 30 ans, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie de promotion du territoire au niveau local, national et international en s'appuyant sur des réseaux économiques. Elle a renforcé son positionnement afin de faciliter, au travers de ses réseaux, l'implantation et le développement d'entreprises sur le territoire de l'agglomération.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite favoriser la création d'emplois durables sur son territoire. Pour ce faire, le soutien à la création et à l'implantation d'entreprises, aux filières d'excellences et aux pôles de compétitivité est l'un des axes forts de sa politique de développement économique.

Afin d'amplifier sa stratégie de développement économique, la Communauté d'Agglomération de Montpellier adhère à des organismes économiques de référence en lien direct avec son positionnement et ses filières d'excellence dont il convient de renouveler la participation tous les ans :

- NBIA (National Business Incubation Association),
- EBN (Européen Bic Network),
- PFCa (Plate-Forme interdépartementale de la Création d'Activités),
- TRANSFERT LR (Transfert de technologie en Languedoc-Roussillon).

Le montant de ces cotisations est estimé à 3 000 €.

- RETIS (Réseau français de l'innovation), pour un montant de 2 000 €,
- CPC LR (Chambre Professionnelle du Conseil Languedoc-Roussillon), pour un montant de 200 €,
- ATOUT France (Agence pour le développement touristique), pour un montant de 4 533€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le renouvellement annuel des adhésions aux organismes cités,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°10 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ASSOCIATION NOVAE LR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION ET HÉBERGEMENT DE LA MAISON DU NUMÉRIQUE À CAP OMÉGA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient, depuis de nombreuses années, le développement économique de plusieurs filières d'excellence. Le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), représentant environ 1 100 entreprises sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est l'un de ces secteurs clés. La pépinière Cap Omega du Business and Innovation Center est spécialisée dans le domaine des TIC. Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur TIC et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation.

Compte tenu de la croissance soutenue de ce secteur au niveau national et international, il représente un enjeu important de croissance pour le territoire. Un pôle économique TIC devrait se développer sur le quartier Oz.

De nombreux acteurs de poids sont présents sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier – IBM, Dell, Intel Intercall, Sedit Marianne, Genapi, etc. Enfin, les TIC et la cité intelligente sont l'un des axes stratégiques de l'Ecocité.

Novae LR est une association qui a pour vocation de favoriser le développement des TIC en Languedoc-Roussillon. L'association Novae LR a lancé un programme ambitieux de développement des TIC selon plusieurs axes : promotion de la filière TIC, animation du réseau des entreprises TIC, présentation des offres des entreprises TIC à destination d'autres secteurs, accompagnement à des salons, aide au recrutement, formations et informations à destination des membres. Novae LR regroupe, début 2013, près de 120 membres représentant 2500 salariés et acteurs du secteur des TIC.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et Novae LR ont initié des actions en commun en 2010 puis ont signé des conventions de partenariat en 2011 et 2012. En 2012, le partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Novae LR a en particulier abouti à la création d'un groupement d'éditeurs de logiciels au sein de l'Association.

En 2013, le partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Novae LR va connaître un nouveau

développement majeur avec le lancement de la Maison du Numérique de Novae LR au sein de la pépinière d'entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Cap Omega. La Maison du Numérique a pour objectif de devenir un lieu phare d'animation du secteur des TIC, pour favoriser les croisements et échanges entre acteurs, favoriser l'accès à la connaissance et la maîtrise des outils et usages TIC, réduire la « fracture numérique » entre les acteurs privés, le grand public et les universitaires, développer des projets, expérimenter et diffuser l'innovation. Cette Maison du Numérique devrait être la préfiguration d'un pôle d'animation du secteur TIC qui sera mis en place dans le futur quartier Oz. Novae LR a demandé une labellisation de la Maison du Numérique, pour devenir l'un des membres du réseau des Cantines. Ce réseau, en expansion rapide, regroupe début 2013 des lieux d'animation du secteur TIC dans plusieurs grandes villes françaises : Paris, Toulon, Toulouse, Nantes, Rennes.

La Maison du Numérique préfigure un espace d'animation du pôle TIC dans le quartier Oz et participera à la promotion de ce pôle. Elle revêt, à ce titre, une importance particulière pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En 2013, la contribution globale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association Novae LR s'élève à 53 565 €. Cette contribution se décompose en une subvention de 35 000 euros à l'association, l'hébergement de la Maison du Numérique et des bureaux de l'Association dans les locaux de Cap Omega, valorisé à 16 065 € HT et la réalisation de travaux d'aménagement pour un montant de 2 500 € H.T.

Le plan de financement de la Maison du Numérique pour l'année 2013 s'établit donc ainsi :

Organisme	Montant en €	Taux de participation
Communauté d'Agglomération de Montpellier (Subvention)	35 000 €	19 %
Communauté d'Agglomération de Montpellier (Valorisation des loyers et aménagements)	18 065 €	10 %
FEDER (via le SGAR)	48 333 €	26 %
Région Languedoc-Roussillon	33 333 €	18 %
Valorisation du temps passé par les entreprises	32 167 €	17,5 %
Participation financière directe des entreprises	16 667 €	9 %
<b>TOTAL 2013</b>	<b>184 065 €</b>	

Le budget global de la Maison du Numérique s'élève à et 547 195 € H.T. sur une période allant de janvier 2013 à décembre 2015, dont 184 065 € H.T. pour l'année 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'hébergement de la Maison du Numérique au sein de la pépinière Cap Omega, sous réserve de la signature d'une convention d'occupation du domaine public,
- dire que la subvention de 35 000 euros affectée au chapitre 929 par délibération n°11388 du 12 février 2013 à la Maison du Numérique sera versée à l'association Novae LR,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°11 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC EUROMÉDECINE II ET ENSEMBLES IMMOBILIERS CAP GAMMA, CAP DELTA ET CAP SIGMA (BIOPÔLE) - MONTPELLIER ET GRABELS - PROGRAMME OPÉRATIONNEL COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI 2007-2013 - FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL - FEDER LANGUEDOC-ROUSSILLON - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Les modalités de réalisation d'une zone d'activités économiques par le District de Montpellier sur le territoire des Communes de Grabels et de Montpellier ont été définies par convention passée entre le District de Montpellier et la Ville de Grabels en date du 10 juin 1986, reçue en préfecture le 1<sup>er</sup> juillet 1986, et par convention conclue entre le District de Montpellier et la Ville de Montpellier le 4 août 1986, reçue en préfecture le 7 août 1986.

La ZAC « Parc Euromédecine » a été créée le 6 novembre 1986 et le dossier de réalisation a été approuvé en préfecture le 7 août 1986.

Le District de Montpellier, transformé en Communauté d'Agglomération le 1<sup>er</sup> août 2001 a confié à la société anonyme d'économie mixte d'équipement de la région montpelliéraine (SAEM SERM), dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire, au travers d'un contrat de concession en date du 25 mars 1988 une mission de service public. L'objet de cette concession consiste en l'aménagement de cette zone d'activité.

Cette action a été poursuivie dans le cadre contractuel rénové d'une convention publique d'aménagement signée le 1<sup>er</sup> octobre 2001 en vertu d'une délibération du conseil communautaire du 27 juillet 2001 portant sur l'extension du parc d'activités existant dit « Euromédecine II ». Au titre de l'article 2 de la convention publique d'aménagement, la SERM a notamment pour mission de réaliser les aménagements ainsi que les superstructures publiques et privées

s'inscrivant dans le cadre des objectifs de l'opération. C'est ainsi qu'en vertu d'un avenant n°1 signé le 1<sup>er</sup> juillet 2002, la collectivité a confié à la SERM la mission complémentaire d'étudier, réaliser et exploiter un ensemble immobilier dénommé « Cap Gamma ».

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité par la suite renforcer la filière des sciences du vivant et répondre aux besoins spécifiques qu'elle génère par une offre immobilière adaptée aussi bien à l'accueil d'entreprises d'envergure internationale qu'à l'accueil de jeunes entreprises issues de pépinières et incubateurs. A cet effet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a demandé en 2007 à la SERM d'organiser une consultation d'opérateurs sous la forme d'un appel à projet portant sur la réalisation de 15 000 m<sup>2</sup> de SHON.

Les contraintes techniques, commerciales et économiques fortes du projet n'ayant pas permis aux opérateurs privés de répondre à la collectivité de manière satisfaisante, et pour ne pas retarder cette opération qui correspond à un besoin stratégique de renouvellement de l'offre de locaux spécialisés, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a demandé à la SERM d'étudier et de construire, une partie complémentaire de programme destinée à l'accueil d'entreprises spécialisées dans les domaines des sciences du vivant.

De ce contexte découle un avenant n° 6 signé le 2 juin 2008 en vertu duquel la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SERM le soin de construire et gérer le programme immobilier dit « Biopôle ». La réalisation de cet équipement a fait l'objet d'une demande de subvention auprès du FEDER dans le cadre de l'appel à projets "Développement Urbain – Axe III / Mesure 4", mesure qui a pour objectif de favoriser l'émergence de projets intégrés et durables, visant l'inclusion économique et sociale des quartiers urbains sensibles en cohérence avec le développement global de l'aire urbaine.

Unique Parc d'activité de la Communauté d'Agglomération dédiée aux activités médicales, Euromédecine cible la filière d'excellence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Son positionnement géographique en articulation avec le nord du quartier de la Mosson, tout comme le positionnement, au sud du quartier, du Parc 2000 ciblé sur l'accueil d'activités plus traditionnelles, est un choix délibéré de la Communauté d'Agglomération de Montpellier visant à inscrire ce quartier prioritaire dans la dynamique économique et urbaine de son territoire. En parallèle, et afin de renforcer la visibilité, l'identité et l'attractivité du pôle et du parc Euromédecine, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a fait le choix stratégique d'investir dans un immobilier communautaire performant et démonstratif d'une filière participant étroitement à la thématique de ce parc, le nouveau bâtiment du Biopôle, dédié à l'accueil d'entreprises et de laboratoires du domaine de la santé.

La réalisation du Biopôle et les emplois qui y seront créés, en complément des projets d'entreprises qui s'implanteront autour de celui-ci sur l'extension du parc, en cours de commercialisation, permettront d'atteindre une masse critique d'emplois de qualifications variées, justifiant la création d'un pôle de services de proximité qui apportera également des services et de l'emploi de proximité aux habitants. Le Biopôle s'inscrit ainsi dans une politique urbaine et économique complète visant à intégrer les quartiers prioritaires à la dynamique de la ville.

Compte tenu de la nature et de la maîtrise d'ouvrage relative à cette opération, l'application de la réglementation communautaire des Services d'Intérêts Economiques Généraux et des aides d'Etat a été posée.

Aussi, afin de sécuriser juridiquement le montage financier de cette opération, de constituer une base juridique communautaire au FEDER et eu égard aux caractéristiques du contrat et de l'« opérateur », il convient d'utiliser la décision d'exemption 2005/842/CE de la Commission du 28 novembre 2005 concernant l'application des dispositions de l'article 86, paragraphe 2, du traité CE aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de service d'intérêt économique général et qui énonce sous quelles conditions une aide d'Etat sous la forme d'une compensation pour un service d'intérêt économique général n'est pas soumise à l'obligation de notification préalable prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité étant donné qu'elle peut être considérée compatible avec l'article 106, paragraphe 2, du traité.

Le considérant 3 de la décision du 28 novembre 2005, décliné dans les articles suivants, précise que « l'article 86, paragraphe 2, du traité dispose à ce sujet, que les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux règles de concurrence. L'article 86, paragraphe 2, autorise toutefois une exception aux règles du traité, pour autant qu'il soit satisfait un certain nombre de critères.

Premièrement, il doit exister un acte officiel par lequel l'Etat (entendu au sens de puissance publique) confère la responsabilité de l'exécution d'une mission donnée à une entreprise (ces éléments ont été présentés dans le cadre du 1 – Objet et Nature du contrat de concession).

Deuxièmement, ce mandat doit se rapporter à un service d'intérêt économique général. En confiant la réalisation de ces équipements à la SERM (qui ne peut par définition répondre à la notion d'entreprise, son activité se situant hors des règles du marché), la Communauté d'Agglomération de Montpellier recherche le niveau pertinent et le plus efficient d'action publique qui ambitionne par essence, à la satisfaction de l'intérêt général.

Troisièmement, l'exception doit être nécessaire pour l'exécution des tâches confiées et proportionnelle (« exigence de nécessité »). La réalisation du Biopôle s'inscrit pleinement dans les prérogatives de la SERM et dans la dimension publique de son action.

La SERM remplit, pour ce projet, des obligations de service public et se substitue, devant le vide laissé en la matière par la sphère privée, aux entreprises susceptibles de proposer la réalisation d'une telle offre de service, qui plus est, pour un équipement à haute valeur technologique et positionné dans un quartier sensible. De plus, il résulte de l'article 86, paragraphe 2, que les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt général sont des entreprises chargées d'une « mission particulière ».

Enfin, le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à la Communauté. Ainsi, les contraintes techniques et financières du projet n'ayant pas permis aux opérateurs privés de répondre à la

collectivité de manière satisfaisante, et pour ne pas retarder cette opération qui correspond à un besoin stratégique de renouvellement de l'offre de locaux spécialisés, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a demandé à la SERM d'étudier et de construire, une partie complémentaire de programme destinée à l'accueil d'entreprises spécialisées dans les domaines des sciences du vivant.

Dans ce cadre et dans le cas du Biopôle, les financements publics (FEDER, Région Languedoc-Roussillon et Communauté d'Agglomération de Montpellier) constituent des compensations d'obligation de service public au titre d'un Service d'Intérêt Economique Général respectant les conditions de la décision d'exemption de la Commission du 28 novembre 2005 concernant l'application des dispositions de l'article 86, paragraphe 2, du Traité CE des aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de service d'intérêt économique général.

Les comptes d'exploitation permettent de démontrer le déficit de l'opération et par conséquent le recours au financement public pour assurer l'équilibre financier de l'opération avec une marge raisonnable pour l'opérateur. Ils intègrent l'intégralité des produits et charges.

Les comptes d'exploitation ont été calculés en référence à la méthode retenue par le COCOF pour la détermination du déficit de financement d'une opération et exposée dans sa note d'orientation COCOF 07/0074/09 du 30 novembre 2010 révisée relative à l'article 55 concernant le FEDER et le fonds de cohésion du règlement 1083/2006 du conseil « projets générateurs de recettes ». La durée retenue pour ce type d'investissement est de 30 ans.

Cette opération présentant un intérêt général en matière de développement économique bénéficie d'une participation d'équilibre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et présente une assiette éligible au titre du FEDER et des financements régionaux de 4 494 069€.

Les subventions sollicitées par la SERM dans le cadre juridique susvisé et de l'appel à projet « Développement Urbain – Axe III / Mesure 4 », s'élèvent à 328 150 euros au titre du FEDER et à 288 120 euros pour la Région Languedoc-Roussillon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des modalités de financement du Biopôle et du montant de l'assiette éligible, déterminant les niveaux de subventions au titre du FEDER et des subventions attribuées par la Région Languedoc-Roussillon;
- autoriser la SERM à solliciter les subventions afférentes;

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées (Montpellier : 1 abstention, Mme P. Danan, MM. J.-P. Moure, J.-L. Gély, G. Pastor, P. Bonnal, S. Fleurence, M. Dufour, M. Passet, M. Lévi et J. Martin ne prennent pas part au vote).

## **AFFAIRE N°12 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – MODIFICATION DE LA ZAC EXTENSION DU PARC EUREKA - CASTELNAU LE LEZ - MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PROJET SOUMIS À ÉTUDE D'IMPACT - APPROBATION**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°8580 en date du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de création de la ZAC Extension du parc Eurêka sur la Commune de Castelnau le Lez sur une superficie de 39 hectares.

Le périmètre de la ZAC est délimité à l'ouest et au nord par le chemin de Borie, le lotissement Jean Mermoz et la rue de la Vieille Poste, à l'est par le domaine viticole et le Mas de Verchant et la rue Doscares en limite communale, au sud par la rue du Mas de Verchant et le parc Eurêka, également en limite communale.

Le secteur sera desservi par la future ligne 6 de transport en commun en site propre prévu au Plan de Déplacement Urbain de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et connecté au pôle d'échange multimodal de Sablassou. Ce nouveau quartier est destiné à accueillir, dans le prolongement du parc d'activités Eurêka, des activités tertiaires d'affaires, tertiaires technologiques, des industries à haute valeur ajoutée, des établissements médicaux-sociaux, des commerces et services de proximité, des équipements d'intérêt collectif.

Il couvre une superficie cadastrale de 390 000 m<sup>2</sup>, dont 270 000 m<sup>2</sup> cessibles.

Le programme global indicatif prévisionnel de constructions est de 230 000 m<sup>2</sup> de Surface Hors Œuvre Nette (SHON).

Par délibération du 10 février 2011, le Conseil Municipal de Castelnau le Lez a approuvé une modification du PLU ouvrant à l'urbanisation le secteur de la ZAC Extension du Parc Eureka et permettant ainsi la mise en oeuvre opérationnelle du projet.

A la suite de l'enquête publique qui s'est déroulée du 31 janvier au 04 mars 2011, le Conseil de Communauté a déclaré d'intérêt général le projet d'aménagement de la ZAC Extension Eurêka, par délibération n°10209 du 23 juin 2011.

Par délibérations n°10661 et 10662 du 29 février 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC Extension du Parc Eurêka.

L'Extension du parc Eureka, à Castelnau, sera l'une des premières opérations à sortir de terre sous le label Ecocité obtenu en 2011 par La Communauté d'Agglomération de Montpellier, les Communes de Castelnau le Lez, Montpellier, Lattes et Pérols dans le cadre d'une consultation nationale. Son objet est de revisiter plusieurs des champs du projet urbain et de la gestion urbaine, dans une logique d'innovation et de qualité environnementale, illustrant ce que peut-être la ville de demain.

Ce quartier accueillera les tous premiers éléments du Pôle Régional de Gérontologie (PRG) au sein d'un quartier mixte et intergénérationnel. Ainsi il mêlera logements, activités, et un ensemble d'équipements, services et activités dédiées aux personnes âgées depuis la prévention jusqu'à l'accompagnement en fin de vie, afin de mettre en synergie compétences, services et innovation.

Afin d'intégrer les évolutions liées à la démarche EcoCité et pour permettre cet objectif de mixité, il est nécessaire de faire évoluer les éléments du projet de ZAC, et pour cela de modifier son dossier de création.

Conformément à l'article L300-2 du Code de l'Urbanisme, le Conseil de Communauté a fixé par délibération n°10883 du 24 mai 2012 les objectifs suivants :

- accueillir des activités tertiaires d'affaires, tertiaires technologiques, des industries à haute valeur ajoutée, des établissements médicaux-sociaux, des commerces et services de proximité, des équipements d'intérêt collectif, et des logements,
- construire un quartier mixte et intergénérationnel, mêlant intelligemment habitat diversifié, équipements et services de quartiers, établissements et activités dédiées aux personnes âgées de rayonnement régional, et activités tertiaires banalisées. Cette mixité, enjeu social majeur, doit permettre aussi de développer la ville des proximités en rapprochant l'emploi et l'habitat. Elle devra prendre corps dans l'armature des espaces publics et dans l'organisation des formes urbaines qui mixte les fonctions.
- constituer de part et d'autre de l'avenue Philippe Lamour une entrée de ville qualitative, marquée par une architecture et des espaces publics valorisants, en transition harmonieuse avec le grand paysage,
- mettre en valeur un site méditerranéen remarquable par ses éléments patrimoniaux structurant le paysage sur le secteur de Verchant,
- assurer le maillage urbain dans le prolongement des opérations réalisées (Eureka et Mermoz) et à venir (Sablassou).

Cette délibération du 24 mai 2012 a aussi fixé les modalités de concertation suivantes :

- une réunion publique de concertation,
- une mise à disposition du public à la mairie de Castelnau et au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, durant une période d'au moins un mois du dossier, accompagné d'un registre sur lequel chacun pourra consigner ses observations,
- une transmission pour avis du dossier aux chambres consulaires,
- un article dans le journal d'information de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans celui de la commune.

Ces modalités de concertation sont engagées et se dérouleront dans les semaines à venir.

En outre, depuis un décret du 29 décembre 2011, l'article R 122-9 du Code de l'environnement dispose que le maître d'ouvrage doit mettre à disposition du public, avant toute décision d'approbation :

- l'étude d'impact relative au projet,
- la demande d'autorisation,
- l'indication des autorités compétentes pour prendre la décision et celle des personnes auprès desquelles peuvent être obtenus les renseignements sur le projet,
- ainsi que, lorsqu'ils seront rendus obligatoires, les avis émis par une autorité administrative sur le projet.

Les modalités de la mise à disposition, dont la durée ne peut être inférieure à quinze jours, sont définies par l'autorité compétente pour prendre la décision d'approbation.

Aussi il est proposé de retenir les modalités suivantes :

- une mise à disposition du public à la mairie de Castelnau et au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, durant une période de quinze jours, du dossier, incluant l'étude d'impact et des avis émis par les autorités consultées, accompagné d'un registre sur lequel chacun pourra consigner ses observations. Conformément à l'article R122-9 du Code de l'environnement, ces modalités seront portées à la connaissance du public huit jours au moins avant le début de la mise à disposition par la publication d'un avis qui précisera :
- la date à compter de laquelle le dossier est tenu à la disposition du public, et la durée pendant laquelle il peut être consulté,
- les lieux, jours et heures où le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet.

Cet avis sera affiché sur les lieux du projet, en mairie de Castelnau le Lez, et publié dans au moins 2 journaux diffusés dans le département ainsi que sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A l'issue de la période de mise à disposition, le maître d'ouvrage devra dresser un bilan de la mise à disposition et prendre en considération les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition ci-dessus mentionnées pour la modification de la ZAC "Extension du Parc Eureka" sur la Commune de Castelnau le Lez,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°13 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS**



M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 275 € par jour (estimation de 2011).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2013, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

#### **Congrès ECOOP, ECMFA et ECSA 2013**

Le Laboratoire d'Informatique de Robotique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM), sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Jean-Claude KÖNIG, organisera du 1<sup>er</sup> au 5 juillet 2013, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès ECOOP, ECMFA et ECSA 2013 ».

Ce congrès regroupe trois conférences scientifiques internationales exceptionnellement organisées conjointement à Montpellier. Ces conférences européennes, dans le domaine du Génie Logiciel qui couvriront trois aspects différents de cette discipline (programmation, modélisation, et architecture logicielle), constituent un forum très prisé par la communauté scientifique mais aussi par de nombreux professionnels en quête de nouvelles tendances et applications industrielles. De 400 à 600 participants sont attendus.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'exercice 2013, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°14 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE EUROMOVE ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - FINANCEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite favoriser la création d'emplois durables sur son territoire. Dans le cadre d'une stratégie d'appui à la dynamique de valorisation et d'innovation au profit de la création d'entreprises et du développement économique, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite apporter son soutien au projet EuroMov porté par l'établissement d'enseignement supérieur Université Montpellier 1.

Le projet EuroMov est destiné à devenir un pôle européen de pointe dans le domaine du mouvement humain, pour des applications dans les domaines de la santé (vieillesse, Alzheimer, Parkinson, accident vasculaire cérébral, rééducation fonctionnelle,...) et du sport.

Il se positionne comme un centre regroupant activités de recherches, transfert technologique vers les industriels et accompagnement à la création d'entreprises innovantes sur ces thématiques.

S'inscrivant dans la dynamique de l'Opération Campus, il implique de nombreux partenaires locaux et régionaux : Université Montpellier 2, INSERM, CNRS, INRIA, LIRMM, CHU de Montpellier, les structures d'accompagnement de projets innovants tels que le Business Incubation Center (BIC) de Montpellier Agglomération, Languedoc-Roussillon Incubation (LRI), Profession Sport 34 (PS34), Innov'up, Transferts LR, ...

Il consiste à regrouper 5 volets d'activité en un même bâtiment situé sur le site de Veyrassi (UFR STAP) :

- une activité de Recherche qui vise à comprendre les mécanismes du mouvement (neurologiques, musculaires, squelettiques, biologiques),
- une activité R&D pour les industriels : acquisition de mouvement et signaux biologiques, outil de visualisation temps réel et simulation du mouvement (e.g., réalité virtuelle et augmentée), interfaces Homme-Machine, équipement sportif (e.g., Décathlon) ou médical.
- incubation, hébergement et accompagnement technologique de projets de création d'entreprises ayant un lien avec la thématique,
- formation des chercheurs et des professionnels du domaine,
- une Plateforme technologique comprenant de nombreux équipements scientifiques et techniques pour l'analyse du mouvement, à disposition des chercheurs, des partenaires industriels et des projets d'entreprise d'EuroMov,

La mise en œuvre opérationnelle du bâtiment est prévue dans le courant de l'année 2013.

Le projet EuroMov, véritable outil au service du développement économique, permettra à l'Université Montpellier 1, de renforcer le potentiel de création d'entreprises à fort potentiel de croissance et d'emplois et de faciliter

l'installation de ces entreprises sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.  
L'assiette de dépenses prévisionnelles s'établit à 7 800 000 euros H.T. soit 9 328 800 € T.T.C. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de L'université Montpellier 1 (270 289 €), de la Région Languedoc-Roussillon (plateforme : 168 000€ et CPER : 6 000 000 €), du FEDER (201 711€), du Département de l'Hérault (1 000 000€), et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'Agglomération d'apporter une contribution à ce projet qui répond à l'objectif encouragé par la Communauté, de favoriser la création d'emplois durables sur son territoire, sous forme d'une subvention de 160 000 euros correspondant aux dépenses d'aménagement du bâtiment.

Par ailleurs, l'incubation d'entreprises innovantes s'effectuera en collaboration avec le BIC de Montpellier Agglomération. En ce sens, il convient de signer une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Université Montpellier 1 afin de détecter de nouveaux projets innovants issus de la recherche et de les accompagner à la création d'entreprises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de financement du projet EuroMov,
- dire que la subvention 2013 pour un montant de 160 000 euros a été affectée par la délibération n° 11388 du Conseil d'Agglomération de Montpellier du 12 février 2013,
- dire que les crédits 2013 sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 909,
- approuver les termes de la convention de partenariat entre le BIC de Montpellier Agglomération et l'Université Montpellier 1 pour la création d'entreprises innovantes dans le centre EuroMov
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°15 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CONTRAT URBAIN DE COHÉSION SOCIALE - CONVENTIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economie, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce les compétences « Politique de la Ville » et « Insertion par l'économie ». A ce titre, elle est signataire du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) conformément à la délibération n°7517 du Conseil de Communauté du 13 février 2007 qui soutient les structures menant des actions d'insertion économique dans les quartiers relevant du CUCS : la Mosson ; Petit Bard-Pergola ; Les Cévennes, Nord Ecusson ; Gambetta ; Gély-Figuerolles ; Pas du Loup - Paul Valéry - Val de Croze ; Saint Martin et Tournezy.

Les actions suivantes, présentées par les associations dans l'appel à projets 2013 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale, sont d'intérêt communautaire :

- l'action « CitésLab, le réseau d'amorçage de projets », portée par l'association BGE Montpellier - Association pour l'Emploi et le Développement de l'Entreprise (BGE Montpellier-AEDE),
- l'action « Animation territoriale Mosson » et le « forum printemps de la création » portés par l'Association Euroméditerranéenne pour le Travail et les Echanges (AETE),
- l'action « Entreprises et Quartiers en ZFU » portée par l'association « Fondation Agir Contre les Exclusions » (FACE Hérault),
- l'action « Profilères » portée par l'association « Fondation Agir Contre les Exclusions » (FACE Hérault).

Ces trois opérateurs, conventionnés en 2012, ont obtenu des résultats significatifs et ont fait évoluer leurs actions en fonction des besoins.

- La BGE Montpellier-AEDE, dans le cadre de l'action « CitésLab, le réseau d'amorçage de projets », vise à développer le nombre des porteurs de projets de création, de reprise ou d'implantation d'entreprises dans les quartiers.

Cette action englobe l'organisation du concours « Talents des quartiers de Montpellier » visant à diffuser l'esprit d'entreprise et valoriser la création d'emplois pérennes, l'accompagnement et les initiatives dans les quartiers depuis 2004. Cette action a fait l'objet d'une convention de partenariat triennale 2011-2013 dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en tant que pilote, est signataire avec la Caisse des Dépôts et Consignation, l'Etat, le Département de l'Hérault, la Ville de Montpellier et la Caisse d'Epargne.

En 2012, 170 personnes ont été reçues sur les 5 permanences hebdomadaires dans les quartiers ; le concours a récompensé 6 porteurs de projets ou entreprises (4 lauréats se sont vus attribuer un prix et 2 ont été désignés « coups de cœur » du jury).

Pour 2013, cette action est reconduite avec comme objectifs d'accueillir au moins 150 personnes sur les permanences et d'organiser le concours Talents des quartiers de Montpellier.

- L'AETE, dans le cadre de l'animation territoriale sur le quartier Mosson, accueille et accompagne des porteurs de projet, permettant la création d'entreprises et organise le Printemps de la création d'entreprise, un forum dont le but est de sensibiliser les habitants des quartiers prioritaires et plus largement à la création et reprise d'entreprises, notamment sur le quartier de la Mosson. En 2012, l'antenne Mosson de l'AETE a accompagné la création de 38 entreprises par 40 porteurs de projets, dont 88% issus des quartiers cibles ; le forum Printemps de la création d'entreprise a accueilli 146 visiteurs dont 67 % résident dans les quartiers prioritaires.

Pour 2013, ces deux actions sont reconduites avec pour objectif la création de 35 entreprises et l'accueil de 200 visiteurs lors du forum.

- FACE Hérault, par l'action « Entreprises et quartier en ZFU », favorise les liens entre les entreprises de la Zone Franche Urbaine et participe ainsi à l'animation économique de la ZFU. En 2012, 3 cafés ZFU ont été organisés sous forme de « speed interview » permettant aux bénéficiaires de s'entraîner aux entretiens d'embauche et de recevoir des conseils personnalisés et 1 café ZFU a été organisé sur le thème de la formation professionnelle. Ces 4 cafés ZFU ont mobilisé 37 professionnels et 108 bénéficiaires. Un annuaire des entreprises est disponible en ligne (196 établissements inscrits). Une « Semaine portes ouvertes des entreprises » a mobilisé 18 entreprises et 151 visiteurs. Cette année, un blog de la ZFU a été mis en ligne pour être plus dynamique et permettre aux acteurs du territoire de proposer des articles. Enfin, des groupes de travail d'entreprises, aidées par le club ont été organisés sur la thématique du développement durable sur le Parc 2000 (projet en cours).

Pour 2013, cette action est reconduite avec comme objectifs 4 cafés ZFU rassemblant 100 participants, 3 groupes de travail des entreprises de la ZFU, la mise à jour et la diffusion de l'annuaire de la ZFU, l'organisation d'une semaine Portes Ouvertes des Entreprises mobilisant 20 entreprises et 150 visiteurs.

Par l'action « Profilères », FACE Hérault vise à faciliter l'accès à l'emploi des publics prioritaires dans des secteurs en tension de main d'œuvre.

En 2012, Profilères a permis la sensibilisation de 154 personnes aux métiers en tension, 13 personnes ont obtenu une insertion durable (CDI ou CDD de plus de 6 mois ou formation qualifiante) et 19 une insertion de parcours.

Pour 2013, cette action adaptée pour assurer un accompagnement personnalisé des personnes structurée en 3 sous-groupes :

« Quali inter'entreprise » avec pour objectif de former, et évaluer les candidats sur des secteurs d'activité en réunissant les structures d'insertion par l'activité économique et les entreprises classiques d'une même filière (santé, service à la personne, nettoyage, restauration...) ; un groupe « 45 ans et + » consistera à parrainer des demandeurs d'emploi âgés de 45 ans et plus pour construire et développer une offre de services aux entreprises ; et un groupe « Emploi au féminin » permettra un accompagnement de femmes en recherche d'emploi notamment à travers une sensibilisation sur des métiers dits « masculins », la construction d'un projet professionnel via un coaching personnalisé et la construction d'un événement sur le thème de l'Emploi au féminin.

Les objectifs d'insertion sont de 30 personnes dont 12 de manière durable dans les filières qui seront définies par le comité de pilotage de l'action.

Des conventions avec chacune des associations préciseront les modalités de financement et les objectifs attendus détaillés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association BGE Montpellier-AEDE une subvention de 14 500 euros au titre de l'année 2013 pour l'action « CitésLab, le réseau d'amorçage de projets », réserve de la signature d'une convention retraçant les obligations de l'association et les engagements de financement des différents intervenants ;
- accorder à l'association AETE une subvention de 7 500 euros au titre de l'année 2013 pour l'action « Animation territoriale Mosson », sous réserve de la signature d'une convention retraçant les obligations de l'association et les engagements de financement des différents intervenants ;
- accorder à l'association AETE une subvention de 3 000 euros au titre de l'année 2013 pour l'organisation du forum « Printemps de la création » sur le quartier de la Mosson, sous réserve de la signature d'une convention retraçant les obligations de l'association et les engagements de financement des différents intervenants ;
- accorder à l'association FACE Hérault une subvention de 10 000 euros au titre de l'année 2013 pour l'action « Entreprises et quartiers en ZFU », sous réserve de la signature d'une convention retraçant les obligations de l'association et les engagements de financement des différents intervenants ;
- accorder à l'association FACE Hérault une subvention de 2 500 euros au titre de l'année 2013 pour l'action « Profilères », sous réserve de la signature d'une convention retraçant les obligations de l'association et les engagements de financement des différents intervenants ;
- dire que les crédits nécessaires, soit un montant total de subventions de 37 500 euros, sont inscrits au budget 2013, chapitre 929 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions avec les partenaires concernés, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°16 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT AVEC PÔLE EMPLOI HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economie, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise toutes les énergies, afin de proposer un environnement favorable à l'implantation, la création et à la croissance des entreprises et de l'emploi sur son territoire.

Dans certains secteurs, les entreprises expriment des difficultés à recruter du personnel qualifié, particulièrement sur les métiers en tension. La croissance de ces entreprises, pourtant en capacité économique de créer des emplois, s'en trouve ralentie. Ces difficultés tiennent dans certains cas à une pénurie de compétences, ou encore, à la difficulté de rapprochement entre l'offre d'emploi et la demande existante. Enfin, lorsque les entreprises trouvent la compétence

à l'extérieur du territoire, se pose le problème de l'emploi du conjoint de la personne recrutée.

C'est pour répondre à ces problématiques liées à l'emploi que la Communauté d'Agglomération de Montpellier tient à s'appuyer sur un partenariat fort avec Pôle emploi.

Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie globale de prospection d'entreprises, la Communauté d'Agglomération de Montpellier entend, grâce à ce partenariat, apporter un argument supplémentaire d'attractivité : celui du potentiel offert par le territoire en matière de ressources humaines, étudié au cas par cas, en fonction des besoins précis des entreprises.

Ce traitement très amont du volet ressources humaines peut constituer un critère de choix d'implantation supplémentaire pour les entreprises prospectées

Les objectifs poursuivis dans la présente convention sont :

- de réussir à satisfaire les offres de recrutement des entreprises nouvelles ou en développement, connues de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- d'apporter aux entreprises, dans le cadre de leurs projets d'implantation sur le territoire de l'agglomération de Montpellier, des informations qui ont trait à leurs besoins de recrutement,
- de mobiliser les dispositifs d'aides à l'embauche et de formation pour la requalification et l'adaptation à l'emploi,
- de mobiliser l'offre de service de Pôle emploi en vue du placement des conjoints de salariés demandeurs d'emploi arrivant sur le territoire de l'agglomération de Montpellier,
- d'organiser les interventions respectives de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de Pôle emploi dans le cadre des Rencontres pour l'emploi, forums dédiés à la rencontre entre recruteurs et chercheurs d'emplois de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- de mettre en œuvre des actions bilatérales ou multi-partenariales visant à répondre à des problématiques particulières de recrutement, jugées utiles par les deux parties, et d'une manière générale à toutes actions qui viseraient les objectifs définis (par exemple : une cellule-emploi dédiée aux grands travaux du territoire ou des actions spécifiques liée à l'animation de la Zone Franche Urbaine).

Un suivi de ce partenariat sera mené et une évaluation réalisée pour chaque année civile. Ce suivi portera notamment sur les résultats des contributions de Pôle emploi aux dossiers des nouvelles implantations et de développement des entreprises transmis par la Direction du Développement Economique et de l'Emploi de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur l'efficacité du partenariat dans le cadre des Rencontres pour l'Emploi et toute autre action partenariale entrant dans le champs d'application du partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention définissant les modalités de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Pôle emploi Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°61 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°3039GD12 DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LA CONCEPTION ET LE SUIVI DE LA RÉALISATION DES TRAVAUX DU CASIER N°2 DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX - APPROBATION DU COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°11007 du 19 juillet 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'aménagement du casier n°2 de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux d'une capacité de stockage de 460 000 m³ de déchets pour un tonnage annuel maximum de 83 000 tonnes, correspondant à une durée d'exploitation de 5 ans.

Par cette même délibération, le Conseil de Communauté a autorisé, à l'issue de la procédure d'appel d'offres, la signature du marché n°3039GD12 avec le groupement ANTEA/MERLIN pour la maîtrise d'œuvre des travaux d'aménagement correspondants.

Au terme des études préalables, le programme de l'opération avait été évalué à 9 525 000 € H.T., valeur juin 2011, dont 8 780 000 € H.T. pour les travaux, correspondant principalement à la mise en œuvre des dispositifs d'étanchéité du casier et du réseau de captage et d'élimination du biogaz.

Les infrastructures existantes du casier n°1 comprenant notamment la voirie d'accès, le pont bascule et le bâtiment d'accueil ainsi que les installations de stockage tampon et de traitement des lixiviats, seront maintenues et réutilisées pour le casier n°2.

Le marché de maîtrise d'œuvre n°3039GD12 conclu avec le groupement ANTEA/MERLIN fait l'objet d'un lot unique et intègre en phase conception les éléments de mission AVP, PRO, ACT et en phase réalisation les éléments de mission VISA, DET, OPC et AOR. Il fait l'objet d'une tranche ferme et de cinq tranches conditionnelles correspondant à l'avancement des travaux en fonction de l'exploitation de l'installation. Les délais des études de projet sont fixés à 11 semaines et la durée prévisionnelle du marché est de 7 ans environ avec des périodes probables d'interruption.

Le marché n°3039GD12 fixe le taux de rémunération du maître d'œuvre à 2,5097% du montant des travaux et le

forfait provisoire FP de rémunération s'élève à 220 350 euros H.T. Le montant des prestations complémentaires est évalué à 19 500 € H.T.

Conformément à l'article 4 du Cahier des Clauses Administratives Particulières, il convient d'approuver par avenant au terme de l'élément de mission de la phase conception AVP, le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre ainsi que le forfait définitif de rémunération. Le maître d'œuvre a rendu le 30 avril 2013 son rapport de fin de mission AVP, qui fixe le coût prévisionnel des travaux à 8 570 000 € H.T., en légère diminution par rapport à l'estimation initiale du maître d'ouvrage, rapport validé par les services de l'agglomération. Le maître d'œuvre s'engage donc au terme de ses études sur un coût prévisionnel des travaux de 8 570 000 € H.T., valeur avril 2013. Le forfait définitif de rémunération est fixé en conséquence à 215 079,67 € H.T.

Ce projet d'avenant n°1 au marché n°3039GD12 a reçu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 7 mai 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le coût prévisionnel des travaux sur lequel le maître d'œuvre s'engage pour un montant de 8 570 000 € H.T.;
- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre n°3039GD12 avec le groupement ANTEA/MERLIN pour fixer en conséquence le forfait définitif de rémunération ;
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution du marché sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 au marché 3039GD12 avec le groupement ANTEA/MERLIN ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées (3 contre : Murviel les Montpellier 1, Montaud 1, Saint-Drézéry 1).

## **AFFAIRE N°62 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - MARCHÉS N°3362GD13 DE TRAVAUX POUR LA RÉALISATION DU CASIER N°2 DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS**

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération préalable au cours de cette même séance du 23 mai 2013, le Conseil de Communauté doit approuver le coût prévisionnel des travaux d'aménagement du casier n°2 de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux qui s'élève à 8 570 000,00 € H.T., valeur avril 2013, coût sur lequel le maître d'œuvre s'engage, pour une capacité de stockage de 460 000 m<sup>3</sup> de déchets et un tonnage annuel maximum 83 000 tonnes, correspondant à une durée d'exploitation de 5 ans.

L'exploitation du casier n°1 de l'installation de stockage de déchets non dangereux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sise à Castries a été autorisée par arrêté préfectoral n°2008-I-098B pour une durée courant jusqu'au 15 février 2014.

Il convient donc de préparer dès maintenant la consultation des entreprises en vue de la réalisation des travaux d'aménagement du casier n°2 afin d'assurer la continuité du service. La première phase d'aménagement concerne essentiellement les terrassements généraux, la mise en œuvre des dispositifs d'étanchéité du casier et du réseau principal de captage et d'élimination du biogaz. Elle sera suivie d'une seconde phase relative à la constitution de la couverture en fonction de l'avancement de l'exploitation. Les infrastructures existantes du casier n°1 comprenant notamment la voirie d'accès, le pont bascule et le bâtiment d'accueil ainsi que les installations de stockage tampon et de traitement des lixiviats, seront maintenues et réutilisées pour le casier n°2.

Les appels d'offres seront lancés en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics. Ils font l'objet d'une décomposition en tranches et en lots comme suit :

- Lot 1 : terrassements généraux, VRD - montant prévisionnel : 4 997 000,00 € H.T.
- Lot 2 : étanchéité - montant prévisionnel : 1 280 000,00 € H.T.
- Lot 3 : biogaz : réseau de collecte et unité de valorisation - montant prévisionnel : 1 339 000,00 € H.T.
- Lot 4 : couverture finale - montant prévisionnel : 954 000, 00 € H.T.

Les travaux s'échelonnent sur une durée globale de 70 mois avec un délai partiel de 4,5 mois pour la mise à disposition de la première alvéole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de consultation des entreprises pour la réalisation des travaux d'aménagement du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux ;
- autoriser le lancement de l'appel d'offres en application des articles 33,57 à 59 du Code des marchés publics ;
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution des marchés sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément à l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, à signer le marché n°3362GD13 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à

prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées (3 contre : Murviel les Montpellier 1, Montaud 1, Saint-Drézéry 1).

## **AFFAIRE N°17 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU BASSIN DE THAU - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par courrier reçu le 25 février 2013, le Syndicat Mixte du Bassin de Thau a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), arrêté par délibération du Comité Syndical le 5 février 2013. Conformément à l'article L.122-8 du Code de l'urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis au titre de ses compétences.

Le projet de SCOT du Bassin de Thau (14 communes) fixe les choix stratégiques d'aménagement des territoires de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau (93 000 habitants) et de la Communauté de Communes Nord Bassin de Thau (24 000 habitants), à l'horizon 2030.

Il identifie le Bassin de Thau comme pôle d'équilibre à l'échelle inter-SCOT, un « éco-territoire » situé aux portes de la métropole régionale alliant « *autonomie et complémentarité de fonctionnement* ».

Il s'inscrit, en cela, dans la dynamique de la « métropole en réseau », garante d'un développement urbain équilibré prenant appui sur un réseau de transport public performant, des équipements et des services mutualisés et des polarités urbaines affirmées. Ce faisant, il favorise l'émergence d'une politique d'aménagement métropolitaine à même de valoriser les atouts et les complémentarités des différentes entités territoriales qui la compose, dans le respect des spécificités locales.

Dans ce contexte, le projet de SCOT prend appui sur une hypothèse de croissance soutenue (+1,35% par an soit 40 000 habitants supplémentaires) au regard du contexte tendanciel de tassement démographique confirmé par l'INSEE à l'échelle départementale (+ 0,5 à + 0,9% par an en moyenne entre 2007 et 2040 contre + 1,4% observés entre 1990 et 2009) et à l'échelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (+ 0,9% par an entre 2007 et 2030 contre +1,4% observés entre 1999 et 2007).

Il détermine, en conséquence, un objectif global de production de 17 500 logements et distingue quatre secteurs d'accueil au sein desquels sont ventilés les objectifs communaux de production de logements :

- le « Triangle urbain central » représentant près de 50% de l'effort de production soit 9 500 logements (Balaruc-les-Bains, Balaruc-le-Vieux, Frontignan et Sète) ;
- la « Plaine de Vène et collines de la Mourre » représentant près de 20 % soit 3 500 logements (Gigean, Montbazin, Poussan et Villeveyrac) ;
- le secteur « Nord Thau » représentant près de 25 % soit 4 200 logements (Bouzigues, Loupian, Mèze et Marseillan) ;
- le secteur « Etangs et Gardiole » représentant près de 5 % soit 500 logements (Mireval et Vic-la-Gardiole).

De manière complémentaire, il identifie trois secteurs stratégiques pour lesquels l'établissement de plans de référence à l'échelle de chacun des secteurs conditionne leur ouverture à l'urbanisation :

- le Cœur d'Agglomération (Sète, Frontignan et Balaruc-les-Bains), en vitrine sur la lagune de Thau, pour lequel le SCOT prévoit la mise en place d'un système de transport public performant ;
- le secteur de développement situé à proximité de l'échangeur de l'autoroute A9 (Poussan), future zone logistique et de services portuaires porté par la Région Languedoc-Roussillon à laquelle est associée une zone d'extension urbaine à vocation mixte ;
- le secteur de développement mixte situé au Nord de Mèze.

Enfin, il définit un potentiel foncier global de 356 ha qu'il répartit et localise à l'échelle communale, chacun des secteurs d'extensions urbaines étant affecté d'un niveau d'intensité minimale compris entre 25 à 100 logements par ha (soit une densité moyenne de l'ordre de 50 logements par ha). Parallèlement, il identifie une armature d'espaces naturels et agricoles n'admettant qu'une constructibilité limitée, notamment aux besoins de l'activité agricole et des services publics.

En l'état, ces dispositions répondent aux enjeux de maîtrise du développement urbain, de compacité des formes urbaines et participent à la préservation des sensibilités paysagères et environnementales (en particulier la qualité des eaux et la vulnérabilité de la ressource en eau). Elles s'inscrivent dans une perspective vertueuse de diminution de la consommation d'espaces et de maîtrise des phénomènes de mitage tout en garantissant la pérennité du potentiel agronomique et écologique des terroirs communaux. Elles favorisent, de surcroît, une appréhension collective, qualitative et contextuelle des enjeux d'aménagement du territoire.

Il convient d'observer néanmoins que seul le potentiel de renouvellement urbain des communes de Sète, Balaruc-les-Bains et Marseillan est identifié ; une part minimale de logements à créer « en renforcement du tissu urbain existant » pourrait utilement être fixée pour chaque Commune afin d'asseoir cet objectif.

En outre, le SCOT permet, par mesure dérogatoire, la compensation du nombre de logements à réaliser dans chaque secteur d'extension par une production au sein du tissu urbain existant. Cette disposition particulière du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) pourrait être supprimée afin de ne pas dévoyer l'objectif initial et limiter des modes d'urbanisation extensifs, contribuant à la banalisation des paysages.

En matière de mixité sociale, le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) prévoit que les Communes soumises

aux dispositions de la Loi du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social, dite « Loi Duflot », devront réaliser une production suffisante de logements locatifs sociaux pour atteindre 25 % du parc de logements à l'horizon 2025. Les autres communes devront, quant à elles, atteindre 10 % du parc de logements à l'horizon 2030.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier prend acte du volontarisme dont fait preuve le projet de SCOT dans le sens d'un rattrapage sans précédent en matière de production locative sociale. Si cette orientation participe d'une politique solidaire de l'habitat à l'échelle du bassin de vie montpelliérain, il pourrait être utile d'apprécier ses incidences pour les Communes non soumises aux dispositions précitées et s'assurer de leur capacité à y répondre considérant le déficit constaté et la part significative de logements locatifs sociaux qu'il conviendra de réaliser dans l'ensemble de la production neuve.

En matière de développement économique, le projet de SCOT vise principalement à favoriser le développement du Port de Sète-Frontignan, à conforter la vocation du territoire pour les activités halieutiques, à renforcer l'attractivité commerciale du territoire et à valoriser le potentiel de développement touristique et de loisirs. Dans cette optique, il identifie près de 230 hectares (dont 30 % en renouvellement urbain) à vocation économique, principalement logistiques, liées aux services portuaires et commerciaux. Il s'agit, en particulier, du projet d'hinterland portuaire au droit de l'échangeur A9 à Poussan (76 ha), porté par la Région Languedoc-Roussillon.

Plus spécifiquement, s'agissant des développements commerciaux, le SCOT favorise le maintien et le renforcement de la vitalité économique des centralités urbaines. Dans cette perspective, il identifie le secteur de Sète, Frontignan et Balaruc comme pôle majeur destiné à accueillir, en particulier, des développements à fort rayonnement. Il délimite, par ailleurs, quatre Zones d'Aménagement Commercial (ZACOM), d'une surface totale de 15 ha, seuls secteurs du territoire autorisant l'implantation des unités de plus de 1000 m<sup>2</sup> de surfaces de vente (Balaruc, Sète, Mèze et Marseillan).

En matière de mobilité, le SCOT structure le territoire autour de deux pôles multimodaux principaux (les gares ferroviaires de Sète et de Frontignan). De manière complémentaire, il projette la mise en place d'un réseau de transport en commun à haut niveau de service, desservant le cœur d'Agglomération de Sète à Poussan, qui mobiliserait les emprises de l'ancienne voie ferrée reliant Sète au Nord du Bassin de Thau. Par ailleurs, il clarifie et hiérarchise la vocation des axes routiers en affirmant la vocation de transit de la RD600 et l'aménagement de la RD2 en boulevard urbain. En cela, le projet de SCOT vise à limiter les déplacements et à diminuer l'émission de gaz à effet de serre en favorisant un urbanisme de proximité et les mobilités douces.

De manière générale, la complémentarité des territoires du SCOT du Bassin de Thau et du SCOT de la Communauté d'Agglomération de Montpellier nécessitera, le moment voulu, un renforcement des coordinations existantes, en particulier s'agissant des problématiques du fret et de la livraison des marchandises (marché gare MIN, canal du Rhône à Sète, etc.) et de l'optimisation des offres en transports publics à une échelle métropolitaine (projet d'extension à terme de la ligne 2 du tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, cadencement TER, information multimodale des usagers, etc.).

Aussi, et dans cet esprit, le projet de SCOT pointe la nécessité d'une analyse prospective en matière de gestion des déchets afin de définir un schéma de traitement à 20 ans qui devra nécessairement porter attention à la situation des territoires voisins engageant des démarches identiques, et pourra, à ce titre, déboucher sur la création d'équipements mutualisés à une échelle supérieure au SCOT. La Communauté d'Agglomération de Montpellier partage pleinement cette orientation, reprise dans le projet de Plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux, considérant que la mutualisation des équipements de traitement à une échelle de territoire pertinente constitue une solution favorable aux intérêts de nos collectivités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis au Syndicat Mixte du Bassin de Thau afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Schéma de Cohérence territoriale (SCOT) ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°18 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN D'OCCUPATIONS DES SOLS DE LA COMMUNE DE GRABELS - PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Commune de Grabels a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), arrêté par délibération du Conseil Municipal le 11 mars 2013.

Conformément à l'article L.123-9 du Code de l'urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler un avis sur ce projet au titre de ses compétences.

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) vaut révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune, approuvé le 11 octobre 1999, redevenu document opposable suite à l'annulation contentieuse du PLU approuvé le 12 octobre 2009.

Le projet de PLU s'inscrit dans le prolongement des études urbaines réalisées en 2010 et 2012, en partenariat avec la Communauté d'Agglomération, à l'échelle du secteur d'extension de Gimel et du site de la Valsière. Ce travail



prospectif a permis de définir un plan de référence et d'identifier une stratégie d'aménagement sur l'ensemble des secteurs de projet.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité poursuivre son soutien en attribuant à la Commune, en 2011, un fonds de concours destiné à cofinancer le programme d'études d'élaboration du PLU ; celui-ci ayant vocation, notamment, à traduire réglementairement les orientations d'aménagement issues de ces études urbaines préalables.

Dans ce contexte, le projet de PLU a été établi sur une hypothèse de croissance de population d'environ 3000 habitants maximum à l'horizon 2025 ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 1300 logements conformément aux orientations du PLH 2013-2018.

Il prend principalement appui sur le site de « Gimel » situé à l'interface de Grabels et Montpellier. En l'état, ce secteur est inconstructible (classement en zone AU0), son ouverture à l'urbanisation étant conditionnée à une évolution ultérieure du document d'urbanisme. Le projet de PLU y prévoit, d'ores et déjà, la réalisation d'un projet d'aménagement (800 logements prévus sur 18 ha) répondant aux orientations portées par le SCOT en termes d'intensité et de compacité des formes urbaines et s'inscrivant dans les orientations du PLH 2013-2018, notamment en termes de mixité des programmations.

Afin de répondre pleinement aux orientations du SCOT en matière d'optimisation des zones urbaines, le projet de PLU identifie un secteur prioritaire de réinvestissement urbain dans le centre du village. Par ailleurs, il encadre les capacités constructives des quartiers existants en veillant aux conditions d'insertion des constructions nouvelles et des extensions bâties selon des critères morphologiques. En outre, il institue un « périmètre protégé » au sens de l'article L.123-1-5 du Code de l'urbanisme à l'échelle du cœur de village, outil de veille permettant à la Commune de valoriser le bâti existant pour lequel a été établi un cahier de recommandations architecturales.

De manière complémentaire, conformément aux orientations du PLH 2013-2018, le projet de PLU intègre une prescription de mixité sociale permettant d'imposer, au moins 30 % de logements locatifs sociaux pour toute opération d'au moins 800 m<sup>2</sup> de surface de plancher à usage d'habitat. Il prévoit, de surcroît, la réalisation de 20% de logements en accession abordable pour toutes opérations de plus de 2000 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

En matière de mobilité et en lien avec le Plan de Déplacements Urbains (PDU), le projet de PLU répond aux enjeux de proximité en prévoyant, en particulier, un réseau d'itinéraires pédestres et cyclables à l'échelle communale et en imposant la réalisation de locaux adaptés au stationnement des vélos dans les constructions nouvelles.

En particulier, il est à signaler que le Projet d'Aménagement et de développement Durables (PADD) anticipe bien la réalisation du dernier barreau de la Liaison Intercantonale d'Evitement Nord (LIEN) entre Saint-Gély-du-Fesc et Bel Air mais que le zonage réglementaire n'intègre pas, à ce stade, les emplacements réservés nécessaires à sa mise en œuvre. La Communauté d'Agglomération de Montpellier prend acte de cette décision en précisant qu'une procédure d'évolution du PLU devra, le moment voulu, permettre la réalisation de ce projet stratégique.

Concernant la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation du grand paysage, le projet de PLU prévoit une armature d'espaces naturels et agricoles qui met en œuvre efficacement les orientations du SCOT. Dans cette optique, les zones agricoles font notamment l'objet de dispositions réglementaires visant à limiter la constructibilité aux seuls besoins de l'activité agricole.

S'agissant de la gestion des eaux pluviales, il conviendra de mettre au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier l'ensemble des emplacements réservés aux bassins de rétention compte tenu de sa compétence en matière de travaux d'aménagement hydraulique en faveur de la lutte contre les inondations.

Enfin, et conformément aux dispositions des articles L.123-16 et R.123-20 du Code de l'urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à formuler son avis sur les dispositions du projet de PLU concernant la Zone d'Aménagement Concerté Euromédecine II, créée à son initiative. De manière générale, celles-ci répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui émet un avis favorable au projet sous réserve de la prise en compte d'ajustements d'ordre réglementaire et graphique qui seront précisés par les services communautaires.

Par-delà ces observations et comme convenu avec la Commune de Grabels lors d'échanges préalables, des propositions d'adaptations mineures, d'ordre réglementaire, seront précisées par les services communautaires, dans le cadre de la mise au point définitive du PLU. En outre, il convient de signaler que l'actualisation du zonage d'assainissement sera engagée de manière coordonnée avec le PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- faire connaître cet avis à la Commune de Grabels afin qu'il en soit tenu compte dans le cadre de la mise au point définitive de son Plan Local d'Urbanisme ;
- émettre un avis favorable au projet de PLU s'agissant des dispositions relatives à la ZAC Euromédecine II sous réserve de la prise en compte d'ajustements d'ordre réglementaire et graphique qui seront précisés par les services communautaires ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées (2 contre : Juvignac).

**AFFAIRE N°19 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – POLITIQUE FONCIÈRE EN SECTEUR STRATÉGIQUE DU SCOT - COMMUNE DE MONTPELLIER - QUARTIER GARE TGV - CONVENTION AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC DE LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le secteur de la future Gare TGV, est identifié au Schéma de cohérence territoriale (SCoT) de l'Agglomération de Montpellier, comme l'un des sites stratégiques d'enjeu communautaire.

Ce secteur est couvert par deux zones d'aménagement différé, sur Montpellier et Lattes, créées respectivement par arrêtés préfectoraux en date du 8 mars 2007 et du 1<sup>o</sup> juin 2012, dont le bénéficiaire du droit de préemption est la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'aménagement de ce site par voie de ZAC y est d'intérêt communautaire, conformément à la délibération du Conseil de Communauté en date du 21 avril 2011.

Il constitue le cœur de notre « Ecocité » et le parti d'urbanisme retenu pour son aménagement est le projet « Oz Montpellier – Nature urbaine ».

Par délibérations en date du 28 juin 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a demandé à Monsieur le Préfet de déclarer d'utilité publique la constitution d'une réserve foncière sur les 50 Ha environ qui restent à maîtriser sur ce site et a confié à la SAAM un mandat de négociation foncière.

Par ailleurs, une convention cadre entre l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF LR) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été approuvée par le conseil de communauté lors de sa séance du 27 octobre 2011, qui a pour finalité d'associer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'EPF LR, dans le respect de leurs compétences respectives.

Parmi les axes de collaboration qui sont envisagés dans cette convention cadre, l'EPF LR et la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont convenus d'une intervention de l'EPF LR en négociation, portage foncier et financier sur les sites stratégiques du SCOT.

La convention opérationnelle proposée s'inscrit donc dans cet objectif..

Elle doit permettre de répondre aux opportunités foncières se présentant à l'amiable, sur la Commune de Montpellier, entre l'emprise de l'actuelle autoroute A9 et celle de l'autoroute A9 déplacée, ainsi que celles situées dans le cadre de la DUP réserve foncière en cours d'instruction.

L'EPF LR viendra ainsi conforter les efforts budgétaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de maîtrise foncière publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°20 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET D'AMÉNAGEMENT OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE - MARCHÉ DE SERVICE MISSION DE GÉOMÈTRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Situé sur les territoires des villes de Montpellier et de Lattes entre l'autoroute A9 actuelle et le quartier de Boirargues, le site « Méjanelle – Pont Trinquat » doit prochainement accueillir le quartier OZ Montpellier Nature Urbaine, projet accompagnant la réalisation de la ligne nouvelle « Contournement Nîmes Montpellier » (CNM). Ce site occupe une position clé, à l'articulation entre les développements urbains de Montpellier vers la mer et le corridor de transports languedociens. A ce titre, le SCOT a inscrit ce secteur d'environ 350 hectares parmi les 11 sites stratégiques de l'Agglomération avec pour objectif d'optimiser la valeur de localisation exceptionnelle qu'il constitue.

Dans cette perspective et en relation avec le calendrier de réalisation de la future gare TGV, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SAAM, par convention de mandat après délibérations du Conseil Communautaire du 23 juin et du 30 octobre 2012, la conduite des études urbaines préalables à l'aménagement de ce pôle urbain.

La SAAM a ainsi organisé, dans le cadre de son mandat, une consultation pour une mission de géomètre, correspondant aux interventions suivantes :

- Missions préalables,
- Interventions foncières,
- Interventions topographiques,
- Application des plans d'urbanisme,
- Interventions au niveau des études,
- Réseaux existants,
- Interventions liées aux travaux d'infrastructures,
- Fournitures.

Il s'agit d'un marché à bons de commande avec un montant maximum de 300 000 € H.T.

La durée du marché est celle de la réalisation de la première opération d'aménagement dont la durée prévisionnelle est estimée à huit ans à compter de 2013.

Le marché est attribué au terme d'une procédure d'appel d'offre ouvert en application des articles 57-59 du Code des Marchés Publics.

L'Avis d'appel public à la concurrence a été envoyé pour publication le 24 novembre 2012 au BOAMP (avis n°12-226019) et le 29 novembre 2012 à la GAZETTE (avis n° 1276).

Six offres sont arrivées dans les délais et dans les conditions prévues par le règlement de consultation.

Après analyse des offres reçues, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 30 avril a décidé de retenir l'offre présentée par la société SIRAGUSA, sise à Montpellier (34).

Elle constitue l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le marché de mission de géomètre,
- autoriser la SAAM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché avec la société SIRAGUSA, sise à Montpellier (34)
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de la SAAM sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°21 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONTRAT URBAIN DE COHESION SOCIALE - APPEL À PROJET 2013 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DIVERSES ASSOCIATIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence obligatoire en matière de politique de la ville, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé, le 12 avril 2007, le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) de Montpellier qui définit, pour trois ans (2007-2009), les moyens que les partenaires signataires s'engagent à mettre en œuvre afin d'améliorer la qualité de vie des habitants des quartiers connaissant des difficultés et pour favoriser l'égalité des chances entre tous, en soutenant notamment les associations engagées sur le terrain. Les contrats urbains sont prolongés et demeurent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2014 conformément aux circulaires ministérielles des 5 juin 2009 et 8 novembre 2010.

A l'issue de l'appel à projet 2013 lancé auprès des organismes, essentiellement associatifs, œuvrant dans les quartiers, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte son soutien financier à onze projets et dix associations intervenant dans le domaine de l'habitat, du cadre de vie et de la culture.

### **1- Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault / Médiation locative Cévennes**

L'UDAF 34 anime dans le quartier des Cévennes des permanences et des ateliers collectifs au bénéfice des propriétaires et locataires de la copropriété des Cévennes 1 qui fait l'objet d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat. Elle réalise un travail d'information, d'orientation et, le cas échéant, d'accompagnement de ces publics, dans le but de limiter les ruptures locatives et les dettes de copropriété.

Cette action pourrait être étendue, avec l'aide de la CLCV ou de FACE Hérault, pour s'assurer de la répercussion à la baisse des charges sur les locataires pour les bâtiments réhabilités.

### **2- Association Nationale des Compagnons Bâisseurs / Ateliers de quartier - Chantiers d'auto-réhabilitation**

« Les Compagnons Bâisseurs » anime des chantiers d'auto-réhabilitation collectifs des logements de locataires et propriétaires occupants, bénéficiaires des minima sociaux dans les quartiers Nord-Ecusson, Gambetta, Figuerolles et Saint-Martin. Ce travail d'implication des ménages dans l'entretien et l'amélioration de leur logement constitue souvent la première étape d'une démarche de réinsertion sociale et professionnelle.

### **3- Association Consommation Logement et Cadre de Vie - Union Locale / Accompagnement des habitants du quartier Petit Bard**

La CLCV de Montpellier et ses environs mène une action d'information et d'accompagnement des habitants du quartier « Petit-Bard Pergola » concernés par le Projet de Rénovation Urbaine. L'association réalise un travail de médiation entre locataires et copropriétaires lors de permanences au sein de la Maison Pour Tous « François Villon » ciblant une intervention sur la régularisation des charges pour les locataires suite à l'individualisation des compteurs d'eau et de gaz (baisse à répercuter par les propriétaires).

### **4- Association Consommation Logement et cadre de Vie – Union Locale / Accompagnement des habitants du quartier des Cévennes**

La CLCV de Montpellier et ses environs mène une action d'information et d'accompagnement des habitants du quartier des Cévennes dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriété dégradée Cévennes 1. En effet, les partenaires de cette OPAH avaient fortement insisté pour que les mesures de réhabilitation des Cévennes soient accompagnées de contrôle des charges, dès le début de la réhabilitation, afin de s'assurer que les économies substantielles réalisées par les propriétaires soient répercutées à la baisse sur les charges des locataires.

### **5 - FACE Hérault / Accompagner la réhabilitation du Petit Bard**

Ce projet en articulation avec le Projet de Rénovation Urbaine Cévennes (Petit Bard, Pergola) vise à accompagner la réhabilitation des 3 bâtiments C1, C2 et C3 (120 logements) à ce jour terminée et des bâtiment E et I (90 logements)

en cours afin de garantir une bonne appropriation du logement par les résidents : explication sur l'utilisation des nouveaux services du logement ( BIP, TV collective, chaudière individuelle,...), sensibilisation sur la maîtrise des énergies et sur les impacts du passage à l'individualisation des compteurs d'eau et de gaz, information sur les droits et devoir des locataires et propriétaires... Des visites en porte à porte seront organisées pour l'ensemble de ces bâtiments, ainsi qu'un suivi individualisé au sein de l'antenne locale de FACE pour chaque résident rencontrant des difficultés. Cette action vise également à accompagner les habitants vers la création d'un collectif de résidents au sein de chaque copropriété réhabilitée et résidentialisée.

#### **6- Lieux Ressources / Fonds de participation des habitants.**

Le Fonds de Participation des Habitants, géré par l'association Lieux Ressources, a été mis en place à titre expérimental fin 2011 afin de financer des microprojets (soutien à hauteur de 1 000 € maximum par projet) portés par des associations ou des habitants du quartier des Cévennes sur les thèmes de la citoyenneté, du cadre de vie, du lien social... Une première association en création a été soutenue en 2012 : « Les Jardins des Cévennes ».

#### **7- Adage-Maison du Logement / Action de médiation linguistique et interculturelle sur le logement.**

Ce projet vise à favoriser l'accès aux droits liés au logement des populations non francophones principalement arabophones ou berbérophones. En plus de difficultés sociales, ce public fait face à des discriminations au logement. Cette action ancienne, qui a été réorientée, est désormais reconnue par les partenaires.

#### **8- Association Justice Pour le Petit Bard / Action Accueil Solidarité - Médiation des Habitants.**

Ce projet en articulation avec le Projet de Rénovation Urbaine Cévennes (quartier Petit Bard/Pergola) vise à accompagner les habitants en animant un espace d'information. L'association conduit une action de médiation visant à réduire les conflits dans les domaines de l'habitat, du cadre de vie et de l'accès aux droits.

En partenariat avec la Fondation Abbé Pierre, un juriste intervient pour informer et former les habitants. Le local mis à disposition par la SERM, se veut un lieu d'échange et de culture urbaine.

#### **9- Cie Internationale de l'Alligator / Correspondance de quartier**

Ce projet participatif vise à mettre en place des échanges épistolaires entre habitants, au moyen de cartes postales créées à partir de photographies du quartier, afin de les amener à prendre le temps de (re)découvrir leur quartier sous un angle différent. Cette action sera clôturée par une exposition. Cette action a déjà été réalisée avec succès sur des quartiers de Lyon, Mulhouse et Chalon-sur-Saône.

#### **10- Cie Didier Théron / Paillade Vive**

Ce projet vise à permettre à des enfants de la Mosson de suivre des enseignements de danse contemporaine et de participer à un stage de danse pendant les vacances. Les activités principales se dérouleront dans les locaux de la Maison pour Tous Léo Lagrange et de la Médiathèque Jean-Jacques Rousseau.

#### **11- Centre Culturel International-Musique Sans Frontières / Création artistique et éducation à travers les cultures du monde.**

Ce projet destiné aux habitants de la Mosson vise à faire découvrir d'autres cultures et langues à travers des spectacles, des débats, des conférences et divers événements artistiques et culturels. Les manifestations ainsi développées, mobilisent les enfants et les parents en leur permettant d'échanger et de rencontrer d'autres habitants du quartier et de la Ville. Pour la saison 2013, trois ensembles musicaux d'horizons divers (Corse, Russie, Algérie) seront en résidence.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault une subvention de 2 500 €, à l'association nationale des Compagnons Bâisseurs une subvention de 8 000 €, à l'association CLCV Union Locale une subvention globale de 2 500 €, à l'association FACE Hérault une subvention de 2 500 €, à l'association Lieux Ressources une subvention de 1 000 €, à l'association Justice Pour le Petit Bard une subvention de 1 500 €, à l'association Compagnie Didier Théron une subvention de 500 €, à l'association Compagnie Internationale Alligator une subvention de 1 500 €, à l'association Adages une subvention de 2 300 €, à l'Association Centre Culturel International Musique Sans Frontières une subvention 2 500 € ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2013, aux chapitres 927 et 929, et que les subventions accordées seront versées sous réserve de la signature des conventions fixant les engagements des parties ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention à intervenir avec chacune des associations ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°22 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE CINQ LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015. Cette opération participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de

Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement ;
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et intermédiaire s'agissant de travaux réalisés sur des logements indignes ou très dégradés et de 50 €/m<sup>2</sup> dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire pour les autres types de travaux, complétée, le cas échéant, d'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements locatifs et deux logements occupés par des propriétaires modestes, pour un montant total de 16 313 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 2 000 € à Mr Bernard LANDIER demeurant 19 rue de Valautres à Saussan, de 6 000 € à Mme Marie-Claude MARTIN demeurant 1 impasse d'Allut à Castelnau-le-lez, de 4 000 € à la SCI LA PROVIDENCE sise 22 rue de la Verrerie à Montpellier, de 4 000 € à Mr Frédéric MICHEL PAJUS demeurant 50 cours Gambetta à Montpellier et de 313 € à Mme Jeanne PERIE demeurant 5 rue de la Rochelle à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°23 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE DES CÉVENNES I 2010 - 2015 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par les délibérations n°9520 du 27 mai 2010 et n° 10194 du 23 juin 2011, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété Cévennes 1, comprenant 444 logements. Celle-ci prévoit la réhabilitation des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété, ainsi que la mise aux normes de 145 appartements, dont 41 à statut locatif et 104 occupés par des propriétaires modestes.

Au titre de ses compétences politique de la ville et équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'ANAH dont l'attribution lui est déléguée, des aides propres aux propriétaires occupants modestes, à hauteur de 10% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 000 € de subvention par logement, et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés, à hauteur de 10% et 15% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 500 € et 2 250 € de subvention par logement, selon que le loyer conventionné est de niveau intermédiaire ou social.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements de la copropriété, occupés par des propriétaires modestes, pour un montant total de 1 546 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 419 € à M. Salih EMAD demeurant 949 avenue Louis Ravas bâtiment I5, de 131 € à M. Petchay DOEBELIN demeurant 949 avenue Louis Ravas bâtiment H6, de 996 € à M. Abderrahman AIT OUALI demeurant 949 avenue Louis Ravas bâtiment K1 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°24 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA**

## **RÉHABILITATION DE 24 LOGEMENTS RÉPARTIS DANS 13 COMMUNES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire », ayant pour objet la réhabilitation de 100 logements anciens par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors les secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de vingt-quatre logements occupés par des propriétaires ou des locataires disposant de ressources modestes, pour un montant total de 47 861 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer réglementé. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et le loyer pratiqué. Les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 6 377 € à M. Alain AZEMA demeurant 40 rue de Cambous à Saint André de Sangonis, 3 500 € à Mme Maryse GALIANO demeurant au Devois des Agneaux à Cournonterral, 3 500 € à M. et Mme Roger et Sandra FAYOLLE DURAND demeurant 10 rue du Jeu de Ballon à Pignan, 4 500 € à M. Nicolas MINARRO-VITA demeurant 10 rue Saint-Geniès à Beaulieu, 796 € à M. Gaspard PANADERO demeurant 24 rue des Prunus à Lattes, 3 500 € à M. Charly LOMBARDO demeurant 16 rue Jules Ferry à Montpellier, 2 413 € à M. Sébastien VIANES demeurant 13 rue des Casernes à Pignan, 792 € à M. Marc AZRA demeurant 3 B chemin du Tissar à Castelnau-le-Lez, 1 461 € à Mme Simone CHAMOND demeurant 10 rue de la Manade à Montpellier, 1 077 € à Mme Colette COLODIET demeurant 90 avenue Jacques Cartier à Montpellier, 385 € à Mme Maria ORIBES demeurant 509 rue Bugarel à Montpellier, 665 € à Mme Emilienne WATTEL demeurant 3 rue des Ecoles à Saint Brès, 497 € à Mme Trinité TOMAS demeurant 8 rue de la Condamine à Lavérune, 2 299 € à M. Jean BAUTISTA demeurant 38 rue de la Cadoule à Vendargues, 1 912 € à M. Bernard GUEDOT demeurant 40 impasse Beethoven au Crès, 312 € à Mme Marie-Louise ZUCCARELLI demeurant 1 rue Victoire de la Marne à Montpellier, 2 100 € à M. Mohamed CHABOUNE demeurant 2A rue Engabanac à Saint-Jean-de-Védas, 758 € à Mme Elise FOUGEROUSE demeurant 2 758 avenue Etienne Mehul à Montpellier, de 1 549 € à Mme Simone AUBIN demeurant 43 rue Clément Marbel à Cournonterral, 4 000 € à Mme Maria ABDENOUR demeurant 16 rue de la Forêt Noire à Montpellier, 2 477 € à M. Thierry COPPEL demeurant 15 rue des Veneurs à Juvignac, 972 € à M. Roland CALABUIG demeurant 8 rue des Moulins à Fabrègues, 944 € à Mme Vera VITELLI demeurant 5 rue des Treilles à Montpellier, 1 075 € à M. et Mme Claude RIGAL demeurant 11 avenue Pasteur à Fabrègues.
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par le propriétaire bailleur de son engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°25 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - PLAN DE SAUVEGARDE DU PETIT-BARD - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT LOCATIF - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibérations n°10614 du 30 janvier 2012, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au programme de réhabilitation des logements privés du quartier du Petit Bard à Montpellier, qui s'inscrit dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de la commune.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte une subvention de :

- 25% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants aux ressources très modestes ;
- 20% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants à ressources modestes ;
- 20% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné social ;
- 10% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné intermédiaire.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la rénovation d'un logement de type 4, d'une surface de 62,5 m<sup>2</sup>, bâtiment E6.

Le projet concerne des travaux de mise aux normes électriques, de plomberie, de réfection des sanitaires, des sols et murs, ainsi que d'isolation par l'intérieur.

Le coût des travaux s'élève à 16 315 € H.T. et la dépense subventionnable calculée par l'ANAH à 10 000 €.

Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- ANAH : 45% soit 4 500 € ;
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 20 % soit 2 000 € ;
- Propriétaire : solde, soit 9 815 €.

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer social après travaux d'un montant de 264 €/mois. Il signera une convention avec la Communauté d'Agglomération, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et le loyer pratiqué.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 2 000 € à M. Félix BONNAUD demeurant au lieu dit Les Josiols Mirabel aux Baronnie à Nyons,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907,
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnable et sur présentation par le propriétaire de son engagement vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°26 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – DOMAINE DE CASTRIES - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La présence d'un château sur le territoire de Castries est attestée depuis le XII<sup>ème</sup> siècle mais il est reconstruit au XVII<sup>ème</sup> dans son aspect actuel et présente notamment des éléments d'architecture classique remarquables tels que son escalier d'honneur, la couverture des pavillons d'angles et la salle des Etats.

Mais ce sont surtout les jardins à la française réalisés par André le Nôtre en 1666, avant sa consécration comme jardinier du roi Louis XIV à Versailles, qui renforcent l'attrait et le prestige de ce site unique en Languedoc-Roussillon.

Un autre personnage célèbre est lié à ce domaine car la création d'un vaste parc verdoyant de 9 hectares était conditionnée par une alimentation en eau importante et régulière, fournie par un aqueduc de presque 7 kilomètres construit par Pierre-Paul Riquet, futur concepteur du Canal du Midi.

Propriété initiale de la famille de la Croix de Castries, ce domaine de 152 000 m<sup>2</sup>, représentant une surface bâtie de 5670 m<sup>2</sup> a été légué en 1986 par le dernier duc de Castries, historien et académicien à l'Académie Française qui souhaite le vendre.

Afin de préserver ce patrimoine historique et architectural de très grande qualité, la commune souhaite l'acquérir. Les négociations sont en cours de finalisation et la vente devrait intervenir au plus tard au début du mois de septembre.

La commune de Castries et la Communauté d'Agglomération de Montpellier se sont d'ores et déjà rapprochés afin de coordonner leurs actions pour la gestion, la maintenance et l'animation du château et du parc.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de ses compétences et de son intérêt communautaire dans le domaine culturel souhaite y organiser des activités de notoriété nationale et internationale qui, compte tenu de l'importance du lieu et des manifestations envisagées, ont vocation à concerner au moins l'ensemble du territoire communautaire et participeront au renforcement de son rayonnement et de son attractivité notamment au niveau touristique.

Afin de mener à bien cet objectif, il est proposé de conclure avec la Ville de Castries une convention d'occupation temporaire du Domaine de Castries, pour une durée de cinq ans renouvelable une fois.

Celle-ci formalisera les engagements de chacune des parties, notamment concernant l'occupation temporaire consentie par la Ville de Castries au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour un minimum de 300 jours par an, contre une redevance annuelle de 135 000 €.



La Ville de Castries s'engage à assurer et à prendre en charge le gardiennage, l'entretien et la maintenance du site, hors manifestations organisées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Outre le versement de la redevance annuelle susvisée, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à proposer un programme d'animation et de visites guidées du site et à réaliser une expertise des biens mobiliers du château sous la conduite spécifique des conservateurs du musée Fabre

Enfin, selon les termes de la convention, les parties conviennent que le parc sera accessible au public tous les weekends au moins quatre mois dans l'année ainsi qu'au moins cinq jours par semaine au moins en juillet et août. Dans le cadre du projet de convention à intervenir, les parties conviennent aussi que le parc pourra être accessible au public scolaire des communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur réservation et en dehors des horaires d'ouverture au public.

La Communauté d'Agglomération souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'occupation du château et du parc.

La qualité et l'importance de ce site, le potentiel de développement culturel, touristique et pédagogique qu'il représente pour l'ensemble du territoire intercommunal, le nombre de jours de mise à disposition dont bénéficie la Communauté d'Agglomération motivent le versement d'un fonds de concours de 500 000€ de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Ville de Castries, sur la base d'une convention à intervenir en application de l'article L5216-5, VII du Code Général des Collectivités Territoriales.

La signature de ce document et de la convention d'occupation du domaine publique à intervenir avec la commune sera bien entendue subordonnée à la conclusion de l'acte authentique de vente à intervenir entre l'Académie Française et la commune de Castries.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du château et du parc du Domaine de Castries avec la commune de Castries,
- approuver le versement d'un fonds de concours à la commune de Castries d'un montant de 500 000€ pour l'acquisition du château et du parc de Castries,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 en fonctionnement et 908 en investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'occupation du domaine public et la convention de fonds de concours, susvisées, sous réserve de la signature de l'acte de vente à intervenir ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées (2 contre : Vendargues 1, Beaulieu 1 ; 1 abstention : Pignan).

## **AFFAIRE N°27 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - MARCHÉ N°3346DC13 DE TRANSPORT ALLER ET RETOUR DES OEUVRES DE L'EXPOSITION LE GOÛT DE DIDEROT - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES EUROPÉEN - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Afin de célébrer le tricentenaire de la naissance du philosophe Denis Diderot, le musée Fabre de Montpellier Agglomération rend hommage à l'un des plus grands philosophes français à travers une exposition 'Le goût de Diderot'. Co organisée avec la Fondation de l'Hermitage de Lausanne, cette exposition sera présentée successivement du 5 octobre 2013 au 12 janvier 2014 au musée Fabre, puis du 7 février au 1<sup>er</sup> juin 2014 à Lausanne. Réunissant plus de 100 œuvres remarquables dont une sélection de peintures (Boucher, Chardin, Vien, Greuze, Vernet, ...) et de sculptures (Pigalle, Houdon,...) issues des grandes collections françaises et internationales (Canada, Etats-Unis, Allemagne, Italie, Royaume Uni et Pays-Bas) cette exposition souhaite faire comprendre ce qu'étaient le goût et l'œil de Diderot.

Il convient donc de lancer une procédure d'appel d'offres européen concernant la fabrication de caisses, l'emballage, le transport aller et retour et l'installation de l'ensemble des œuvres prêtées dans le cadre de l'exposition.

La procédure à intervenir sera scindée en deux lots traités en marchés séparés, ainsi qu'il suit :

N° lot	Désignation du lot	Montant prévisionnel
1	Transport Union européenne et Russie	230 000 € HT.
2	Transport US/Canada	50 000 € H.T.
	<b>TOTAL</b>	<b>280 000 € H.T.</b>

Les marchés à intervenir seront conclus du 1<sup>er</sup> septembre 2013 au 15 février 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert relatif au marché de transport aller et retour des oeuvres de l'exposition 'Le goût de Diderot',
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation et à signer les marchés à intervenir et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.  
Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°28 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE RÉGIONAL DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE DE L'ACADÉMIE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans le cadre de son exposition *Le Goût de Diderot*, qui se déroulera au musée Fabre du 5 octobre 2013 au 12 janvier 2014, le musée Fabre propose de s'associer au Centre Régional de Documentation Pédagogique (C.R.D.P.) de l'Académie de Montpellier pour la publication d'un ouvrage pédagogique autour de l'exposition.

Ce projet d'ouvrage répond à une demande de l'Inspection Générale de Lettres et du Rectorat de l'Académie de Montpellier, qui souhaitent, à l'occasion de cette exposition qui commémore le tricentenaire de la naissance de Diderot, disposer de nouveaux documents pédagogiques pour les classes de lycées.

L'ouvrage se veut à la fois le guide pédagogique de l'exposition et un opuscule dont l'intérêt puisse dépasser l'événement en s'appuyant sur des œuvres clés accessibles aux visiteurs parmi le fonds du musée Fabre et les musées associés à l'exposition. Il est envisagé comme un outil pluridisciplinaire destiné aux élèves, à leurs professeurs ainsi qu'au grand public.

Dans cette optique, il convient de formaliser une convention afin de définir les obligations et engagements respectifs des deux parties pour ce projet.

Il a été établi que l'ouvrage sera publié par le C.R.D.P. dans une collection nationale du réseau SCEREN, intitulée « Point de rencontre ». Il sera édité à 5 000 exemplaires, diffusés dans l'Académie et dans les librairies ainsi qu'en version numérique pour les établissements scolaires.

Le musée Fabre interviendra en tant qu'auteur et participera au comité scientifique de l'ouvrage. La participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier consiste au préachat de 1000 exemplaires de l'ouvrage dont elle pourra disposer pleinement, en particulier pour la distribution auprès des enseignants qui participeront aux séances de préparation à la visite de l'exposition pour leurs classes début octobre 2013.

La participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 5 000 Euros pour ce projet dont le coût global est estimé à 22 000 Euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le Centre Régional de Documentation Pédagogique de l'Académie de Montpellier,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°29 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE COORGANISATION DE L'EXPOSITION 'FRANÇOIS-ANDRÉ VINCENT. UN ARTISTE ENTRE FRAGONARD ET DAVID' AVEC LE MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE TOURS - DEMANDE DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération et le musée des Beaux-Arts de Tours s'associent afin de monter une rétrospective sur François-André Vincent, artiste méconnu, du 18 octobre 2013 au 19 janvier 2014 au musée des Beaux-Arts de Tours et du 8 février au 11 mai 2014 au musée Fabre de Montpellier Agglomération.

Elève puis professeur à l'Académie, François-André Vincent n'a jamais bénéficié d'une rétrospective, et ce malgré l'importance que lui accordent les récentes publications, aussi bien dans le domaine de la peinture que dans celui du dessin. Considéré comme l'un des principaux rivaux de la jeunesse de David, ses œuvres ont été confondues avec celles de Fragonard ou avec David lui-même. Il tient une place importante dans la peinture française, par son recours fréquent aux sujets empruntés à l'Antiquité comme à l'Histoire de France. Son rôle dans le domaine du portrait, et notamment de la caricature, est primordial. La virtuosité de son œuvre dessinée et sa valeur pédagogique lui ont valu la charge de professeur à l'Académie. La méconnaissance de l'œuvre d'un tel artiste justifie la création de cette première rétrospective.

Cette exposition rassemblera une centaine d'œuvres soit une cinquantaine de peintures et une cinquantaine de dessins.

L'association avec le musée des Beaux-Arts de Tours nécessite la conclusion d'une convention de coorganisation ayant pour but de définir les obligations et engagements respectifs des parties dans la mise en œuvre d'un certain nombre d'éléments communs à l'événement, et particulièrement pour les missions telles que le transport et la conservation des œuvres.

Cette convention dispose ainsi que la liste d'œuvres communes aux deux présentations est élaborée en collaboration entre les deux institutions, qui restent chacune libre d'ajouter toute œuvre pour sa seule étape, celle-ci restant de la seule responsabilité et aux frais exclusifs de ladite étape. Le musée des Beaux-Arts de Tours, assisté dès lors qu'il le souhaite par le musée Fabre, gère les demandes de prêt au nom des deux musées. Pour les œuvres communes, les conditions de prêts spécifiques ou frais supplémentaires (restauration, échanges de prêt...) sont examinés conjointement. Les parties s'engagent à respecter à chaque étape les normes internationales en vigueur en ce qui concerne la sécurité, le transport, l'assurance et la conservation des œuvres.

En outre, les parties conviennent de mentionner l'autre partenaire dans les outils et opérations de communication.

Enfin, les parties collaborent pour réduire autant que possible, dans le respect des conditions d'usage de prêt, les frais liés à la gestion administrative, au transport et au convoiement des œuvres. Ainsi, chaque organisation gère séparément et prend en charge à ses frais exclusifs le déballage et remballage des œuvres, l'accueil des convoyeurs, l'installation, la muséographie, les dispositifs de présentation et de médiation, le personnel, la communication et les frais de représentation sur son étape.

Les frais dits 'partagés', définis comme étant les frais d'administration de prêt, les frais de restauration d'œuvres et les travaux de montage et d'encadrement pour les prêts communs, les frais de construction de caisses, de transport y compris des convoyeurs pour les prêts communs, seront avancés par chacun des partenaires aux différents stades de l'itinérance. A l'issue de l'exposition, ces frais seront confrontés et pourront donner lieu à une refacturation pour aboutir à une répartition équitable.

Compte tenu de l'importance de cette exposition, il est proposé de formaliser des demandes de subventions les plus larges possible auprès de la Région Languedoc-Roussillon et de l'Etat en soutien à l'organisation de cet événement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coorganisation avec le musée des Beaux Arts de Tours,
- demander les subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat et de la Région Languedoc Roussillon,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°30 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LA MAISON DE LA MUTUALITÉ À PARIS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Une exposition labellisée FRAME (French Regional American Museum Exchange) consacrée au peintre François-André Vincent (1746-1816) sera présentée en première étape au musée des Beaux-Arts de Tours du 18 octobre 2013 au 19 janvier 2014 et en deuxième étape au musée Fabre de Montpellier Agglomération du 8 février au 11 mai 2014. Une conférence de presse destinée à présenter l'exposition aux journalistes aura lieu à Paris le 23 septembre 2013.

La Maison de la Mutualité, un des plus prestigieux centres d'événements à Paris, a souhaité, à la demande de FRAME Développement, apporter son soutien à cette exposition dans le cadre d'un mécénat en nature sous la forme d'une mise à disposition d'un salon équipé en matériel audiovisuel pour la conférence de presse et d'un espace réceptif pour un cocktail déjeunatoire ainsi que l'accès au réseau Internet pendant la durée de la conférence. Compte tenu du prestige du lieu, cette proposition est de nature à conforter la promotion de l'exposition.

Le montant total du mécénat en nature est de 3 674 euros H.T. correspondant à 1 837 euros H.T. pour le musée des Beaux-Arts de Tours et 1 837 euros H.T. pour le musée Fabre de Montpellier Agglomération.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à offrir à la Maison de la Mutualité vingt entrées individuelles de l'exposition « François-André Vincent » correspondant à une contrepartie de 160 euros soit 8 euros par entrée au tarif individuel.

Elle s'engage également à laisser communiquer, pendant la durée de la présentation de l'exposition et en dehors de toute opération commerciale et publicitaire, la Maison de la Mutualité sur son mécénat dans tous ses documents internes et externes. A cet effet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la Maison de la Mutualité à reproduire et à utiliser le nom et le Logotype « Musée Fabre de Montpellier Agglomération » ainsi que le titre de l'exposition « François-André Vincent (1746-1816) ».

De plus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier reproduira de manière visible le logotype de la Maison de la Mutualité sur le dossier de presse et les cartons d'invitation à la conférence de presse du 23 septembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de mécénat avec la Maison de la Mutualité,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention de mécénat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°31 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MUSÉE DE LODÈVE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération souhaite s'associer au musée de Lodève afin de mettre en place un partenariat d'information et d'accès à tarif réduit à leurs expositions estivales respectives.

S'attachant depuis ces dernières années à décliner les grands courants de l'art du XIX<sup>e</sup> siècle, incarnés par des figures emblématiques tels que François-Xavier Fabre, Alexandre Cabanel, Gustave Courbet, Alfons Mucha ou Odilon Redon et à l'occasion du cent-cinquantième anniversaire de la naissance de l'artiste Paul Signac, le musée Fabre de Montpellier Agglomération organise, en co-production avec le musée des impressionnistes Giverny, une exposition intitulée : « Signac, les couleurs de l'eau » qui se déroulera du 13 juillet au 27 octobre 2013. L'exposition comptera environ cent vingt œuvres et documents : peintures, dessins, aquarelles, photographies, correspondances... Pour fêter le centenaire de la publication de « Du cubisme », premier ouvrage théorique élaboré sur le sujet, le musée de Lodève s'est associé à l'Adresse Musée de la Poste de Paris pour rendre hommage à ses auteurs : Albert Gleizes et Jean Metzinger. Au travers d'un parcours didactique sur la naissance et le développement du mouvement cubiste, les visiteurs découvriront des œuvres rarement montrées, une peinture colorée et vivante. 80 tableaux et dessins, des documents, des films et une quinzaine d'œuvres du cercle cubiste témoigneront de cette aventure picturale. Cette exposition des œuvres de Jean Metzinger, qui se déroulera du 22 juin au 3 novembre 2013, est la première en Europe depuis sa mort en 1956.

Il est ainsi proposé de formaliser avec le musée de Lodève de la Communauté de Communes Lodévois et Larzac un partenariat selon les termes duquel chaque musée s'engage notamment d'une part à mettre à disposition des visiteurs, près de chaque caisse, les dépliants de l'exposition du musée partenaire, et d'autre part à faire bénéficier aux visiteurs, sur présentation du billet d'entrée de l'une ou l'autre exposition, du tarif réduit, soit 5,50 € au lieu de 7 € pour le musée de Lodève, et 7 € au lieu de 9 € pour le musée Fabre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre le musée Fabre et le musée de Lodève,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°32 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE - AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE NETTOYAGE N°2304DC10 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°9735 du 27 mai 2010, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°2304DC10 – lot n°3 : Nettoyage de la médiathèque de Castelnau le Lez avec la société ISS PROPLETE, pour un montant annuel de 12 743,51 € H.T. Ce marché a été conclu pour une durée de 4 ans à compter du 22 juin 2010, date de sa notification.

Le périmètre d'intervention du marché susvisé était initialement circonscrit aux espaces dévolus à la médiathèque Aimé Césaire, soit le 1<sup>er</sup> étage du bâtiment.

Par délibération n°10296 du 28 juillet 2011, le Conseil de Communauté a approuvé le transfert du rez-de-chaussée de la médiathèque Aimé Césaire.

Ces espaces nouveaux étant désormais aménagés et exploités dans le cadre de l'activité de la médiathèque, il convient d'assurer leur entretien et notamment leur nettoyage. Dans ce cadre, il est proposé de formaliser avec la société ISS POPRETE, attributaire du marché de nettoyage susvisé, un avenant n°1 au marché aux fins de prise en compte du nettoyage hebdomadaire des espaces du rez-de-chaussée.

Cet avenant n°1 est conclu jusqu'au terme du marché, soit au 22 juin 2014, pour un montant forfaitaire de 1 865,24 € H.T. Il induit un accroissement du prix global du marché de +3,66%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché n°2304DC10 avec l'entreprise susmentionnée ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°33 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - CONVENTION D'APPLICATION N°4 À LA CONVENTION-CADRE DE PÔLE ASSOCIÉ RÉGIONAL LANGUEDOC-ROUSSILLON N°2012-290/423 AVEC LA BNF - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Depuis 2007, un pôle associé documentaire régional Languedoc-Roussillon a été constitué entre l'Etat (BNF, Direction régionale des affaires culturelles du Languedoc-Roussillon), la Région Languedoc-Roussillon, LR2L

(Languedoc-Roussillon Livre et Lecture) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°11061 en date du 19 juillet 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la convention cadre de Pôle associé régional Languedoc-Roussillon documentaire n°2012-290/423, conclue entre la Bibliothèque nationale de France et les partenaires du Pôle associé régional Languedoc-Roussillon pour les années 2012-2014.

Cette convention cadre formalise notamment des objectifs de recensement des fonds patrimoniaux, anciens, locaux et spécialisés conservés en région, de finalisation de la bibliographie du Languedoc-Roussillon en langue française, de valorisation numérique des collections patrimoniales régionales, et à titre exceptionnel, de valorisation des collections patrimoniales sous forme d'exposition.

Elle peut donner lieu à une ou plusieurs conventions d'application destinées à fixer la nature et les modalités d'exécution des opérations que le pôle associé s'engage à réaliser. Dans ce cadre, il est proposé de poursuivre en 2013 la réalisation d'une bibliographie régionale en langue française engagée en 2012 conformément à la convention d'application n°1, en formalisant une convention d'application n°4 à la convention cadre n°2012-290/423.

Cette convention d'application n° 4 définit les engagements de chacune des parties, et précise notamment que la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à traiter de façon rétrospective la bibliographie régionale et à l'enrichir de liens vers des documents numériques en s'appuyant sur le périmètre scientifique actuellement en vigueur à la Médiathèque centrale Emile Zola. La BNF apporte quant à elle son soutien financier à hauteur de 17 350 € T.T.C. pour la prise en charge de vacations, limité à 50% des dépenses effectivement réalisées par la Médiathèque Centrale Emile Zola.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'application n°4 pour l'année 2013 de la convention-cadre 2012-2014 n°2012-290/423 relative à la biographie régionale,
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°34 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - CONVENTION D'APPLICATION N°2 À LA CONVENTION-CADRE DE PÔLE ASSOCIÉ DE DÉPÔT LÉGAL AVEC LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Depuis 1998, la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola est pôle associé de la Bibliothèque nationale de France (BnF) pour le « dépôt légal imprimeur ».

Par délibération n°11062 du 19 juillet 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la conclusion d'une convention cadre de pôle associé de dépôt légal avec la BnF, convention n°2012-117/423), pour la période 2012/ 2014.

Cette convention dispose notamment que la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à assurer la collecte des documents imprimés soumis au dépôt légal imprimeur dans sa circonscription, leur signalement, la transmission de leurs références à la BnF, leur conservation, et leur communication sur place, et à distance sous condition. La BnF s'engage de son côté à assurer un soutien scientifique, et à verser sous la forme d'une subvention annuelle forfaitaire une contribution aux frais engagés pour l'accomplissement exclusif des obligations qui font l'objet de la présente convention. Il est également précisé que le montant et les conditions de versement de ladite subvention sont définis chaque année par une convention d'application.

Ainsi par la convention d'application n°1, la BnF a attribué pour l'année 2012 à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une subvention de 56 000 € T.T.C.

Il convient, pour l'année 2013, d'approuver la conclusion de la convention d'application n°2, qui prévoit le versement, par la BnF, d'une subvention de 55 500 €T.T.C. La somme susvisée sera exclusivement destinée à la collecte et au traitement du dépôt légal, en couvrant la rémunération d'un assistant de conservation et d'un agent du patrimoine recrutés pour ces tâches ainsi que diverses dépenses de fonctionnement (petit matériel, frais postaux et téléphone).

A titre d'information, la Médiathèque Centrale Emile Zola a reçu en 2012 1540 livres, 296 titres de périodiques, 2700 brochures, 243 affiches, 74 cartes et plans et 105 cartes postales. Le dépôt légal représente un atout d'importance pour l'enrichissement des collections patrimoniales d'intérêt local et régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention d'application n°2 à la convention-cadre de pôle associé de dépôt légal n°2012-117/423 avec la Bnf,
- dire que la recette est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'application n°2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°35 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – OPÉRA COMÉDIE - MARCHÉ N°2291DC09 DE RESTRUCTURATION DE LA CAGE DE SCÈNE - LOT N°1 GROS-OEUVRE - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a démarré les travaux de restructuration de la cage de scène de l'Opéra Comédie en septembre 2010.

Dans ce cadre, l'entreprise GFC CONSTRUCTION était titulaire du marché n°2291DC09 - lot n°1 : « Gros œuvre ». Ce marché lui a été notifié le 23 août 2010 pour un montant global et forfaitaire de 1 670 000 € H.T.

Suite à la découverte, en cours d'exécution du marché, de vestiges des anciens remparts de la ville de Montpellier, un avenant n°1 d'un montant de 210 162 € H.T. a été conclu et notifié à GFC CONSTRUCTION le 18 août 2011, portant ainsi le prix du marché à 1 880 162 € H.T.

En cours d'exécution de chantier, GFC CONSTRUCTION a transmis au maître d'œuvre de l'opération, les architectes DESHOULIERES et JEANNEAU, mandataires, des devis aux fins de prise en compte d'une part de travaux complémentaires ou modificatifs non compris dans la base contractuelle du marché en cours, et d'autre part d'indemnisation liée au préjudice subi consécutivement au retard pris sur le chantier dans le cadre des fouilles archéologiques.

L'ensemble de ces devis constitue une demande de rémunération complémentaire de 395 709,17 € H.T. Cette demande a fait l'objet de discussions et de négociations entre GFC CONSTRUCTION, la Communauté d'Agglomération et la maîtrise d'œuvre, en juillet 2012.

Le marché a été réceptionné le 18 juin 2012.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a notifié à GFC CONSTRUCTION le décompte général du marché, pour un montant de 2 349 263,55 € T.T.C., correspondant strictement au montant contractuel du marché augmenté des révisions de prix.

Par courrier en date du 14 mars 2013, GFC CONSTRUCTION a informé la Communauté d'Agglomération de Montpellier qu'elle refusait de signer le décompte général, et reformulait à l'appui de ce refus une demande de rémunération complémentaire de 223 662,72 € H.T., ce montant résultant de la 1<sup>ère</sup> phase de négociation susvisée.

A l'appui de sa réclamation, GFC CONSTRUCTION a produit :

1. l'ordre de service n°3 d'un montant de 37 580,22 € H.T., accepté par GFC CONSTRUCTION le 2 décembre 2011,
2. l'ordre de service n°4 d'un montant de 12 316 € H.T., accepté par GFC CONSTRUCTION le 9 janvier 2012,
3. l'ordre de service n°5 d'un montant de 17 210 € H.T., accepté par GFC CONSTRUCTION le 6 février 2012,
4. 1 devis n°02.V4 pour indemnisation du préjudice subi du fait des découvertes archéologiques en cours de chantier, d'un montant de 31 820 € H.T.,
5. 1 devis n°4Bis en complément à l'OS n°3 susvisé sur lequel GFC CONSTRUCTION avait émis des réserves à l'appui de sa signature, d'un montant de 5 480 € H.T.,
6. 32 devis d'un montant cumulé de 119 256,50 € H.T., pour rémunération de travaux modificatifs ou supplémentaires, non prévus contractuellement au marché.

L'analyse du dossier de réclamation par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la maîtrise d'œuvre de l'opération fait ressortir les éléments suivants :

- Les travaux relatifs aux ordres de service n°3, 4 et 5 ayant bien été prescrits par la maîtrise d'œuvre, et réalisés par l'entreprise, ceux-ci doivent être rémunérés conformément aux montants susvisés, d'un total de 67 106,22 € H.T. Par contre, le complément de rémunération afférent à l'ordre de service n°3 est écarté compte tenu de la réalité de l'exécution des travaux susvisés,
- L'indemnisation du préjudice subi du fait des découvertes archéologiques en cours de chantier est justifiée, mais doit être ramenée à 28 638 € H.T., compte tenu de la prolongation réelle du chantier,
- La rémunération des travaux supplémentaires ou modificatifs demandée par l'entreprise au travers des 32 devis susvisés doit être ramenée à 41 379,17 € H.T. compte tenu d'une part que certains travaux étaient contractuellement intégrés au marché initial, et d'autre part que d'autres n'ont fait l'objet que d'une réalisation partielle au regard du devis établi par l'entreprise.

En complément de cette analyse, la maîtrise d'œuvre propose en outre que soit appliquée une moins value de - 21 220,79 € H.T. pour prise en compte de travaux non exécutés et participation aux déprédations constatées à l'issue du chantier.

Après échange entre la Communauté d'Agglomération et l'entreprise GFC CONSTRUCTION, les parties conviennent donc de ramener le montant de la transaction comme suit :

Travaux réalisés sur ordres de service :	67 106,22 € H.T.
Indemnité du préjudice subi du fait des découvertes archéologiques en cours de chantier :	28 638 € H.T.
Travaux modificatifs ou supplémentaires :	41 379,17 € H.T.
Moins value pour déprédations et travaux non exécutés :	-21 220,79 € H.T.

TOTAL H.T.	115 902,60 € H.T.
TOTAL T.T.C.	133 006,47 € T.T.C.

Afin de rendre exécutoire ces dispositions, il est nécessaire de conclure avec l'entreprise GFC CONSTRUCTION un protocole transactionnel. Celui-ci est régi par les dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et est donc revêtu, conformément aux dispositions de l'article 2052 du même code, de « l'autorité de la chose jugée en dernier ressort ». Ce protocole a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres du 7 mai 2013, qui a émis un avis favorable à sa passation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec l'entreprise GFC CONSTRUCTION,
- approuver le paiement d'une indemnité d'un montant de 115 902,60 € H.T., soit 133 006,46 € T.T.C. conformément au protocole transactionnel,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autorise Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°36 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – COMÉDIE DU LIVRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Comédie du Livre se déroule chaque année à Montpellier sur la place de la Comédie. Du 7 au 9 juin 2013, cette fête du livre mettra à l'honneur les auteurs d'Algérie et du Maghreb, dans le cadre du jumelage de Montpellier avec Tlemcen.

Cet événement est considéré comme la 2<sup>ème</sup> manifestation littéraire nationale après le Salon du Livre de Paris. Il réunit un large public, trois jours durant, autour d'une programmation riche et variée : rencontres et débats, cafés littéraires, expositions, lectures, ateliers et tables rondes sont proposés afin de promouvoir le livre.

Compte tenu des orientations de sa politique culturelle, et forte des ses activités en matière de lecture publique et de médiation culturelle, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, via son réseau de médiathèques et le musée Fabre notamment, souhaite affirmer le soutien qu'elle apporte à cette manifestation depuis quelques années, en formalisant cette année avec la Ville de Montpellier une convention de partenariat pour la Comédie du Livre 2013.

Cette convention fixe les modalités du partenariat susvisé, au terme duquel la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'intègre dans la programmation de la Comédie du Livre 2013, d'une part par l'aménagement et l'animation d'un stand dédié, d'autre part par l'organisation d'événements spécifiques : conférences, rencontres, exposition, ateliers, et enfin par la mise à disposition de l'auditorium du musée Fabre pour quatre conférences organisées par la Comédie du Livre.

La Ville de Montpellier s'engage quant à elle à mentionner la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur l'ensemble des supports de communications assurant, entre autre ou spécifiquement, la promotion des conférences susvisées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec la Ville de Montpellier dans le cadre de la Comédie du Livre 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°37 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – ASSOCIATION ATTITUDES - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - APPROBATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'association Attitudes est depuis 1990 un acteur culturel majeur de Montpellier et son agglomération. Agissant exclusivement dans le domaine dit des « cultures urbaines », elle propose depuis sa création des cours dans plusieurs disciplines dont le breakdance, contribuant ainsi au développement des pratiques culturelles des populations jeunes du territoire.

Elle est également organisatrice depuis 2010 d'un événement international de breakdance : le « Battle of the year », qui s'est tenu à l'Arena l'année dernière.

Par délibération n°11388 du 12 février 2013, le Conseil de Communauté a affecté les subventions de fonctionnement aux associations culturelles dans le cadre du budget primitif 2013.

Compte tenu des activités menées par l'association Attitudes il est proposé de compléter la liste des affectataires et ainsi lui attribuer pour l'année 2013 une subvention de 40 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation d'une subvention de 40 000 € à l'association Attitudes,
  - dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
  - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat correspondante, ainsi que tout document découlant de cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°38 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RECRUTEMENT D'INTERVENANTS PONCTUELS AU SEIN DES ETABLISSEMENTS CULTURELS - MODIFICATION DU CONTRAT-TYPE - APPROBATION**

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°7544 du 30 mars 2007 a été mis en place un contrat-type pour les intervenants ponctuels au sein du Conservatoire à Rayonnement Régional.

Compte tenu que l'ensemble des établissements culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont vocation à faire appel à des intervenants extérieurs afin de les aider à remplir leurs missions pour des tâches spécifiques qui ne correspondent pas à un besoin permanent, il est proposé d'étendre le champs d'application de ce contrat-type aux établissements culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, hors Planétarium dont les contrats-type ont déjà fait l'objet d'une délibération n°7975 du 16 novembre 2007.

En outre, pour répondre à certains besoins spécifiques liés aux activités de notoriété nationale voire internationale organisées par certains établissements culturels, il convient de modifier l'article 6 de ce contrat-type en y ajoutant le principe de remboursement des frais réels sur justificatifs des intervenants qui sont amenés à se déplacer à l'étranger.

Le remboursement des frais de déplacement sur le territoire national reste inchangé et conforme aux décrets n°2001-654 du 19 juillet 2001 et n°2007-23 du 5 janvier 2007 applicables aux personnels des collectivités locales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'extension du champ d'application du contrat-type d'intervenant occasionnel à tous les établissements culturels et la prise en charge de leurs frais lors de déplacements à l'étranger,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°39 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – TOTAL FESTUM 2013 - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. CLAVERIE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite s'associer à la huitième édition de la manifestation Total Festum organisée par la Région Languedoc-Roussillon afin de soutenir sur son propre territoire les projets artistiques mettant en valeur la culture occitane.

Les aides financières attribuées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'organisation de ces manifestations aux différentes structures organisatrices ont été établies en fonction des projets retenus par la Région Languedoc-Roussillon sur le territoire des Communes suivantes :

COMMUNES	MONTANT ACCORDE
Saint-Drézéry – Comité de Jumelage de Saint-Drézéry	210 €
Saint Génès des Mourgues	490 €
Saussan	490 €
Beaulieu – Soliloque Théâtre	1 000 €
Saint-Brès	1 160 €
Lavérune et Pignan – Association L'Internote	1 650 €
Cournonterral – Association le chevalet de Cournonterral	2 350 €
Montpellier – Association Bras'Oc	6 930 €
<b>TOTAL</b>	<b>14 280 €</b>

Ces aides seront formalisées par une convention financière conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les bénéficiaires susvisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :



- approuver l'affectation des subventions susvisées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions financières afférentes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°40 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LES MUSÉES D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTPELLIER ET SES ENVIRONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. CLAVERIE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

Constatant que le patrimoine archéologique et historique de Montpellier, son agglomération et ses environs avait la caractéristique d'être représenté par des musées consacrés à toutes les périodes de l'occupation de l'Homme sur ce territoire (préhistoire, protohistoire, antiquité, moyen-âge et époque moderne), huit musées de Montpellier et ses environs et l'Office de Tourisme de Montpellier ont souhaité se rapprocher et se constituer en réseau, afin de valoriser réciproquement leurs collections et d'accroître leur visibilité grâce à diverses actions concertées.

Une convention de partenariat a été établie en 2012 à cet effet.

Ce réseau ayant vocation à se développer, et deux nouvelles structures (le Musée d'Anatomie de l'Université Montpellier 1, et Argileum, la Maison de la Poterie de l'Office de Tourisme intercommunal de Saint Guilhem-le-Désert – Vallée de l'Hérault) ayant exprimé leur souhait d'y adhérer, il convient d'établir un avenant n°1 à la convention de partenariat initiale, qui formalisera leur intégration.

Outre leur adhésion, cet avenant prévoit également que chaque signataire s'engage à proposer – pour ses prestations payantes – son tarif réduit aux visiteurs se présentant dans le musée avec un billet d'entrée de l'un des autres musées partenaires ou sur présentation de la *City Card* de l'Office de Tourisme de Montpellier. Cependant, le Musée d'Anatomie de l'Université Montpellier 1 ne proposant à ce jour pas de tarif réduit, cette mesure ne s'appliquera pas dans son cas. Tout autre musée partenaire recevant des visiteurs munis d'un billet d'entrée du Musée d'Anatomie de l'Université Montpellier 1 consentira néanmoins à leur proposer son tarif réduit.

Toutes les clauses de la convention initiale non modifiées par le présent avenant demeurent applicables. Celui-ci prendra effet à compter de la date de sa signature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de partenariat entre les musées d'archéologie et d'histoire de Montpellier et ses environs ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°41 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE DÉPÔT-VENTE AVEC L'ASSOCIATION DE RECHERCHE, D'ETUDES ET DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (A.R.E.S.P.) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. CLAVERIE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

Pour son exposition archéologique de 2013 « Une Odyssée gauloise. Parures de femmes à l'origine des premiers échanges entre la Grèce et la Gaule », le musée Henri Prades a sollicité la Communauté de Communes du Canal-Lirou, afin qu'elle autorise le prêt du moulage de la tombe de Puisserguier lui appartenant. En retour, celle-ci a souhaité présenter au château de Puisserguier les panneaux de l'exposition « Le Vin, Nectar des Dieux, Génie des Hommes », présentée à Lattes en 2009-2010. Une convention a été établie en ce sens.

Afin de promouvoir les éditions du Site archéologique *Lattara*, musée Henri Prades de Montpellier Agglomération et de valoriser son stock, il est proposé de mettre en dépôt-vente 20 exemplaires du catalogue *Le Vin, Nectar des Dieux, Génie des Hommes* à la boutique du château de Puisserguier, pendant toute la durée de l'exposition susvisée, soit du 19 avril 2013 au 31 janvier 2014.

Dans ce cadre, il est nécessaire de conclure une convention de dépôt-vente d'ouvrage avec l'Association de Recherche, d'Etudes et de Sauvegarde du Patrimoine (A.R.E.S.P.), responsable de la gestion de la boutique du château de Puisserguier.

Cette convention, établie à compter de la date de sa signature et pour la durée de l'exposition, précise l'ensemble des modalités et des conditions de ce dépôt-ventes. Ainsi, le dépositaire s'engage à mettre gracieusement en dépôt-ventes les catalogues à la boutique du château de Puisserguier. Tous les 3 mois, un bilan des ventes est établi par le dépositaire. Celui-ci reversera le montant des recettes (tarif de vente de 35€ par numéro) à la Communauté d'Agglomération déduction faite d'un montant de 5€ par numéro correspondant au service rendu pour le stockage et la commercialisation des ouvrages.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de dépôt vente du catalogue "Le Vin, Nectar des Dieux, Génie des Hommes" avec l'A.R.E.S.P. ;
- dire que les recettes correspondantes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°42 : SPORTS – COMPLEXE DE RUGBY YVES DU MANOIR - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HÉRAULT RUGBY CLUB - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Conformément aux dispositions de la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Considérant que la présence d'une équipe professionnelle, évoluant au plus haut niveau, répond aux attentes d'un très large public et offre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier un rayonnement national, elle souhaite faire bénéficier le Montpellier Rugby Club des installations du Stade Yves du Manoir.

Afin de formaliser cette mise à disposition il convient d'établir des conventions avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club.

Ces conventions prévoient la mise à disposition des équipements pour la saison sportive 2013-2014.

##### Convention d'occupation temporaire du domaine public pour le stade :

Cette convention prévoit la mise à disposition non exclusive du terrain d'honneur, des abords, des parkings pour 16 rencontres par an de l'équipe professionnelle et de l'ensemble des espaces réceptifs pour les 16 rencontres et des animations spécifiques organisées par le club.

Sa durée est d'une saison sportive avec reconduction annuelle expresse.

En contrepartie de l'utilisation non exclusive du Stade Yves du Manoir, la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club Montpellier Rugby Club acquitte une redevance tenant compte des avantages qu'elle en retire.

Cette redevance comprend la valeur des équipements mis à disposition et des charges de fonctionnement supportées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour la saison 2013-2014, elle sera de 286 000 €.

##### Convention d'occupation temporaire du domaine public pour des locaux à utilisation permanente du stade :

Cette convention prévoit la mise à disposition permanente des bureaux, des vestiaires, de la salle de préparation physique, du local supporters, de la boutique, du local de restauration rapide et du stade d'entraînement pour l'équipe professionnelle à raison de 4 demi-journées par semaine pendant 42 semaines.

Sa durée est d'une saison sportive avec reconduction annuelle expresse.

La redevance annuelle qui prend en compte les avantages de toute nature dont bénéficie la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club est arrêtée à 47 900 €.

Les charges seront fixées forfaitairement sur la durée de la convention et révisées à échéance en fonction des charges réellement supportées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, soit 4 500 € pour cette saison.

Ces deux conventions contiennent également des clauses concernant les conditions d'utilisation, les couvertures par des assurances, le paiement des contributions, taxes et impôts, les procédures de paiement des redevances et charges, les cas de résiliations ainsi que les obligations réciproques du club et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions de mise à disposition du Stade Yves du Manoir et des locaux annexes pour la saison 2013-2014 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°43 : SPORTS – STADE DE LA MOSSON MONDIAL 98 - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HÉRAULT SPORT CLUB - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Conformément aux dispositions de la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Hérault S.C. qui évolue en championnat de France de Ligue 1, dispute ses rencontres au stade de la Mosson Mondial 98, transféré à la Communauté d'Agglomération par la délibération n°4848 du 22 octobre 2002. La convention d'occupation de cet équipement a été renouvelée pour la saison 2012-2013 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il convient d'établir avec la Société Anonyme Professionnelle Sportive du Montpellier Hérault Sport Club une convention de mise à disposition, pour la saison à venir. Cette convention prévoit la mise à disposition non exclusive de l'équipement pour la saison sportive 2013-2014 et règle les obligations réciproques du club et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En contrepartie de l'utilisation non exclusive du Stade de la Mosson « Mondial 98 », la Société Anonyme Professionnelle Sportive du Montpellier Hérault Sport Club acquitte une redevance tenant compte de l'ensemble des avantages qu'elle en retire.

Cette redevance établie sur une mise à disposition du stade pour 20 matchs comprend la valeur des équipements mis à disposition et des charges de fonctionnement supportées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier notamment en termes de maintenance.

Pour la saison 2013-2014, elle est fixée à 318 504 € net de taxe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition du stade de la Mosson Mondial 98 pour la saison 2013-2014 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°44 : SPORTS – FONDS SPÉCIAL SPORT - SUBVENTIONS - ATTRIBUTION**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Un fonds spécial d'un montant de 20 000 €, a été créé au budget primitif 2013 pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plan national et international.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil d'attribuer la subvention suivante :

1 000 € à l'association « tremplin sportif sans frontière » pour l'organisation d'un tournoi de football à la Paillade les 20 et 21 avril 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de cette subvention, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 904,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°45 : SPORTS – PISCINE COMMUNAUTAIRE HÉRACLES À SAINT-BRÈS - CHOIX DU MAÎTRE D'OEUVRE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Par délibération n°10862 en date du 24 mai 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la réalisation d'une piscine sur la Commune de Saint-Brès. Il a également approuvé le programme de cet équipement, son budget prévisionnel arrêté au stade de la programmation, ainsi que le lancement du concours de maîtrise d'œuvre et procédé à l'élection des membres du jury.

A l'issue du concours d'architecture, Monsieur Jacques MARTIN, Vice-président, Président délégué de la Commission Sports, sur proposition motivée et après classement des candidats admis à concourir par le jury réuni le 1<sup>er</sup> mars 2013, et suite à la levée de l'anonymat, a désigné lauréate de ce concours l'équipe, COSTE ARCHITECTURES, 9 rue Emmanuel Hedon 34090 Montpellier, représentée par son mandataire Monsieur André ARIOTTI.

Le jury à l'unanimité a en effet considéré que la proposition de l'équipe COSTE ARCHITECTURES apportait la réponse la plus pertinente en considérant les critères définis au règlement du concours :

- respect des données et objectifs du programme, efficacité fonctionnelle,
- insertion urbaine et qualité architecturale,
- économie globale, investissement, pérennité des ouvrages, qualité du traitement de l'eau et de l'air, exploitation et maintenance.

Les quatre projets examinés sont de qualité, l'esquisse présentée par l'équipe COSTE ARCHITECTURES se distinguant en particulier par l'intérêt du projet en terme d'insertion urbaine (l'équipement se détache sur un parvis engazonné) et de qualité architecturale (découvrabilité totale du bassin ludique) par rapport aux trois autres présentées par les équipes Octant, Duval-Raynal, Pujol, classées respectivement 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup>.

Le lauréat s'est engagé sur une enveloppe financière prévisionnelle de travaux de 7 200 000 € H.T inférieure à l'estimation établie dans le cadre de la programmation soit :

L'équipe COSTE ARCHITECTURES a répondu avec un montant global provisoire de rémunération de 942 418,80 € H.T. La rémunération au taux de 13,089% correspond à l'ensemble des missions de base, plus les missions Synthèse (SYNT), coordination hygiène et sécurité (SSI).

Ce montant est inférieur à l'estimation de 1 080 000€HT établie sur un taux de 15% appliqué au montant estimatif des travaux.

La négociation a permis :

- de répondre aux questions du maître d'ouvrage portant notamment sur les abords, les plages extérieures, les aménagements intérieurs, le traitement de l'air et de l'eau ;
- de modifier les honoraires en prenant en compte le coût réel de l'esquisse (- 28 545,13 € H.T.), en modifiant la répartition des phases (7% pour AOR) et en complément, afin d'obtenir un cadre plus précis lors de la consultation des entreprises par lots séparés, de rajouter deux missions:
- une mission Détail Quantitatif Estimatif pour l'ensemble des lots d'un montant de 63 057,28 € H.T.,
- une mission Exécution pour les lots traitement de l'eau et de l'air d'un montant de 15 535,85 € H.T.

Le montant provisoire des honoraires après négociation correspondant à l'ensemble des missions est donc de 992 466,82 € H.T., soit un taux de rémunération de 13,78%.

Ce montant sera ajusté à l'issue des études d'A.P.D. (Avant Projet Définitif), après validation par le Conseil Communautaire conformément aux termes de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer le marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la piscine Héraclès à Saint-Brès à l'équipe COSTE ARCHITECTURES, 9 rue Emmanuel Hedon 34090 Montpellier représentée par Monsieur André ARIOTTI, Architecte associé de l'agence.
- autoriser le dépôt du permis de construire,
- solliciter les subventions les plus larges possible auprès des collectivités locales, de l'état et de tout autre financeur, tant pour les études que pour la réalisation,
- approuver le montant global des travaux confiés à la maîtrise d'œuvre et la rémunération de l'équipe tels que présentés,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 904 du budget communautaire 2013,
- autoriser Monsieur le Président à signer le marché de maîtrise d'œuvre et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°46 : SPORTS – PISCINES COMMUNAUTAIRES ALEX JANY À JACOU ET AFRED NAKACHE À MONTPELLIER - MARCHÉ N°3242DS13 DE CONDUITE, EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS TECHNIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Pour assurer la continuité des prestations d'interventions techniques et garantir la qualité du fonctionnement des piscines Alex Jany et Alfred Nakache, il est nécessaire de renouveler le marché arrivé à terme.

Tout comme le précédent, ce marché à intervenir concerne la maintenance et l'exploitation technique des installations de traitement d'air et d'eau, de chauffage, de plomberie, d'électricité, de gestion technique centralisée, de système incendie.

En raison de la complexité des installations et des obligations en matière de sécurité et d'hygiène, des qualifications spécifiques sont demandées aux entreprises susceptibles de gérer ces installations.

Pour la réalisation de ces prestations, la Communauté d'Agglomération a lancé un appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, dont l'avis a été transmis à la publication le 7 février 2013.

C'est un marché est conclu pour une durée de un an à compter de sa notification, il pourra être renouvelé deux fois.

La Commission d'Appel d'Offres lors de sa session du 30 avril 2013 a attribué le marché n°3242DS13 à la société IDEX située 14 allée de Piot, 30660, Gallargues le Montueux, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée au regard de la valeur technique et des prix des prestations présentés pour un montant annuel estimatif de 174 758,88 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3242DS13 relatif à l'exploitation et à la maintenance technique des piscines communautaires Alex Jany et Alfred Nakache ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°3242DS13, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°47 : SPORTS – MONTPELLIER RUGBY CLUB - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°3336DS13 DE**

## **PRESTATIONS DE SERVICES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :  
Le club sportif « Montpellier Rugby Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du rugby et il évolue actuellement au plus haut niveau national (le Top 14) et international (coupe d'Europe : la H Cup).

A l'issue de la saison 2012-2013, le Montpellier Rugby Club est parvenu à atteindre les phases finales du championnat de France et participe de ce fait aux premiers tours de la plus prestigieuse des compétitions européennes.

La réalisation et la maintenance du stade Yves du Manoir et le soutien financier apporté au « Montpellier Rugby Club », dans le respect de la réglementation en vigueur s'inscrivent dans les compétences et l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment concernant la promotion et le soutien des équipes de haut niveau.

Les résultats sportifs de ce club, qui évolue désormais dans l'élite du rugby national et européen, contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Les valeurs de dynamisme, de solidarité et d'efficacité valorisées par les récents succès participent à la promotion de l'agglomération montpelliéraine, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité économique qu'il génère, ce club de haut niveau fédère des énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance au sein de la population de nos Communes membres.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local, national et international, mais aussi afin de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire, de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirage au sort, organisés lors des actions de communication à destination du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité acquérir des places lors des matchs organisés au sein du stade Yves du Manoir.

Afin répondre à cet objectif, les besoins ont été évalués comme suit :

- 30 places en loge;
- 50 « places affaires » ;
- 22 places « officielles » ;
- 10 places « corbeille »;
- 50 places « Twickenham » ;
- 25 places « Eden Park » ;
- 30 places « Ellis Park ».

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs du stade Yves du Manoir mais surtout des téléspectateurs de plus en plus friands de rencontres de rugby de haut niveau, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de notre agglomération de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

Le club résident représenté par la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Rugby Club » au regard de sa notoriété, peut seul répondre aux besoins de la Communauté d'Agglomération vis-à-vis des décideurs locaux à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de rugby.

Conformément à l'article 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat de places, d'abonnements et d'espaces publicitaires avec cette société.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 30 avril 2013, à l'issue de cette procédure, a attribué ce marché à la SASP « Montpellier Rugby Club » pour un montant de 450 330 € T.T.C. pour le 2<sup>me</sup> semestre 2013, correspondant à la saison sportive 2013-2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3336DS13 tel que défini ci-dessus avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Rugby Club » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°3336DS13 et à prendre toute décision relative à son exécution, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°48 : SPORTS – MONTPELLIER HÉRAULT SPORT CLUB - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°3337DS13 DE PRESTATIONS DE SERVICES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :  
Dans le cadre de sa compétence sportive, la Communauté d'Agglomération de Montpellier favorise l'action des clubs sportifs et associations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de l'Agglomération.

Le club sportif « Montpellier Hérault Sport Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du football et il évolue actuellement en championnat de Ligue 1.

A l'issue de la saison 2011-2012, le MHSC a été sacré champion de France de Ligue 1, ce qui lui permet de participer aux compétitions européennes.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui a vocation à intervenir auprès des équipes évoluant au niveau national et international, souhaite être associée aux manifestations organisées par le « Montpellier Hérault Sport Club » dans le cadre de l'élite du football français.

Les résultats de ce club qui évolue dans l'élite du football national et européen contribuent en effet à l'image et au rayonnement du territoire communautaire.

Les valeurs de dynamisme, de solidarité, d'efficacité valorisées par son récent succès participent à la promotion de l'agglomération montpelliéraine, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité économique qu'elle génère, ce club de haut niveau fédère les énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population de nos Communes membres.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois aux niveaux local, national et international, mais aussi afin de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirages au sort organisés lors des actions de communication à destination du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite acquérir des places lors des matchs organisés au sein du Stade de la Mosson « Mondial 98 ».

Afin de répondre à cet objectif, les besoins ont été évalués comme suit :

- 30 places en loge avec prestations ;
- 67 abonnements en tribune présidentielle centrale ;
- 107 abonnements en tribune présidentielle latérale.

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs du Stade de la Mosson « Mondial 98 », mais surtout des téléspectateurs, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de notre agglomération de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs. Le club résident représenté par la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Hérault Sport Club », au regard de sa notoriété et de ses résultats, peut seul répondre aux besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier vis-à-vis des décideurs locaux, à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de football.

Conformément à l'article 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat de places, d'abonnements et d'espaces publicitaires avec cette société.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 30 avril 2013, à l'issue de cette procédure, a attribué ce marché à la Société « Montpellier Hérault Sport Club » pour un montant de 564 525,00 € T.T.C. pour le 2<sup>ème</sup> semestre 2013, correspondant à la saison sportive 2013-2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3336DS13 tel que défini ci-dessus avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Hérault Sport Club » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°3336DS13 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°49 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – AVENANTS N°1 AUX MARCHÉS N°2207 DE FOURNITURES D'UN SERVICE DE LIAISONS PERMANENTES ENTRE DIFFÉRENTS SITES DE L'AGGLOMÉRATION ET DE SERVICES D'ACCÈS INTERNET - AUTORISATION DE SIGNATURE DES AVENANTS**

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Par délibération n°9157 du 27 octobre 2009, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement d'un appel d'offres et la signature du marché n°2207 à bons de commandes décomposé en trois lots :

- lot n°1 : marché n°2207A10 « Fourniture d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de l'Agglomération » avec la société ORANGE BUSINESS SERVICES  
Montant annuel : minimum 100 000 € H.T. / maximum : 190 000 € H.T.  
Ce marché arrive à échéance le 25 mai 2013.
- lot n°2 : marché n°2207B10 « Accès Internet haut débit pour les pépinières d'entreprises » avec la société SFR  
Montant annuel : minimum 20 000 € H.T. / maximum : 80 000 € H.T.  
Ce marché arrive à échéance le 21 mai 2013.
- lot n°3 : marché n°2207C10 « Accès Internet haut débit pour la pépinière d'entreprise Cap Omega » avec la société OVEA  
Montant annuel : minimum 20 000 € H.T. / maximum : 80 000 € H.T.  
Ce marché arrive à échéance le 25 mai 2013.

Ce marché a été relancé, dans le cadre d'une procédure d'appels d'offres ouvert conformément aux articles 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics. Le Conseil Communautaire doit approuver le choix des titulaires et autoriser

la signature des marchés lors de la présente séance. Cependant, les délais d'exécution de création des lignes support pour liaisons permanentes et accès Internet sont habituellement de 8 semaines environ.

En conséquence, afin de ne pas engendrer de coupure totale du réseau informatique inter-sites et des accès Internet fournis aux entreprises hébergées sur les pépinières Cap Alpha et Cap Omega, il est nécessaire de prolonger par avenant les marchés actuels n°2207A10, 2207B10 et 2207C10 d'une durée de 3 mois. Les montants annuels des avenants sont compris entre un minimum et un maximum suivants :

- lot n°1 : minimum 14 000 € H.T. / maximum 26 600 € H.T.
- lot n°2 : minimum 2 800 € H.T. / maximum 11 200 € H.T.
- lot n°3 : minimum 2 800 € H.T. / maximum 11 200 € H.T.

Les nouveaux montants annuels des marchés sont donc :

- lot n°1 : minimum 114 000 € H.T. / maximum 216 600 € H.T.
- lot n°2 : minimum 22 800 € H.T. / maximum 91 200 € H.T.
- lot n°3 : minimum 22 800 € H.T. / maximum 91 200 € H.T.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 30 avril 2013 a donné un avis favorable à ces projets d'avenants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion des avenants de prolongation des marchés n°2207A10 avec la société ORANGE BUSINESS SERVICES, n°2207B10 avec la société SFR et n°207C10 avec la société OVEA,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 920 et 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°50 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – ACHAT DE MATÉRIEL DE QUINCAILLERIE - VISSERIE - ÉCHELLES - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LES COMMUNES DE MONTPELLIER, VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE, JACOU, SAINT-BRÈS, PIGNAN, PRADES LE LEZ, CASTELNAU-LE-LEZ, SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, LE CCAS DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Pour répondre aux besoins recensés concernant le matériel de quincaillerie – visserie – échelles pour le CCAS de Montpellier et les communes de Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone, Jacou, Saint-Brès, Pignan, Prades le Lez, Castelnau le Lez, Saint-Jean-de-Védas et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il apparaît utile :

- de lancer un appel d'offres en vue de conclure des marchés à bons de commande d'une durée d'un an reductibles trois fois par reconduction expresse.. Cet appel d'offres concerne l'achat de matériel de quincaillerie – visserie – échelles.

- de constituer un groupement de commandes, entre la Commune de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les Communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Jacou, Saint-Brès, Pignan, Prades-le-Lez, Castelnau le Lez, Saint-Jean-de-Védas et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Commune de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur.

En application de la convention, objet de la présente délibération, la Commune de Montpellier assure la passation, la signature et la notification des marchés tels que définis ci-dessous.

Ces marchés seront conclus à l'issue d'un appel d'offres ouvert avec publicité européenne conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics. Il sera composé de quatre lots :

### **LOT 1 : Quincaillerie : (estimation annuelle)**

- Commune de Montpellier, montant estimé : 75 000 € H.T.
- Communauté d'Agglomération de Montpellier, montant estimé : 20 000 € H.T.
- CCAS de Montpellier, montant estimé : 11 000 € HT.
- Commune de Castelnau le Lez, montant estimé : 8 000 € H.T.
- Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, montant estimé : 5 000 € H.T.
- Commune de Jacou, le montant estimé sera de 4 000 € H.T.
- Commune de Saint-Jean-de-Védas, montant estimé : 6 000 € H.T.
- Commune de Pignan, le montant estimé sera de 10 000 € H.T.
- Commune de Prades-le-Lez, montant estimé : 4 000 € H.T.
- Commune de Saint-Brès, ne participent pas à ce lot.

### **LOT 2 : Quincaillerie Alu : (estimation annuelle)**

- Commune de Montpellier, montant estimé : 17 500 € H.T.
- CCAS de Montpellier, montant estimé : 11 000 € HT.
- Communauté d'Agglomération de Montpellier, montant estimé : 10 000 € H.T.
- Commune de Pignan, montant estimé : 2 000 € H.T.
- Commune de Saint-Brès, montant estimé : 2 000 € HT.



- Communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Jacou, Castelnaud le Lez, Prades le Lez, Saint-Jean-de-Védas ne participent pas à ce lot.

**LOT 3 : Visserie Boulonnerie :** (estimation annuelle)

- Commune de Montpellier, montant estimé : 12 500 € H.T.
- Communauté d'Agglomération de Montpellier, montant estimé : 20 000 € H.T.
- CCAS de Montpellier, montant estimé : 11 000 € H.T.
- Commune de Castelnaud le lez, montant estimé : 2 000 € H.T.
- Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, montant estimé : 3 000 € H.T.
- Commune de Jacou, montant estimé : 3 000 € H.T.
- Commune de Saint-Jean-de-Védas, le montant estimé : 1 500 € H.T.
- Commune de Pignan, montant estimé : 2 000 € H.T.
- Commune de Prades le lez, montant estimé : 4 000 € H.T.
- Commune de Saint-Brès, montant estimé : 1 000 € H.T.

**LOT 4 : Echelles :** (estimation annuelle)

- Commune de Montpellier, montant estimé : 17 500 € H.T.
- Communauté d'Agglomération de Montpellier, montant estimé : 10 000 € H.T.
- Commune de Saint-Jean-de-Védas, montant estimé : 1 000 € H.T.
- Commune de Pignan, montant estimé : 1 500 € H.T.
- Commune de Prades le lez, montant estimé : 2 000 € H.T.
- Le CCAS de Montpellier, les Communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Jacou, Castelnaud le Lez et Saint-Brès ne participent pas à ce lot.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le Groupement de Commandes à lancer un appel d'offres ;
- autoriser la conclusion de la convention de groupement de commandes avec la Commune de Montpellier, le CCAS de Montpellier, la Communauté d'Agglomération et les Communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Jacou, Saint-Brès, Saint-Jean-de-Védas, Castelnaud le Lez, Prades le Lez et Pignan, convention aux termes de laquelle les Communes précitées et la Communauté d'Agglomération de Montpellier délèguent à la Commune de Montpellier la passation, la signature et la notification des marchés tels que définis ci-dessus, la Commission d'appel d'offres de la Commune de Montpellier étant désignée à ce titre comme commission d'appel d'offres du groupement ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°51 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°2203A10 DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN DES LOCAUX ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Par délibération du 03 juillet 2009, les marchés de nettoyage et d'entretien des locaux administratifs de la Communauté d'Agglomération des Maisons d'Agglomération et du Service Funéraire de Montpellier Agglomération ont été renouvelés avec la Société Sud Service.

Les prestations sont effectuées selon un planning optimisé en fonction de l'occupation des bureaux et espaces communs par les agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la fréquentation du public.

Afin de prendre en compte les modifications de surface, les modifications des prestations liées au changement de la nature des sols (moquette remplacée par sol souple PVC) ainsi que des nouvelles modalités d'application de pénalité de retard, un avenant n°1 au marché n°2203A10 est nécessaire.

1/ Modification de surface : nettoyage de nouveaux locaux ; immeuble Coupole Sud, au 3<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> étage pour un total de 370 m<sup>2</sup> et pour un montant de 487,58 € H.T. par mois soit + 4 875,80€ H.T. pour le présent avenant (du 1<sup>er</sup> juillet 2013 à fin avril 2014).

2/ Pavillon Junon – Salle Pelloutier : à partir du 1<sup>er</sup> juin 2013 et jusqu'à la fin du présent marché, la salle de réunion F. Pelloutier et ses sanitaires devront être traités à la demande. Le présent avenant prévoit 20 prestations. Elles seront déclenchées selon les besoins par bons de commande ponctuels : 160€ H.T. par prestation, soit +3 200 € H.T. par an.

3/ Diminution de la superficie des sols de type moquette sur les Pavillons Zeus et Coupole Sud : La prestation trimestrielle spécifique de shampoing de moquette initiale a été calculée sur la base de 3 500 m<sup>2</sup> à traiter. Au 1<sup>er</sup> juin 2013, suite au remplacement de sol moquette par du sol souple, les sols de type moquette ne représentent plus qu'une superficie de 1 110 m<sup>2</sup>. Le coût de la prestation shampoing doit donc être revu à la baisse. Le montant initial est de 1 860€ H.T. par an, il est ramené à 400 € H.T. par an, soit une diminution du marché initial de - 1 460 € H.T. par an.

4/ Pavillon Junon – 1<sup>er</sup> étage : à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2013 et jusqu'à la fin du présent marché, les nouveaux



bureaux, salles de réunion, sanitaires et circulations devront être traités : 1170,18€ H.T. par mois soit + 9 361,44€ H.T. pour le présent avenant.

5/ Modalités de règlement en cas de non réalisation de prestations périodiques dans les délais:

En cas de non réalisation ou de réalisation partielle des prestations dans les délais fixés et en l'absence d'accord de la Direction maître d'ouvrage concernant un éventuel report, les montants correspondants à ces prestations non réalisées ou partiellement réalisées seront déduits mensuellement de la facture présentée par Sud Service, jusqu'à réalisation de la dite prestation.

Ces modalités de règlement complètent le dispositif des pénalités établi dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

L'incidence financière de l'avenant n°1 ci-dessus exposé représente une augmentation de 15 977,24 € HT. soit 10,68% du montant du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au marché n°2203A10 de nettoyage et d'entretien des locaux Administratifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°52 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE - AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°3022RI12 PORTANT DES PRÉCISIONS SUR LA VENTILATION DES MISSIONS TÉMOIN - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Par délibération n°10654 du 29 février 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté son Schéma Directeur d'Aménagement Numérique pour la période de 2012 à 2016 inclus. Ce projet comprend :

- le raccordement des sites publics de Montpellier Agglomération ;
- le développement de nouveaux services permettant d'offrir aux organismes intéressés et aux opérateurs l'accès à de nouvelles technologies et le développement des services ;
- le fibrage des Zones d'Activités ;
- le raccordement des entreprises sur des points de présence opérateurs.

Pour mener à bien ces ambitions, par délibération n°11012 du 19 juillet 2012, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement d'un appel d'offres et la signature du marché de maîtrise d'œuvre n°3022RI12 à bons de commande «Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique» avec la société LM INGENIERIE. L'objet de ce marché consiste à choisir un maître d'œuvre pour, notamment :

- assurer la réalisation des avant-projets sommaires et définitifs des tracés du réseau Très Haut Débit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- aider la collectivité dans le choix des entreprises de travaux ;
- suivre les différents chantiers.

Afin d'améliorer la gestion financière de ce marché, il convient d'apporter des précisions sur la ventilation des missions témoin au niveau du Bordereau des Prix unitaires relatif aux missions témoins de la loi MOP. Cet avenant n'aura aucune incidence financière sur le marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché n°3022RI12 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant au marché n°3022RI12 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°53 : HORS COMMISSION – SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE GARRIGUES-CAMPAGNE - REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ELECTION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Syndicat Intercommunal de Garrigues Campagne assure la production et l'exploitation des réseaux de distribution d'eau potable en lieu et place des Communes d'Assas, Clapiers, Saint-Drézéry, Baillargues, Fontanès, Saint-Geniès des Mourgues, Beaulieu, Galargues, Saint Hilaire de Beauvoir, Boisseron, Garrigues, Saint Jean de Cornies, Buzignargues, Guzargues, Saint Vincent de Barbeyrargues, Campagne, Montaud, Sainte Croix de Quintillargues, Castelnau le Lez Restinclières, Saussines, Castries, Saint Bauzille de Montmel et Teyran.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, la compétence « Eau potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009.

Par délibération n°9388 du Conseil de Communauté du 12 février 2010, le Conseil de Communauté a procédé à l'élection de 18 délégués :

- Louis Pouget
- Alain Soulier,
- Arnaud Moynier,
- Marie-Paule Duserre,
- Jean-Pierre Grand,
- Frédéric Lafforgue,
- Gilbert Pastor,
- Serge Escuret,
- Michel Chastaing,
- Thierry Noël,
- Joël Combettes,
- Joël Raymond,
- Jean-Pierre Coulet,
- Christian Cathomen,
- Jean-Philippe Dacheux,
- Fanny Jean,
- Yvon Pellet,
- Anne-Marie Arquillière.

En application de l'arrêté préfectoral n°2013-1-481 du 6 mars 2013 modifiant la répartition des sièges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Commune de Castelnau le Lez dispose désormais de 4 délégués. Ils ont été élus par délibération du Conseil Municipal de Castelnau le Lez le 4 avril 2013. M. Jean-Pierre Grand n'étant plus Conseiller Communautaire, il est demandé au Conseil de bien vouloir procéder à l'élection d'un nouveau représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Syndicat intercommunal de Garrigues-Campagne.

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération peut élire un conseiller municipal non membre du Conseil Communautaire.

Monsieur le Président propose la candidature de M. Jean-Pierre Grand.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'assemblée.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret.

Premier tour de scrutin :

Présents : 85

Votants : 75

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 0

Suffrages exprimés : 75

Majorité absolue : 38

Monsieur Pierre Dudieuzère obtient 2 suffrages.

Monsieur Jean-Pierre Grand remporte 73 suffrages et est donc élu.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Syndicat Intercommunal de Garrigues Campagne sont :

- Louis Pouget
- Alain Soulier,
- Arnaud Moynier,
- Marie-Paule Duserre,
- Jean-Pierre Grand,
- Frédéric Lafforgue,
- Gilbert Pastor,
- Serge Escuret,
- Michel Chastaing,
- Thierry Noël,
- Joël Combettes,
- Joël Raymond,
- Jean-Pierre Coulet,
- Christian Cathomen,
- Jean-Philippe Dacheux,
- Fanny Jean,
- Yvon Pellet,
- Anne-Marie Arquillière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner M. Jean-Pierre Grand conformément au résultat de l'élection d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Syndicat intercommunal de Garrigues-Campagne,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif

à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°54 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE TAM - MODIFICATIONS STATUTAIRES - AUTORISATION ACCORDÉE AU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SAEML TaM au capital social de 4 286 000 euros. Elle détient 27,79% du capital, soit 9 530 actions et occupe 4 postes sur 16 au Conseil d'Administration de la société.

La société TaM a pour objet l'exploitation des services de transport public, la réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, d'ouvrages sur voirie, notamment en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre ; parallèlement elle peut effectuer la mise à disposition de cycles motorisés ou non à destination du public ; la société intervient aussi dans le cadre de la réalisation et la gestion d'ouvrages publics ou privés de stationnement.

Complémentairement à ces activités, la société TAM souhaiterait commercialiser des objets promotionnels, notamment liés aux lignes de Tramway du réseau de l'Agglomération de Montpellier (type stylos, maquettes miniatures, draps de plages, bobs...). Il est donc envisagé d'étendre son objet social.

Aussi, la société propose la réunion d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet de voter la modification de l'article 2 des statuts relatif à l'extension de son objet social.

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires telle que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : « A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser son représentant aux assemblées générales, Monsieur Robert Subra, à voter en faveur de ces modifications statutaires,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°55 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - CLE SAGE - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT - MODIFICATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Commission Locale de l'Eau élabore et révisé le Schéma d'Aménagement de Gestion de l'Eau. La Communauté d'Agglomération dispose de cinq représentants à la Cle-Sage qui ont été désignés par délibérations n°8879 et 11270 des Conseils de Communauté du 26 mai 2009 et du 28 novembre 2012 :

- J.-P. Moure
- A. Siviéude
- J. Martinier
- R. Caizergues
- J.-P. Grand

En application de l'arrêté préfectoral n°2013-1-481 du 6 mars 2013 modifiant la répartition des sièges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Commune de Castelnau le Lez dispose désormais de 4 délégués. Ils ont été élus par délibération du Conseil Municipal de Castelnau le Lez le 4 avril 2013. M. Jean-Pierre Grand n'étant plus Conseiller Communautaire, il est demandé au Conseil de bien vouloir procéder en son sein, à l'élection d'un nouveau représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de La Commission Locale de l'Eau.

A cet effet, il est proposé à l'assemblée, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée, conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A l'unanimité, le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de M. Thierry Dewintre.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas voter au scrutin secret dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code

Général des Collectivités Territoriales,  
 - désigner M. Thierry Dewintre, représentant de la Communauté d'Agglomération à CLE-SAGE en remplacement de M. Jean-Pierre GRAND,  
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.  
 Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°56 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ - DÉSIGNATION DES ÉLUS - MODIFICATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :  
 En application de l'arrêté préfectoral n°2013-1-481 du 6 mars 2013 modifiant la répartition des sièges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, quatre Conseillers Communautaires représentant la Commune de Castelnau le Lez et deux Conseillers Communautaires représentant la Commune de Grabels ont été désignés par les conseils municipaux de ces Communes membres par délibérations respectives du 4 avril 2013 et du 26 mars 2013.  
 Par ailleurs plusieurs élus désignés par les Maires ont démissionné de leurs fonctions au sein du Conseil Municipal : Nancy Fermaud (Prades le Lez), M. Frédéric Adjadj (Saint Georges d'Orques), Mme Chantal Lutz (Saint-Brès), Certains élus, désignés par les maires ne souhaitent plus être membres des Commissions : M. Jean-Marie Corp (Cournonsec), Mmes Joëlle Rambaud (Prades le Lez), Mme Sophie Lafine (Murviel les Montpellier), M. Jean-Louis Clerc (Vendargues).  
 Enfin, Mme Graziella Evouna Nguema (Saint George d'Orques) souhaite, en accord avec le maire de cette commune, participer à la Commission Eau et Assainissement.  
 La composition des Commissions est donc modifiée comme suit :

### **COMMISSION ARTISANAT, COMMERCE, MARCHE D'INTERET NATIONAL**

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Gabrielle DELONCLE : Présidente déléguée</b>	
<b>Alain ZYLBERMAN : Président délégué suppléant</b>	
Hubert ALLOUCHE	Marc GERVAIS
Rosy BUONO	Noël SEGURA
Thierry DEWINTRE	Robert SUBRA
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Bernadette BRISARD (Clapiers)	Eliane MARTIN (Lattes)
Ghislaine CONSTANS (Cournonsec)	Frédéric MENON (Saint Georges D'Orques)
Gilles DEMONTOUX (Cournonsec)	Brigitte PAU (Le Crès)
Sylvianne DURAND (Lavérune)	Eric PETIT (Saint-Jean-de-Védas)
Séverine LECOESTER (Saint-Brès)	Jean-Paul SIMO (Castelnau le Lez)
Denis LLORIA (Villeneuve-lès-Maguelone)	

# COMMISSION EAU ET ASSAINISSEMENT

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Louis POUGET : Président délégué</b>	
<b>Josette CLAVERIE : Présidente déléguée suppléante</b>	
Jean-Marc ALAUZET	Michel LANDIER
François ANDREU	Michel LENTHERIC
Alain BARRANDON	Jean-Marc LUSSERT
Roger CAIZERGUES	Jacques MARTINIER
Michelle CASSAR	Nadia MIRAOU
Pierre COMBETTES	Christian QUIOT
Jean-Pierre COULET	<b>René REVOL</b>
Pierre DUDIEUZERE	Noël SEGURA
Serge FLEURENCE	Adrien SIVIEUDE
Michel FRAYSSE	Robert SUBRA
Jackie GALABRUN-BOULBES	
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Salvador ALEMANY (Cournonsec)	Jean-Paul HUBERMAN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Bruno BARDY (Le Crès)	Frédéric LAFFORGUE (Castelnau le Lez)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	Philippe LENOIR (Lavérune)
<del>Richard CAMPOS (Grabels)</del>	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Christian CATHOMEN (Restinclières)	Jean-Marie LE ROLLE (Saint-Brès)
Michel CHASTAING (Clapiers)	Gilles NURIT (Cournonsec)
Jean-Philippe DACHEUX (Saint-Drézéry)	Patrick POITEVIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Carole DONADA (Lattes)	Joël RAYMOND (Montaud)
<b>Graziella EVOUNA NGUEMA ( Saint Georges d'Orques)</b>	Marc ROUDIL (Saint-Brès)
Jean- Paul FINART (Vendargues)	Thierry RUF (Jacou)
Bruno FLACHER (Grabels)	Gérard VALLS (Sussargues)
Danièle GOMEZ (Saint-Jean-de-Védas)	

## COMMISSION COMMUNICATION

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Alain BARRANDON : Président délégué</b>	
Annie BENEZECH	Jean-Luc MEISSONNIER
Nicole BIGAS	Cyril MEUNIER
Jackie GALABRUN-BOULBES	Noël SEGURA
Jacques MARTIN	
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Jean-Michel ANDRE	Pierre-Yves HERVET (Lavérune)
<del>Frédéric ADJADJ (Saint Georges d'Orques)</del>	Marie-Jean JAMOT (Saint Georges d'Orques)
Marie-France AUDRAN (Vendargues)	Guy LAURET (Vendargues)
Olivier BINET (Saint-Drézéry)	Eliane LLORET (Sussargues)
Josette BOUSQUET (Cournonsec)	Olivier MALAFOSSE (Saint-Brès)
Bernadette BRISARD (Clapiers)	Thierry PERRIER (Baillargues)
Joëlle DROUIN (Pérols)	Florence PLAYS (Juvignac)
Guy EL FASSY (Pérols)	Patrick POITEVIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Olivier GIRAUDEAU (Saint-Brès)	Laurent PUIGSEGUR (Jacou)
Dominique GRANDIN (Saint-Brès)	Joseph RODRIGUEZ (Saint-Brès)

## COMMISSION CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Pierre MAUREL : Président délégué</b>	
<b>René REVOL : Président délégué suppléant</b>	
Jean-Marc ALAUZET	Jean-Louis GELY
Michel ASLANIAN	Jean-Marie LEGOUGE
Pierre BONNAL	Jacques MARTIN
Jean-Pierre COULET	Noël SEGURA
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Salvador ALEMANY (Cournonsec)	Gilles CUSIN (Murviel-les-Montpellier)
Patricia BERNARD (Grabels)	Jean OUSSET (Juvignac)

## COMMISSION COPROPRIETES

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Pierre DUDIEUZERE : Président délégué</b>	
<b>Roger CAIZERGUES : Président délégué suppléant</b>	
Amina BEN OUARGHA-JAFFIOL	Noël SEGURA
Pierre COMBETTES	
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Jean-Pierre CHARTIER (Cournonsec)	Patrick POITEVIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Evelyne LABORDE (Juvignac)	Nicole RENARD (Jacou)

# COMMISSION CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Nicole BIGAS : Présidente déléguée</b>	
<b>Thierry BREYSSE : Président délégué suppléant</b>	
Frédéric ARAGON	Michel LANDIER
Alain BARRANDON	Jean-Marie LEGOUGE
Eva BECCARIA	Richard MAILHE
Sophie BONIFACE-PASCAL	Jacques MARTIN
Agnès BOYER	Jacques MARTINIER
Josette CLAVERIE	Cyril MEUNIER
Magalie COUVERT	Gilbert PASTOR
Perla DANAN	<b>René REVOL</b>
Michaël DELAFOSSE	Noël SEGURA
Christiane FOURTEAU	Cédric SUDRES
Régis JOUVE	Philippe THINES
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Nadine ALART (Jacou)	<del>Sophie LAFINE (Murviel les-Montpellier)</del>
Dominique ARTIGAU (Le Crès)	Séverine LECOESTER (Saint-Brès)
Marie-Christine BARBASTE (Montferrier-sur-Lez)	Christian LE PEUCH (Murviel les Montpellier)
Nancy CHAMUSSY (Grabels)	Eliane LLORET (Sussargues)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Brigitte MIAS (Clapiers)
Hélène COTTE-DUNAND (Lattes)	Pierre NICOLAS (Saint Georges d'Orques)
Patricia DELEUIL (Lattes)	Marie-Laure OMS (Saint-Jean-de-Védas)
Guy EL FASSY (Pérols)	Yves PIGNOL (Saint-Jean-de-Védas)
René ESCUDIE (Cournonsec)	Serge PRIVAT (Cournonterral)
Pascal FILIPPI (Villeneuve-lès-Maguelone)	Nicole ROCCHI (Baillargues)
Dély FRAISSE (Lavérune)	Joseph RODRIGUEZ (Saint-Brès)
Murielle GAILLET (Le Crès)	Mia ROMERO (Juvignac)
Daniel GREPINET (Castelnau le Lez)	Martine ROUJON (Saint-Brès)
Cathy ITIER (Vendargues)	Régine SALLES (Vendargues)
Patricia MELLINAS (Saint-Brès)	Catherine SAUVEUR (Prades le lez)

**COMMISSION DEVELOPPEMENT DURABLE,  
ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS**

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Jean-Luc MEISSONNIER : Président délégué</b>	
<b>Jean-Louis GELY : Président délégué suppléant</b>	
Francis ANDREU	Jean-Marc LUSSERT
<b>Thierry AUFRANC</b>	Jacques MARTINIER
Alain BARRANDON	Christophe MORALES
Annie BENEZECH	Arnaud MOYNIER
Roger CAIZERGUES	Michel PASSET
Renaud CALVAT	Louis POUGET
Marlène CASTRE	<b>René REVOL</b>
Pierre COMBETTES	Philippe SAUREL
Michaël DELAFOSSE	Noël SEGURA
Jackie GALABRUN-BOULBES	Robert SUBRA
Laurent JAOUL	Frédéric TSITSONIS
Régis JOUVE	Alain ZYLBERMAN
Catherine LABROUSSE	
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Dominique ARTIGAU (Le Crès)	Danièle GOMEZ (Saint-Jean-de-Védas)
Thierry AUFRANC (Grabels)	Patricia JOUD (Sussargues)
Philippe BELTRA (Prades le Lez)	Frédéric LAFFORGUE (Castelnau le Lez)
Monique BORNE (Pérols)	Loïc LE BLEVEC (Saint-Drézéry)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Jean-Marie LE ROLLE (Saint-Brès)
Gérard CARBONELL (Le Crès)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Jean-Louis CLERC (Vendargues)	Françis MILOSZYK (Le Crès)
Gilles CUSIN (Murviel lès Montpellier)	Thierry NOEL (Clapiers)
Carole DONADA (Lattes)	Paloma PERVENT (Lavérune)
René ESCUDIE (Cournonsec)	Marc PISCOT (Cournonsec)
Graziella EVOUNA NGUEMA (Saint Georges d'Orques)	Patrick POITEVIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Eliane GAUZY-CHABLE (Juvignac)	



## COMMISSION ECOLOTHEQUE

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Claudine TROADEC-ROBERT : Présidente déléguée</b>	
<b>Jean-Marc LUSSERT : Président délégué suppléant</b>	
Josette CLAVERIE	Cédric SUDRES
Michaël DELAFOSSE	Patrick VIGNAL
Jean-Marie LEGOUGE	
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Joëlle ALIAGA (Jacou)	Yves GIL (Villeneuve-lès-Maguelone)
Eliette AMICO (Le Crès)	Jean-Marie LE ROLLE (Saint-Brès)
Dominique ARTIGAU (Le Crès)	Thierry NOEL (Clapiers)
Simone BESSIERES (Prades le Lez)	Paloma PERVENT (Lavérune)
Olivier BINET (Saint-Drézéry)	Marc PISCOT (Cournonsec)
Claire CATHALA (Saint-Jean-de-Védas)	Nicole PLANCKE (Lattes)
Sandrine GAUBE (Le Crès)	Arlette VESSIOT (Saint-Jean-de-Védas)
Eliane GAUZY-CHABLE (Juvignac)	

## COMMISSION ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Yvon PELLET : Président délégué</b>	
<b>Jean-François AUDRIN : Président délégué suppléant</b>	
<b>Pierre COMBETTES : Président délégué suppléant</b>	
Francis ANDREU	Marc GERVAIS
Michel ASLANIAN	Laurent JAOUL
Alain BARRANDON	Catherine LABROUSSE
Philippe CHASSING	Jacques MARTINIER
Josette CLAVERIE	Jean-Luc MEISSONNIER
Pierre DUDIEUZERE	Arnaud MOYNIER
Michel FRAYSSE	<b>René REVOL</b>
Jackie GALABRUN-BOULBES	Noël SEGURA
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Jacques ARLERY (Jacou)	Michel GINER (Lavérune)
Anne AUBRY (Saint-Drézéry)	Gisèle GUILLIMIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Laurent BASTIDE (Saint Génies des Mourgues)	Olivier GUITTARD (Sussargues)
Servane BESSOLES (Clapiers)	Kaki JANIN (Castris)
Maxime CHAVANCE (Le Crès)	Sylvie JAUMES (Saint-Brès)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Guy LAURET (Vendargues)
<b>Jean-Pierre DIVET (Grabels)</b>	Pierre NICOLAS (Saint Georges d'Orques)
Carole DONADA (Lattes)	Gilles NURIT (Cournonsec)
Lise FONS VINCENT (Juvignac)	Jean-Marie REBOUL (Le Crès)
Trinité FRANCES (Cournonterral)	Régis SUDRE (Murviel lès Montpellier)

# COMMISSION ENVIRONNEMENT

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Christian VALETTE : Président délégué</b>	
<b>Jackie GALABRUN-BOULBES : Présidente déléguée suppléante</b>	
<b>Thierry AUFRANC (Grabels)</b>	Régis JOUVE
Francis ANDREU	Michel LANDIER
Alain BARRANDON	Jacques MARTINIER
Annie BENEZECH	Michel PASSET
Michelle CASSAR	Gilbert PASTOR
Pierre COMBETTES	<del>René REVOL</del>
Serge FLEURENCE	Noël SEGURA
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Joëlle ALIAGA (Jacou)	Rachid KHENFOUF (Prades le Lez)
Dominique ARTIGAU (Le Crès)	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Bruno BARDY (Le Crès)	Jean-Marie LE ROLLE (Saint-Brès)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Lionel MARIN (Le Crès)
Gérard CARBONELL (Le Crès)	Gilles NURIT (Cournonsec)
Jean-Louis CLERC (Vendargues)	Jean-Louis PAGES (Grabels)
Guy COMBE (Juvignac)	Franck PASTOR (Saint Georges d'Orques)
Carole DONADA (Lattes)	Paloma PERVENT (Lavérune)
Gilles DUTAU (Clapiers)	Marc PISCOT (Cournonsec)
Patricia JOUD (Sussargues)	Joël RAYMOND (Montaud)

# COMMISSION FINANCES

**Jean-Pierre MOURE : Président**

**Thierry BREYSSE : Président délégué**

**Michel FRAYSSE : Président délégué suppléant**

Jean-François AUDRIN	Catherine LABROUSSE
<b>Thierry AUFRANC</b>	Michel LANDIER
Alain BARRANDON	Jean-Marie LEGOUGE
Françoise BERGER	Max LEVITA
Pierre BONNAL	Jean-Marc LUSSERT
Roger CAIZERGUES	Hélène MANDROUX
Renaud CALVAT	Jacques MARTINIER
Michelle CASSAR	Pierre MAUREL
Pierre COMBETTES	Jean-Luc MEISSONNIER
Jean-Pierre COULET	Cyril MEUNIER
Magalie COUVERT	Arnaud MOYNIER
Thierry DEWINTRE	Gilbert PASTOR
Pierre DUDIEUZERE	Yvon PELLET
Jackie GALABRUN-BOULBES	Christian QUIOT
<del>Jean-Pierre GRAND</del>	<b>René REVOL</b>
Isabelle GUIRAUD	Danièle SANTONJA
Laurent JAOUL	Noël SEGURA
Bernard JEAN	Christian VALETTE
<b>Représentants des Communes membres</b>	
<del>Thierry AUFRANC (Grabels)</del>	France GABORIT (Clapiers)
André BARBE (Restinclières)	Jean-Jacques LAGET (Lavérune)
Jacques BATTIVELLI (Lattes)	Philippe MARTY (Baillargues)
Valérie BESSIERES (Prades le Lez)	Jean OUSSET (Juvignac)
Bernard BONIFACE (Cournonsec)	Nadine RUIZ (Vendargues)
Josette BOUSQUET (Cournonsec)	Pierre SEMAT (Villeneuve-lès-Maguelone)
Renaud CALVAT (Jacou)	Anne-Gaël VACHERET (Saint-Drézéry)
Robert CARMONA (Saint Georges d'Orques)	Catherine VALETTE-LEBEAU (Prades le Lez)
Jean-Louis CLERC (Vendargues)	Gérard VALLS (Sussargues)
Sylvie COULON (Jacou)	Philippe VILLEMUS (Cournonsec)
Magalie DELARUE (Le Crès)	

## COMMISSION INNOVATION

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Michel ASLANIAN : Président délégué</b>	
<b>: Président délégué suppléant</b>	
Amina BEN OUARGHA-JAFFIOL	Régis JOUVE
Nicole BIGAS	Eric PASTOR
Christian BOUILLE	Gilbert PASTOR
Renaud CALVAT	Noël SEGURA
Bernard JEAN	
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Sarah ANTONICELLI (Cournonsec)	Sylvain LAMPEL (Saint-Brès)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Ludovic CASTAGNEDOLI (Clapiers)	Eric PETIT (Saint-Jean-de-Védas)
Guy COMBE (Juvignac)	Nadine RUIZ (Vendargues)
Magalie DELARUE (Le Crès)	Cécile VEILLON (Vendargues)

## COMMISSION INSERTION PAR L'ECONOMIQUE

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM : Présidente déléguée</b>	
<b>Christian BOUILLE : Président délégué suppléant</b>	
Amina BEN OUARGHA-JAFFIOL	Pierrette MIENVILLE
Pierre DUDIEUZERE	Hélène QVISTGAARD
Christiane FOURTEAU	<b>René REVOL</b>
Laurent JAOUL	Noël SEGURA
Richard MAILHE	
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Teddy ABOULAFIA (Prades le Lez)	Dung LE N'GUYEN (Juvignac)
Xavier BERTAUD (Sussargues)	Eliane MARTIN (Lattes)
Rosa BOUISRI (Saint-Brès)	Myriam MOUCHEBOEUF (Castries)
Isabelle BREDIA (Cournonsec)	Marie NAVARRO (Vendargues)
Florence DONATIEN-GARNICA (Villeneuve-lès-Maguelone)	Maryèle RIZZOLI (Le Crès)
Véronique IRIGOYEMBORDE (Le Crès)	Gérard ROLLAND (Clapiers)
Claire JABADO (Grabels)	Ridà SALHI (Murviel lès Montpellier)

# COMMISSION LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Cyril MEUNIER : Président délégué</b>	
<b>Philippe SAUREL : Président délégué suppléant</b>	
Roger CAIZERGUES	Jacques MARTINIER
Michelle CASSAR	<b>René REVOL</b>
Serge FLEURENCE	Noël SEGURA
Michel FRAYSSE	Adrien SIVIEUDE
Michel LANDIER	Cédric SUDRES
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Salvador ALEMANY (Cournonsec)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Jean-Louis PAGES (Grabels)
Gérard CARBONELL (Le Crès)	Eric PAUL (Juvignac)
Michel CHASTAING (Clapiers)	François PETIT (Lavérune)
Luc CLAPAREDE (Pérols)	Marc PISCOT (Cournonsec)
Hubert FABRITIUS (Baillargues)	Joël RAYMOND (Montaud)
Alain FAUCHARD (Fabrègues)	Josy SCHWARTZ (Saint-Brès)
Jean-Paul FINART (Vendargues)	Régis SUDRE (Murviel lès Montpellier)
Danièle GOMEZ (Saint-Jean-de-Védas)	

**COMMISSION MONTPELLIER MEDITERRANEE  
TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI**

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Gilbert PASTOR : Président délégué</b>	
<b>Gabrielle DELONCLE : Présidente déléguée suppléante</b>	
Hubert ALLOUCHE	Jean-Marc LUSSERT
Michel ASLANIAN	Jacques MARTINIER
Rosy BUONO	Pierrette MIENVILLE
Michelle CASSAR	Arnaud MOYNIER
Perla DANAN	Eric PASTOR
Thierry DEWINTRE	<b>René REVOL</b>
Marc DUFOUR	Noël SEGURA
Marc GERVAIS	Cédric SUDRES
Bernard JEAN	Alain ZYLBERMAN
Laurent JAOUL	
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Marie-France AUDRAN (Vendargues)	René GAZZO (Pérols)
Robert BONA (Vendargues)	Philippe GRANGE (Saint Georges d'Orques)
Rosa BOUISRI (Saint-Brès)	Christian LE PEUCH (Murviel les Montpellier)
Norbert BOUZEREAU (Cournonsec)	Denis LLORIA (Villeneuve-lès-Maguelone)
Bernadette BRISARD (Clapiers)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Richard CAMPOS (Grabels)	Eliane MARTIN (Lattes)
Magalie DELARUE (Le Crès)	Eric PETIT (Saint-Jean-de-Védas)
Sylvianne DURAND (Lavérune)	Maryèle RIZZOLI (Le Crès)
Jean-Paul FINART (Vendargues)	Jean-Paul SIMO (Castelnau le Lez)
Dominique GRANDIN (Saint-Brès)	Philippe VILLEMUS (Cournonsec)

**COMMISSION PERSONNEL**

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Pierre BONNAL : Président délégué</b>	
<b>Alain BARRANDON : Président délégué suppléant</b>	
Rosy BUONO	Louis POUGET
Jean-Pierre COULET	Christian QUIOT
Richard MAILHE	Noël SEGURA
Hélène MANDROUX	Robert SUBRA
<b>Représentants des Communes membres</b>	
André BARBE (Restinclières)	France GABORIT (Clapiers)
Bernard BONIFACE (Cournonsec)	Michel GINER (Lavérune)
Robert CARMONA (Saint Georges d'Orques)	Marie MOULIN (Jacou)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Jean OUSSET (Juvignac)

# COMMISSION POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Hervé MARTIN : Président délégué</b>	
<b>Louis POUGET : Président délégué suppléant</b>	
<b>Jean-Marc LUSSERT : Président délégué suppléant</b>	
Brahim ABBOU	Laurent JAOUL
Eva BECCARIA	Régis JOUVE
Amina BEN OUARGHA-JAFFIOL	Michel LANDIER
Christian BOUILLE	Michel LENTHERIC
Rosy BUONO	Jacques MARTINIER
Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM	Nadia MIRAoui
Magalie COUVERT	Gilbert PASTOR
Pierre DUDIEUZERE	Hélène QVISTGAARD
Jackie GALABRUN-BOULBES	Noël SEGURA
Jean-Louis GELY	Claudine TROADEC-ROBERT
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Monique BORNE (Pérols)	Philippe LENOIR (Lavérune)
Rosa BOUISRI (Saint-Brès)	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Isabelle BREDa (Cournonsec)	Jean-Pierre MEZY (Clapiers)
Joël CANTIE (Saint-Brès)	François MILLE (Saint Georges d'Orques)
Florence DONATIEN GARNICA (Villeneuve-lès-Maguelone)	François MILOSZYK (Le Crès)
Jean GUERRIERI (Vendargues)	Philippe PANEL (Prades le Lez)
Régine ILLAIRE (Cournonsec)	Rémi PANIS (Le Crès)
Claude JENNEPIN (Jacou)	Josy SCHWARTZ (Saint-Brès)
Patricia JOUD (Sussargues)	Arlette VESSIOT (Saint-Jean-de-Védas)
Loïc LE BLEVEC (Saint-Drézéry)	

## COMMISSION PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIERE ANIMALE

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Danièle SANTONJA : Présidente déléguée</b>	
<b>Jean-François AUDRIN, Jean-Pierre COULET : Présidents délégués suppléants</b>	
Annie BENEZECH	Jacques MARTINIER
Françoise BERGER	Noël SEGURA
Rosy BUONO	Régine SOUCHE
Josette CLAVERIE	
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Salvador ALEMANY (Cournonsec)	Gabrielle CROUZIL (Clapiers)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Sonia DUVAL (Le Crès)
Ghislaine CONSTANS (Cournonsec)	

# COMMISSION RELATIONS INTERNATIONALES

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Alain ZYLBERMAN : Président délégué</b>	
<b>Frédéric ARAGON : Président délégué suppléant</b>	
Brahim ABBOU	Max LEVITA
Michel ASLANIAN	Jacques MARTIN
Eva BECCARIA	Cyril MEUNIER
Nicole BIGAS	Pierrette MIENVILLE
Agnès BOYER	Françoise PRUNIER
Renaud CALVAT	Hélène QVISTGAARD
Josette CLAVERIE	<b>René REVOL</b>
Magalie COUVERT	Noël SEGURA
Gabrielle DELONCLE	Philippe THINES
Régis JOUVE	Jacques TOUCHON
Jean-Marie LEGOUGE	
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Jean-Michel ANDRE	Philippe GRANERO (Castries)
Josette BOUSQUET (Cournonsec)	Séverine LECOSTER (Saint-Brès)
Bernadette BRISARD (Clapiers)	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Michel CAPRON (Juvignac)	<del>Chantal LUTZ (Saint-Brès)</del>
<del>Jean-Louis CLERC (Vendargues)</del>	Saïd MOUNIME (Grabels)
Nathalie ESTRADE (Saint Georges d'Orques)	Pierre NICOLAS (Saint Georges d'Orques)
Michèle GARCIA (Vendargues)	Philippe VILLEMUS (Cournonsec)
Dominique GRANDIN (Saint-Brès)	



# COMMISSION SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE ET GERONTOPOLE

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Pierrette MIENVILLE : Président délégué</b>	
<b>Françoise BERGER : Présidente déléguée suppléante</b>	
Rosy BUONO	Cyril MEUNIER
Philippe CHASSING	Eric PASTOR
Magalie COUVERT	<b>René REVOL</b>
Perla DANAN	Philippe SAUREL
Christiane FOURTEAU	Noël SEGURA
Jackie GALABRUN-BOULBES	Jacques TOUCHON
<del>Jean-Pierre GRAND</del>	Claudine TROADEC ROBERT
Richard MAILHE	
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Anne AMIEL (Saint Georges d'Orques)	Paul HUBICHE (Castries)
Pascale BARBIER (Saint-Brès)	Véronique IRIGOYEMBORDE (Le Crès)
Xavier BERTAUD (Sussargues)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	<del>Chantal LUTZ (Saint-Brès)</del>
Isabelle BREDAS (Cournonsec)	Marie NAVARRO (Vendargues)
Joël CANTIE (Saint-Brès)	Jennifer PLANCHON (Lavérune)
Ghislaine CONSTANS (Cournonsec)	<del>Joëlle RAMBAUD (Prades le Lez)</del>
Nathalie COUDENE (Villeneuve-lès-Maguelone)	Gérard ROLLAND (Clapiers)
Dominique DANCE (Grabels)	Ghislaine TOUPAIN (Jacou)
Gisèle GUILLIMIN (Villeneuve-lès-Maguelone)	Viviane VIALETTES (Le Crès)

## COMMISSION SERVICES FUNERAIRES

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>: Président délégué</b>	
<b>Marlène CASTRE : Présidente déléguée suppléante</b>	
Hubert ALLOUCHE	Jean-Pierre COULET
Amina BEN OUARGHA JAFFIOL	Michel FRAYSSE
Renaud CALVAT	Noël SEGURA
Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM	Robert SUBRA
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Salvador ALEMANY (Cournonsec)	Gisèle MENARDO (Clapiers)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Jean OUSSET (Juvignac)
Patricia JACQUEY (Villeneuve-lès-Maguelone)	

# COMMISSION SPORTS

**Jean-Pierre MOURE : Président**

**Jacques MARTIN : Président délégué**

**Brahim ABBOU : Président délégué suppléant**

Francis ANDREU	Marc GERVAIS
Michel ASLANIAN	Laurent JAOUL
Alain BARRANDON	Régis JOUVE
Eva BECCARIA	Jean-Marc LUSSERT
Sophie BONIFACE-PASCAL	Richard MAILHE
Christian BOUILLE	Hervé MARTIN
Michelle CASSAR	Jacques MARTINIER
Philippe CHASSING	Cyril MEUNIER
Pierre COMBETTES	Arnaud MOYNIER
Jean-Pierre COULET	<b>René REVOL</b>
Christiane FOURTEAU	Noël SEGURA
Michel FRAYSSE	Adrien SIVIEUDE
Jackie GALABRUN-BOULBES	

## Représentants des Communes membres

Jean-Michel ANDRE	Gérard FORNARELLI (Castries)
Dominique ARTIGAU (Le Crès)	Christine GALANT (Grabels)
André BARBE (Restinclières)	Alain GILLES (Saint-Jean-de-Védas)
Philippe BERETTI (Vendargues)	Martine GINE (Cournonterral)
Patrick BILLETTE (Lavérune)	Olivier GIRAUDEAU (Saint-Brès)
Olivier BINET (Saint-Drézéry)	Cathy ITIER (Vendargues)
Norbert BOUZEREAU (Cournonsec)	Lionel MARIN (Le Crès)
Thierry BOYDENS (Clapiers)	Patricia MELLINAS (Saint-Brès)
Maxime CHAVANCE (Le Crès)	Marie-Laure OMS (Saint-Jean-de-Védas)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Jacques RUIZ (Montferrier-sur-Lez)
Frédéric COMBE (Pérols)	Albert RUST (Saint Georges d'Orques)
Michel COMBETTES (Jacou)	Muriel SARRADIN (Castelnau le Lez)
Philippe CONTE (Juvignac)	Josy SCHWARTZ (Saint-Brès)
Jean-Philippe DACHEUX (Saint-Drézéry)	Eric SEGUI (Prades le Lez)
Brigitte DAVRIEUX (Prades le Lez)	Régine SUAY (Baillargues)
François DEHISSI (Murviel lès Montpellier)	Henri VALLIER (Villeneuve-lès-Maguelone)
Jean-Pierre DELFIEU (Sussargues)	Paul VERGNES (Saussan)
Pascal FILIPPI (Villeneuve-lès-Maguelone)	

## COMMISSION TOURISME

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Richard MAILHE : Président délégué</b>	
<b>Fanny DOMBRE-COSTE : Présidente déléguée suppléante</b>	
Francis ANDREU	Catherine LABROUSSE
Roger CAIZERGUES	Jacques MARTINIER
Renaud CALVAT	Pierre MAUREL
Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM	Cyril MEUNIER
Jean-Pierre COULET	Yvon PELLET
Perla DANAN	Françoise PRUNIER
Gabrielle DELONCLE	Noël SEGURA
Marc DUFOUR	Robert SUBRA
Jackie GALABRUN-BOULBES	Alain ZYLBERMAN
<b>Représentants des Communes membres</b>	
Jean-Michel ANDRE	Alain DA SILVA (Restinclières)
Bernadette BRISARD (Clapiers)	Sonia DUVAL (Le Crès)
Michel CAPRON (Juvignac)	Patricia JOUD (Sussargues)
Marylène COEURVEILLE (Saint Georges d'Orques)	Nathalie MIFSUD (Lattes)
Nathalie COUDENE (Villeneuve-lès- Maguelone)	Philippe VILLEMUS (Cournonsec)

# COMMISSION TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Robert SUBRA : Président délégué</b>	
<b>Christophe MORALES : Président délégué suppléant</b>	
Brahim ABBOU	Jean-Marc LUSSERT
<b>Thierry AUFRANC</b>	Hervé MARTIN
Stéphanie BLANPIED	Jacques MARTINIER
Roger CAIZERGUES	Jean-Luc MEISSONNIER
Michelle CASSAR	Cyril MEUNIER
Serge FLEURENCE	Nadia MIRAOU
Christiane FOURTEAU	<b>René REVOL</b>
Michel FRAYSSE	Noël SEGURA
Michel LANDIER	Adrien SIVIEUDE
Michel LENTHERIC	Philippe THINES
<b>Représentants des Communes Membres</b>	
Emile BATIGNE (Jacou)	Jean-François LOPEZ (Cournonterral)
Christine BECK (Saint-Brès)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	François MILOSZYK (Le Crès)
Dominique BOURDIER (Villeneuve-lès-Maguelone)	Paloma PERVENT (Lavérune)
Josette BOUSQUET (Cournonsec)	Christian PONS (Cournonsec)
Gérard CARBONELL (Le Crès)	Maxime PONS (Saint Georges d'Orques)
Patrick COLAS (Villeneuve-lès-Maguelone)	Marylin SILVESTRE (Clapiers)
Gilles CUSIN (Murviel-les-Montpellier)	Clément VERNEDAL (Grabels)
Jean-Paul FINART (Vendargues)	Viviane VIALETTES (Le Crès)
Régine ILLAIRE (Cournonsec)	

# COMMISSION URBANISME, POLITIQUE FONCIERE

**Jean-Pierre MOURE : Président**

**Christophe MORALES: Président délégué**

**Frédéric TSITSONIS : Président délégué suppléant**

Alain BARRANDON	Michel LANDIER
Eva BECCARIA	Michel LENTHERIC
Roger CAIZERGUES	Hélène MANDROUX
Renaud CALVAT	Jacques MARTINIER
Michelle CASSAR	Jean-Luc MEISSONNIER
Marlène CASTRE	Arnaud MOYNIER
Pierre COMBETTES	Yvon PELLET
Jean-Pierre COULET	Louis POUGET
Michaël DELAFOSSE	<b>René REVOL</b>
Gabrielle DELONCLE	Philippe SAUREL
Fanny DOMBRE-COSTE	Noël SEGURA
Pierre DUDIEUZERE	Adrien SIVIEUDE
Jackie GALABRUN-BOULBES	Alain ZYLBERMAN
Laurent JAOUL	

## Représentants des Communes Membres

Laurent BASTIDE (Saint Génès des Mourgues)	Philippe LENOIR (Lavérune)
André BARBE (Restinclières)	Christian LE PEUCH (Murviel lès Montpellier)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	Lionel LOPEZ (Lattes)
Josette BOUSQUET (Cournonsec)	Carine LORENTE (Cournonsec)
<del>Richard CAMPOS (Grabels)</del>	Claudine MEJRI VASSAS (Castrès)
Jean-Louis CLERC (Vendargues)	Jean-Pierre MEZY (Clapiers)
<b>Bruno FLACHER (Grabels)</b>	Francis MILOSZYK (Le Crès)
Trinité FRANCES (Cournonterral)	Gaby MOULIN (Jacou)
Jean GUERRIERI (Vendargues)	Brigitte PAU (Le Crès)
Jean-Paul HUBERMAN (Villeneuve-lès-Maguelone)	Patrick POITEVIN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Régine ILLAIRE (Cournonsec)	Josy SCHWARTZ (Saint-Brès)
Patricia JOUD (Sussargues)	Alexis TORRENT (Prades le Lez)
Frédéric LAFFORGUE (Castelnau le Lez)	Viviane VIALETTES (Le Crès)
Loïc LE BLEVEC (Saint-Drézéry)	

## COMMISSION VOIRIE, JALONNEMENT

<b>Jean-Pierre MOURE : Président</b>	
<b>Hélène QVISTGAARD : Président délégué</b>	
<b>Jean-Luc MEISSONNIER : Président délégué suppléant</b>	
Francis ANDREU	Jacques MARTINIER
Jean-Pierre COULET	Noël SEGURA
Serge FLEURENCE	
<b>Représentants des Communes Membres</b>	
André BARBE (Restinclières)	Jean-Paul HUBERMAN (Villeneuve-lès-Maguelone)
Jean-Claude BOUISSEREN (Juvignac)	Frédéric LAFFORGUE (Castelnau le Lez)
Patrick CASTELLANO (Jacou)	Lionel LOPEZ (Lattes)
<del>Jean-Marie CORP (Cournonsec)</del>	Francis MILOSZYK (Le Crès)
Gabrielle CROUZIL (Clapiers)	Gilles NURIT (Cournonsec)
Jean-Philippe DACHEUX (Saint-Drézéry)	Brigitte PAU (Le Crès)
Hubert FABRITIUS (Baillargues)	Paloma PERVENT (Lavérune)
Jean-Paul FINART (Vendargues)	Marc ROUDIL (Saint-Brès)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la composition des Commissions ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°57 : HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE AU PRÉSIDENT - MODIFICATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Afin de permettre aux collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte administratif ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Lorsqu'une construction est édifée dans une ZAC d'intérêt communautaire sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, d'une location ou d'une cession d'usage consentie par l'aménageur, l'article L 311-4 du Code de l'urbanisme précise qu'une convention définissant les modalités de participation du constructeur au coût d'aménagement de la ZAC peut être signée. Cette convention est une pièce obligatoire du dossier de permis de construire ou de lotir.

Il est donc nécessaire, dans un souci d'efficacité, d'étendre les délégations de l'assemblée au Président et de créer un article concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt communautaire, de conventions de participation prévues à l'article L 311-4 du Code de l'urbanisme.

Il est donc proposé de compléter la délibération n°11431 du 12 février 2013 en ajoutant un article 30.

Les autres délégations d'attributions consenties par la délibération n°11431 en date du 12 février 2013 demeurent

inchangées.

1. arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;

2. fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Communauté, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Communauté qui n'ont pas un caractère fiscal ;

3. procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

-à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés

-avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts

-avec possibilité de remboursement in fine

-à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR)

Le contrat d'emprunt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

-des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement

-la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt

-la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,

-la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement

Le président de la Communauté d'Agglomération bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par le contrat d'emprunt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées.

4. -prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

-prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux passés en procédure adaptée d'un montant inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

5. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux, relevant de l'alinéa 1 de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur à 1 500 000€HT , pour les deux cas susvisés, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

5.bis prendre tout décision concernant la résiliation des marchés publics conclus par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ne relevant pas des alinéas 4 et 5 de la présente délibération relative aux délégations permanentes de l'Assemblée délibérante au Président.

6. approuver et conclure tous les avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, approuver et conclure tous les avenants aux marchés qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ; Délibération n° 11431

7. autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;

8. décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

9. créer et modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté ;

10. accepter les dons et legs qui ne sont grevés, ni de conditions, ni de charges ;

11. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;

12. exercer, au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme que la Communauté en soit titulaire, directement ou par substitution ou délégataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur ;

13. intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
  14. régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Communauté dans la limite fixée par le Conseil de Communauté ;
  15. agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
  16. adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics communautaires ;
  17. approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
  18. autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
  19. autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
  20. autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté ;
  21. autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
  22. autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;
  23. autoriser, au sein des services de la Communauté, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;
  24. autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
  25. indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable ;
  26. prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;
  27. préparer, passer, attribuer et signer tous les marchés publics relevant de la compétence et de l'urgence impérieuse telle que définie dans le code des marchés publics, quelques soient leurs montants, à la fois en tant que représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice ;
  28. autoriser la signature de convention de dépôtage de sous-produits d'assainissement.
  29. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels de fournitures courantes et services qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels relatifs à des marchés de travaux passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 26 et 146 du code des marchés publics, d'un montant inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice.
  30. prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt communautaire, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.
- En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération. La présente délibération abroge la délibération n°11431 du Conseil de Communauté du 12 février 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°11 431 du 12 février 2013,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.



Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°58 : PERSONNEL – AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°2516RH11 DE PRESTATIONS D'ACQUISITION DE TITRES DE TRANSPORTS, D'HÉBERGEMENTS HÔTELIER ET D'ORGANISATION DE SÉJOUR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

Le Conseil Communautaire, par délibération n°9997 en date du 26 janvier 2011, a autorisé le lancement et la signature d'un marché à bons de commandes pour une prestation d'achats de titres de transport, d'hébergement hôteliers et d'organisations de séjour ainsi que sa signature, en application de l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A l'issue d'une procédure conforme à l'article 30 du Code des marchés publics, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 21 juin 2011, a décidé d'attribuer ce contrat à la société BOS Voyages.

Ce marché a été notifié le 19 juillet 2011. Il est conclu pour une durée d'1 an à compter de cette date avec possibilité de 3 reconductions annuelles, soit une durée maximale de 4 ans.

Il a été reconduit pour la période du 20 juillet 2012 au 19 juillet 2013.

Ce marché comprend :

- la fourniture de titres de transports aériens, ferroviaires et maritimes et toutes prestations annexes aux prestations de transports,
- les prestations d'hébergements
- l'organisation de séjours en France ou à l'étranger pouvant comprendre notamment des prestations hôtelières avec ou sans restauration, des services touristiques, de la location de véhicules avec ou sans chauffeur.

Il concerne les agents et les élus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour leurs déplacements en France et à l'étranger, toutes autres personnes habilitées à se déplacer pour le compte de notre établissement public de coopération intercommunale et les personnalités extérieures accueillies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le montant annuel de ce marché annuel reconductible est compris entre 60 000 € H.T. et 220 000 € H.T.

La mise en œuvre d'opérations d'aménagements complexes, la programmation d'infrastructures structurantes, ainsi que la recherche de nouveaux leviers de développement afin de renforcer la compétitivité des entreprises et le développement de l'emploi sur notre territoire nécessitent de nombreux échanges et entrevues auprès d'institutions et de décideurs politiques et économiques à la fois au niveau national, européen et international..

La représentation des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès de ces différents partenaires et le cas échéant l'invitation de délégations à des manifestations culturelles, sportives, économiques organisées par notre établissement public de coopération intercommunale contribuent au rayonnement de notre territoire, à son attractivité et renforce notre positionnement parmi les principales agglomérations nationales et européennes.

Ces évolutions imposent donc d'adapter nos besoins concernant le marché, dans le respect de nos contraintes budgétaires et juridiques.

Il est donc proposé, dans le cadre d'un avenant n°1 de porter le montant minimum du marché à 68 400 €H.T. et le maximum à 250 000 € H.T.

Cette augmentation concerne la présente période d'exécution du marché ainsi que les éventuels renouvellements tels que prévus contractuellement.

La Commission d'appel d'offres a donné un avis favorable à la conclusion de cet avenant lors de sa séance du 7 mai 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché n°2516RH11 de prestation d'acquisition de titres de transports, d'hébergement hôtelier et d'organisation de séjour,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 920 et budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le présent avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°59 : PERSONNEL – FRAIS PROFESSIONNELS - AVANCES SUR FRAIS DE DÉPLACEMENTS POUR LES ÉLUS ET LES AGENTS - FRAIS DE DÉPLACEMENTS À L'ÉTRANGER POUR DES AGENTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION**

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

Les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et des établissements publics sont fixées dans le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001, modifié par le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007.

Afin de permettre à la Communauté d'Agglomération de ménager d'éventuelles avances sur frais lors des déplacements en mission ou en formation, de ses agents ou de ses élus, , il convient d'en prévoir le principe par délibération conformément aux instructions n°07-021-B1-O-M9 et n° 09-023-M9 du Ministère de l'économie des finances et de l'industrie en date du 6 mars 2007 et du 8 octobre 2009 relative aux avances sur frais de déplacements temporaires.,

Ces instructions précisent les conditions et les modalités de versement de cette avance.

Ainsi, l'avance est versée aux agents ou élus qui en font la demande au vu de la présentation d'un état de frais provisoire accompagné de l'ordre de mission. Des pièces justificatives devront être produites à la fin du déplacement pour la régularisation des frais engagés. Dans le cas où la régularisation de l'avance ferait apparaître un solde négatif, la Communauté d'Agglomération procédera à l'émission d'un ordre de reversement.

L'avance consentie est fixée à 75% des sommes présumées dues à la fin du déplacement.

Par ailleurs, il convient d'autoriser le déplacement de trois agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'étranger pour les missions suivantes :

La première concerne l'organisation de futures expositions concernant le musée Fabre. Afin de poursuivre le rayonnement du musée Fabre à travers l'Europe, il convient de développer la collaboration avec d'autres musées européens.

Le Conservateur Général du Patrimoine et Directeur du musée Fabre, doit du 27 au 31 mai 2013, rencontrer le Conservateur du musée de Genève et celui de la Fondation Bayeler afin de développer un partenariat entre les deux musées. De plus, un projet d'exposition archéologique du monde méditerranéen au musée Fabre (Egypte, Grèce, Rome...) est envisagé, à cet effet, une entrevue est organisée avec Monsieur GANDUR, grand collectionneur suisse d'art de l'Antiquité et mécène. Le montant maximum des frais liés à ce déplacement qui font l'objet d'une prise en charge par la Communauté d'Agglomération est estimé à 500 €.

La seconde concerne le développement économique.

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique en s'appuyant sur ses réseaux. Elle a renforcé son positionnement international afin de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

L'association NBIA (National Business Incubation Association) est la première organisation internationale rassemblant les professionnels de la création et de l'incubation d'entreprises. Etablie au Etats-Unis, elle compte plus de 1500 membres dans 50 pays.

Lors de la cérémonie organisée en 2007, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a obtenu le prix du meilleur incubateur pour l'excellence globale des programmes d'incubation.

Le BIC (Business Innovation Center) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été le 1<sup>er</sup> incubateur en Europe à être primé.

Par ailleurs, depuis l'année dernière, le BIC de Montpellier Agglomération a été intégré au board (conseil d'administration) du NBIA. Cette participation au board du NBIA implique trois déplacements annuels de La responsable du Centre Européen d'entreprise et d'innovation, pour participer aux différentes instances qui se tiennent aux Etats-Unis. Le montant maximum des frais annuels liés à ce déplacement qui font l'objet d'une prise en charge par la Communauté d'Agglomération est estimé à 8 000 €.

Le second déplacement est en lien avec l'association EBN (Européen Bic Network) qui est le réseau européen des CEEI pendant du NBIA au niveau européen. Ce réseau de référence rassemble, dans l'Europe élargie, les "Centres Européens d'Entreprise et d'Innovation" et les organismes dont la vocation est de fournir un soutien professionnel multidisciplinaire et de qualité aux entrepreneurs et PME innovants.

Le BIC de Montpellier Agglomération de par sa notoriété internationale, est une référence et un membre actif de ce réseau européen.

Le réseau EBN tient son congrès annuel du 29 au 31 mai 2013 à Londonderry en Irlande et il convient qu'un chargé de mission à Cap oméga y participe. Le montant maximum des frais annuels liés à ce déplacement qui font l'objet d'une prise en charge par la Communauté d'Agglomération est estimé à 600 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en place d'avances sur les frais de déplacements sur le territoire national et à l'étranger pour les agents ou élus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser les déplacements en Suisse, en Irlande et aux Etats-Unis des agents concernés ainsi que la prise en charge des frais afférents à ces déplacements ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 et chapitre 929 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N°60 : COMMUNICATION – MARCHÉ N°3236CO13 DE RÉALISATION, AMÉNAGEMENT DE STRUCTURES ET MATÉRIEL D'EXPOSITION - STOCKAGE, MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES ÉLÉMENTS D'EXPOSITION ET AUTRES SUPPORTS VISUELS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. A. BARRANDON, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Communication, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a lancé un appel d'offres ouvert afin de conclure un marché à bons de commande, comportant un lot unique, portant sur les prestations suivantes :

- réalisation de structures, matériel et mobilier d'exposition ainsi que l'aménagement d'espace lors des foires, salons et opérations ponctuelles,
- assistance technique, suivi et les contrôles,
- manutention, transport, stockage, maintenance et entretien des structures, du matériel et du mobilier d'exposition, ainsi que de tout autre support visuel, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- de façon ponctuelle, la fabrication d'éléments visuels tels que des panneaux, des banderoles, des bâches, etc..

Ce marché sera conclu pour des prestations à réaliser de sa notification au 31 décembre 2013, il pourra être reconduit de manière expresse par la personne publique, sauf renonciation du titulaire, par période d'un an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, soit au plus tard le 31 décembre 2016. Les montants annuels, minimum et maximum, sont fixés à 100 000 euros H.T. et 400 000 euros H.T.

Conformément à l'avis d'appel public à la concurrence en date du 5 février 2013, la date limite de remise des offres a été fixée au 22 mars 2013.

Après analyse, la Commission d'Appel d'Offres, réunie en séance le 16 avril 2013, a retenu la société ISF Méditerranée sise à Lavérune, qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères du règlement de consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3236CO13 avec l'entreprise ci-dessus mentionnée de réalisation, aménagement de structures et matériel d'exposition, stockage, maintenance et entretien des éléments d'exposition et autres supports visuels,
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le marché n°3236CO13 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°63 : HORS COMMISSION – SYNDICAT MIXTE LEZ - MOSSON - ETANGS PALAVASIENS - REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ELECTION - MODIFICATION**

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Dans le cadre d'une gestion globale équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques sur le bassin versant du Lez, de la Mosson et des Etangs Palavasiens, le syndicat mixte a été créé pour gérer les volets « animation et études d'intérêt général » pour la mise en œuvre des plans d'actions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Lez-Mosson-Etangs Palavasiens et du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) :

- animation et coordination des actions du SAGE et du PAPI,
- maîtrise d'ouvrage des études globales inscrites aux programmes d'actions du SAGE et du PAPI.

Par délibérations n°8124 du 30 avril 2008 et n°8973 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a procédé à l'élection des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du syndicat mixte Syndicat Lez, Mosson, Etangs Palavasiens :

Membres titulaires :

- C. Meunier
- J.-M. Lussert
- M. Fraysse
- J.-P. Grand
- L. Pouget
- C. Valette
- P. Vignal
- C. Morales

Membres suppléants :

- T. Breysse
- R. Revol
- M. Cassar
- D. Antoine-Santonja
- H. Martin
- R. Caizergues
- N. Segura
- M. Landier

En application de l'arrêté préfectoral n°2013-1-481 du 6 mars 2013 modifiant la répartition des sièges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Commune de Castelnau le Lez dispose désormais de 4 délégués. Ils ont été élus par délibération du Conseil Municipal de Castelnau le Lez le 4 avril 2013.

M. Jean-Pierre Grand n'étant plus Conseiller Communautaire, il est demandé au Conseil de bien vouloir procéder en

son sein, au scrutin secret et à la majorité absolue, à l'élection d'un nouveau délégué titulaire au sein du Conseil Syndical du Syndicat Mixte Lez-Mosson-Etangs Palavasiens, conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts du syndicat.

Monsieur le Président propose la candidature de M. Thierry Dewintre.

Aucune autre proposition n'est faite par l'assemblée.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret.

Premier tour de scrutin :

Présents : 85

Votants : 77

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 1

Suffrages exprimés : 76

Majorité absolue : 38

M. Arnaud Moynier obtient 1 suffrage.

M. Thierry Dewintre remporte 75 suffrages et est donc élu.

Le Conseil Syndical du Syndicat Mixte Lez-Mosson-Etangs Palavasiens est donc composé comme suit :

Membres titulaires :

- C. Meunier
- J.-M. Lussert
- M. Fraysse
- T. Dewintre
- L. Pouget
- C. Valette
- P. Vignal
- C. Morales

Membres suppléants :

- T. Breysse
- R. Revol
- M. Cassar
- D. Antoine-Santonja
- H. Martin
- R. Caizergues
- N. Segura
- M. Landier

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner M. Thierry Dewintre comme membre titulaire du syndicat Mixte Lez, Mosson, Etangs Palavasiens conformément aux résultats de l'élection ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°64 : EAU ET ASSAINISSEMENT – DISSOLUTION DU SIVOM DU SALAISON - APPROBATION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le SIVOM du Salaison exerce la compétence eau potable sur les territoires des Communes de Jacou, Le Crès, Vendargues, adhérentes à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette dernière, conformément aux dispositions de l'article L.5216-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, siège en représentation substitution des Communes précitées au sein du Comité Syndical du SIVOM aux termes de l'arrêté Préfectoral modifié n°2009-1-4174 en date du 24 Décembre 2009.

Aux termes de l'arrêté Préfectoral n°2007-1-1676 en date du 21 Août 2007 la transformation du Syndicat en SIVOM avait été prononcée pour tenir compte de la prise de compétence à la carte relative à la mise en place et à l'entretien des poteaux incendie situés sur le territoire des Communes membres.

Aujourd'hui, la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour tenir compte, de l'élaboration de son schéma Directeur d'alimentation en eau potable, de la fragilité des ressources d'alimentation du Syndicat, du terme des contrats de Délégation de Service Public, de l'inclusion de la totalité des Communes du Syndicat dans la Communauté d'Agglomération de Montpellier, se doit d'exercer pleinement et de façon effective la compétence eau potable, au lieu et place du Syndicat, et ce à compter du 30 Juin 2013.

Par ailleurs la compétence optionnelle relative à la mise en place et à l'entretien des poteaux d'incendie, n'est que très partiellement mise en œuvre, et ne justifie plus qu'une structure intercommunale dédiée en assure la gestion, les Communes pouvant prendre toutes dispositions selon les modalités de leur choix pour cette mission.

Dans un tel contexte et au regard des objectifs de rationalisation et de simplification de la coopération intercommunale fixées par la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités, le SIVOM du

Salaison a acté par délibération du conseil syndical en date du 11 avril 2013 le principe de la dissolution et l'engagement de la procédure sur le fondement de l'article L.5212-33 (b) du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à l'article précité et aux articles L.5211-25-1 et L.5211-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette procédure de dissolution après consentement des conseils municipaux des trois communes membres et du Conseil Communautaire sera organisée en deux temps, selon le calendrier suivant :

- premier arrêté préfectoral mettant fin aux compétences du SIVOM au plus tard au 30 juin 2013.
- deuxième arrêté préfectoral prononçant la dissolution définitive du SIVOM et constatant la répartition des actifs et passifs à l'issue de l'adoption des comptes administratifs et de gestion de l'exercice 2013.

Entre ces deux arrêtés, le syndicat conserve sa personnalité morale pour les seuls besoins de sa dissolution. Son président rend compte tous les trois mois de l'état d'avancement des opérations de liquidation au préfet et dès que les conditions de liquidation sont réunies celui-ci prononce la dissolution du syndicat et constate la répartition entre les membres de l'ensemble des actifs et passifs.

Ainsi, il conviendra, durant la période postérieure à l'arrêté Préfectoral mettant fin aux compétences et préalablement à la dissolution, de définir les modalités et conditions de répartition patrimoniales et financières des actifs, passifs, droits et obligations du syndicat entre ses membres dans le cadre d'une nouvelle délibération.

Cette période transitoire est indispensable afin de clarifier les montants définitifs des actifs et passifs en concertation avec le comptable du syndicat ; ces montants devant être intégrés par la suite dans les comptabilités communautaires et communales.

Le syndicat fonctionne sans personnel propre. Il n'y a donc pas de dispositions spécifiques à prévoir dans ce domaine. Néanmoins, les missions de direction, de comptabilité et de suivi administratif dans les formes actuelles pourront être maintenues pour les besoins de la liquidation. La masse salariale inhérente sera prévue dans le cadre du budget de liquidation du syndicat.

Cette procédure peut intervenir par le consentement de toutes les assemblées délibérantes des collectivités membres ou sur la demande motivée de la majorité d'entre elles.

Ainsi la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes de Jacou, Le Crès et Vendargues doivent se prononcer par délibération sur la dissolution du syndicat et sur les conditions de sa liquidation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la dissolution du Sivom du Salaison ;
- approuver le retour aux membres de l'ensemble des compétences exercées par le syndicat :
  - \* eau potable : transfert de la compétence à la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec intégration de l'actif et du passif dans la comptabilité communautaire ;
  - \* mise en place et entretien des poteaux incendie : transfert de la compétence aux Communes de Jacou, Le Crès et Vendargues avec intégration de l'actif et du passif dans les comptabilités communales.
- approuver la continuité des missions de direction, de comptabilité et de suivi administratif pour exécuter les missions de liquidation ;
- approuver l'ouverture des travaux en vue de la recherche d'un accord sur les conditions de liquidation suivantes : reprise de l'actif (immobilisations), des emprunts, répartition des résultats de fonctionnement et d'investissement constatés à la clôture, de l'exercice 2013 et au vu du compte administratif du budget de liquidation, reprise de trésorerie (répartition du compte au trésor).
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°65 : EAU ET ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION - DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération en date du 15 janvier 2009, la Communauté d'Agglomération a souhaité prendre, en complément de ses compétences Assainissement, Eau brute et Lutte contre les Inondations, la compétence Eau Potable afin de se doter des moyens de concevoir une politique globale et cohérente de l'eau visant notamment à une gestion équilibrée et optimisée de la ressource.

La compétence eau potable est actuellement exercée en direct sur le territoire de dix communes membres et en représentation-substitution à travers trois syndicats d'adduction d'eau pour les vingt et une autres communes :

- Le SIVOM d'adduction d'eau potable du Salaison,
- Le Syndicat Mixte d'adduction d'eau des communes du Bas-Languedoc,
- Le Syndicat Mixte de Garrigues Campagne.

L'exercice de compétence nécessite l'élaboration d'un document de planification à moyen terme qui permettra l'établissement d'une stratégie de réalisation des travaux d'investissements et de renouvellement nécessaires en fonction du niveau de service souhaité sur le territoire,

La différence de degré d'intervention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier implique l'élaboration d'un schéma directeur à deux niveaux de définition :

- un **premier niveau** traitant l'ensemble des trente et une communes de son territoire ainsi que les communes membres des syndicats compétents et s'attachant à définir, satisfaire et sécuriser les besoins en eau à l'horizon 2030, dans un esprit de partage des ressources et de respect des écosystèmes,

- un **deuxième niveau** de détail concernant treize communes membres, les dix en compétence directe ainsi que celles du syndicat du Salaison dont la dissolution est proposée lors de cette même séance du Conseil. L'objectif est d'établir une feuille de route technique, administrative et financière pour la gestion du service sur le territoire concerné.

L'élaboration du schéma directeur a été confiée après mise en concurrence au groupement EGIS Eau-Calia Conseil-cabinet Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés le 03 mars 2011 pour un montant de 308 000 € T.T.C. et bénéficie d'une aide financière de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse d'un montant de 146 321 €.

La gouvernance de cette étude s'est articulée autour du Comité d'orientations générales, organe d'information des partenaires extérieurs, qui s'est réuni à 4 reprises. Ce Comité regroupait principalement les services de l'Etat, l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, les Conseils général et régional. D'autres organismes étaient également invités : BRL, le Pôle mondial de l'Eau, le BRGM et la CLCV.

Après un travail important de recueil des données existantes et l'établissement d'un état des lieux technique, administratif, contractuel et financier portant sur l'ensemble du périmètre de l'étude, une deuxième étape a été consacrée à la définition des besoins en eau potable à l'horizon 2030.

La méthodologie générale de projection des populations s'est appuyée principalement sur les SCOT de Montpellier Agglomération et du Bassin de Thau et l'étude prospective INSEE 2030 pour Montpellier Agglomération dans laquelle a été retenue le scénario 5 correspondant à un taux d'évolution de 0,9%/an.

La méthodologie prospective a considéré deux horizons, 2020 et 2030 pour lesquels ont été déterminées une hypothèse haute et une hypothèse basse de population.

Ces populations ont ensuite été réparties par communes suivant des clés élaborées à partir de documents plus opérationnels (PLH ou schémas directeurs d'alimentation en eau potable pour les communes en dehors de l'Agglomération).

Au final, la projection aboutit à une augmentation de population de 178 000 habitants sur l'ensemble du périmètre d'étude dont 92 000 sur l'Agglomération à l'horizon 2030.

Le territoire en compétence directe voit sa population augmenter de 56 000 habitants.

En matière de consommation en eau potable, le ratio actuel se situe entre 140 et 200 l/j par habitant avec une médiane à 180 l/j/hab.

L'analyse de l'évolution des volumes consommés sur la période 2001-2009 laissant apparaître une tendance générale à la baisse des consommations unitaires, les besoins futurs ont été estimés à partir d'une hypothèse haute maintenant classiquement les niveaux de consommation actuelle et une hypothèse basse prenant en compte pour la population existante une baisse des consommations actuelles de 10 % et, pour la population future, un ratio de consommation maîtrisé sur la base de 40 m<sup>3</sup>/an et par habitant pondéré par le revenu fiscal des communes et augmenté de 30 m<sup>3</sup> correspondant aux consommations moyennes à l'extérieur des habitations.

Par ailleurs, la partie prospective de l'étude a pris en compte un rendement moyen de réseaux de 80 %. Un objectif plus ambitieux pourra cependant être poursuivi selon les résultats obtenus grâce à l'optimisation des méthodes de recherche et de réparations de fuites.

Cette première partie de l'étude a permis d'identifier les quatre enjeux majeurs à traiter (i) enjeu quantitatif, (ii) enjeu qualitatif, (iii) enjeu de sécurisation de la ressource et (iv) enjeu patrimonial sur le périmètre en compétence directe, tout en gardant une vision globale et cohérente des problématiques d'eau potable et notamment de ressources en eau sur l'ensemble du territoire de l'étude.

D'un point de vue **quantitatif**, la ressource est globalement suffisante pour satisfaire les besoins en eau potable à l'horizon 2030.

Un premier constat important s'impose : la disponibilité des ressources alimentant le système Lez est suffisante pour satisfaire les besoins en eau potable. Par système Lez, on entend d'une part les communes desservies (Montpellier, Juvignac, Grabels, Montferrier sur Lez, Prades le Lez, Jacou, Le Crès, Vendargues et celles sur le territoire du Syndicat Mixte d'Eau Potable du Pic Saint Loup à hauteur des volumes maximum prévus par la convention) et d'autre part les ressources de ce périmètre (source du Lez, appoint de BRL lié aux contraintes de la DUP et captages locaux conservés ou futurs).

Au-delà de l'horizon du schéma ou si les besoins liés à d'autres usages que celui de l'alimentation en eau potable venaient à augmenter, le système ne pourra plus répondre à la demande.

Villeneuve lès Maguelone présente également un bilan besoins/ressources excédentaire à l'horizon du Schéma.

Les Communes de Lattes et Pérols sont alimentées par un achat d'eau en gros à Pays de l'Or Agglomération dans le cadre d'une convention qui expire fin 2023.

Sussargues et Saint-Brès présentent un bilan besoins/ressources légèrement déficitaire en pointe estivale.

Toujours à l'est, seul le secteur Castelnau-Clapiers desservi par le Syndicat Mixte Garrigues Campagne présente un bilan légèrement déficitaire du fait d'un fort développement urbain.

Enfin, le Syndicat du Bas Languedoc présente un bilan déficitaire mais sur sa zone ouest et littoral - les communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ne sont pas concernées.

D'un point de vue **qualitatif**, la ressource est de bonne qualité mais présente quelques spécificités locales.

Les captages du Crès et de Lattes-Maurin constituent des ressources marginales dans le système de distribution de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et sont utilisés en complément du système de captage du Lez.

Le captage de Sussargues, identifié comme prioritaire au titre du Grenelle de l'Environnement fait l'objet d'une

procédure de régularisation administrative

Les forages de Villeneuve-lès-Maguelone sont soumis à un suivi analytique renforcé dont les résultats ne font apparaître depuis 2009 aucun dépassement des normes de potabilité en vigueur.

D'un point de vue **sécurisation de la ressource en eau**, des progrès sont à réaliser, soit que les infrastructures en place ne répondent pas à un niveau de qualité de service suffisant, soit que ces infrastructures n'existent pas à l'exemple des communes isolées de Sussargues et Saint-Brès.

Enfin, l'étude a mis en évidence un âge des canalisations peu élevé en moyenne du fait du développement récent de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Toutefois, le **taux de renouvellement faible** observé sur l'ensemble du périmètre conduit localement à la présence de conduites beaucoup plus anciennes.

Les problématiques prioritaires identifiées sont en résumé de trois ordres : (i) un patrimoine réseau dont le renouvellement doit être accéléré, (ii) une sécurisation des ressources de la Communauté d'Agglomération à améliorer, et (iii) un bilan déficitaire du système Lez au-delà de l'horizon du schéma, mais qu'il convient d'anticiper en lien avec la desserte de Lattes et Pérols en 2024.

Quatre scénarios ont été construits pour répondre de manière différenciée, tous incluant néanmoins un programme de base commun, notamment sur le volet de la protection de la ressource.

Le **scénario 1** est un scénario **volontariste** qui préconise à la fois la mutualisation des ressources par des interconnexions à réaliser avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale voisins et la construction d'une nouvelle usine de potabilisation de la ressource BRL.

De même, il vise un taux de renouvellement porté à 0,6% sur Montpellier et de 0,5% sur les autres communes où le réseau est moins ancien.

Les **scénarios 2 et 3** sont des scénarios **optimisés** en matière de politique de renouvellement conduisant à réaliser un peu moins de renouvellement sur les diamètres importants. En matière de sécurisation des ressources, le scénario 2 préconise la mutualisation des excédents alors que le scénario 3 intègre la réalisation d'une nouvelle usine de potabilisation.

Le **scénario 4** est un scénario **minimaliste** correspondant au scénario 2 mais avec une ambition nettement revue à la baisse en matière de renouvellement de conduites.

Les coûts de mise en œuvre de ces scénarios s'échelonnent de **194 à 110 M € H.T.**

**Sur l'enjeu du renouvellement**, le scénario 4 (47 M € H.T.) est à écarter car conduisant à un vieillissement déraisonnable du réseau.

Le montant global d'investissement pour le scénario S1, 84,5M€ H.T. ou S2/S3 à 70,4 M € H.T., représente par contre un effort financier conséquent à mettre en perspective avec les autres aménagements à réaliser.

Enfin, quelque soit le scénario retenu, il sera nécessaire d'augmenter encore le taux de renouvellement au-delà de 2030.

L'objectif poursuivi par la politique de renouvellement des conduites est double : le maintien d'un état correct du patrimoine et la réduction des pertes en réseaux afin de ne pas accentuer le prélèvement sur les ressources en eau tout en permettant la poursuite du développement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Ce deuxième objectif ne peut être atteint seulement par le renouvellement qui doit être combiné à une recherche permanente et active des fuites et leur réparation dans des délais rapides.

Ces actions qui concernent l'exploitation des réseaux sont traitées dans le cadre de la réflexion « Quelle eau pour demain ? » engagée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui posera des objectifs ambitieux en matière de recherche et de réparation de fuites.

En terme de **sécurisation de la ressource**, les scénarios 1, 2 et 4 envisagent de recourir aux excédents de ressources dont disposent le Syndicat du Bas Languedoc et Pays de l'Or Agglomération.

Compte tenu de l'importance des consommations estivales liées à l'activité touristique, il est certain que ces excédents existent en moyenne annuelle et seraient de l'ordre de 400 l/s en 2030.

Les chiffres sont par contre incertains en pointe estivale, de l'ordre de 100 à 250 l/s en 2013 et diminuant fortement à l'horizon 2030 (20 à 110 l/s).

Un travail plus en profondeur est nécessaire avec ces structures qui ont accueilli favorablement la proposition de principe de la mutualisation.

Les liaisons à réaliser sont estimées à 7 M € H.T. pour la mutualisation avec le Syndicat du Bas Languedoc et 1,3 M € H.T. avec Pays de l'Or Agglomération, la conduite principale d'interconnexion étant déjà en place.

Concernant **l'alimentation de Lattes-Pérols** à partir de 2024, elle pourra se faire par le système Lez, ce qu'envisagent les scénarios S1 et S3 si la possibilité de prélèvements accrus à la source du Lez soit pour permettre la satisfaction des besoins au-delà de l'horizon du schéma, soit pour permettre une extension du périmètre de desserte, était validée (voir programme commun ci-après). Des travaux d'extension de réseaux sont toutefois nécessaires (7,3 M € H.T.). Le secours de Lattes-Pérols continuerait alors à être assuré par Pays de l'Or Agglomération.

Si l'alimentation ne peut se faire par le système Lez, le service de Lattes-Pérols continue à être desservi par Pays de l'Or Agglomération (scénarios 2 et 4). Des travaux de renforcement de réseau, de stockage et de suppression (station Saint Jean à Lattes) sont indispensables (6 M € H.T.) pour renforcer la desserte du secteur d'EcoCités.

Par ailleurs, le schéma propose **un programme commun à tous les scénarios** de protection de la ressource, de renforcement et de sécurisation des systèmes de distribution en eau, pour un montant global de 44 M € H.T. et dont les principales opérations sont présentées ci-après :

#### **Système Lez :**

Sur le plan de la **production**, il convient de poursuivre les études visant à l'augmentation des prélèvements à la source du Lez et la modification de la DUP portant sur une autorisation de débit correspondant à la capacité des

pompes en place et un abaissement de la limite de rabattement à la cote 20 m NGF.

Il est également prévu de sécuriser le dispositif de rejet au Lez pour le soutien d'étiage à l'usine de pompage Avias.

Une attention particulière sera portée à la source du Lez pour la protéger des pressions anthropiques pouvant altérer la **qualité de l'eau**.

Des recommandations en cours de formalisation à travers le projet de recherche "Gestion multi-usages de l'eau" seront intégrées au programme d'investissement du schéma directeur.

Ces recommandations (instrumentation des forages profonds réalisés – amélioration du suivi des piézomètres existants – suivi en continu de la fluorescence des matières organiques – modification du périmètre de protection éloignée et mise en place de périmètres satellites pour renforcer la réglementation des usages dans les zones les plus vulnérables – réalisation d'essais de pompage à fort débit dans la zone jamais exploitée) seront mises en œuvre en ce qui concerne le karst du Lez.

D'autres recommandations (suivi du bon fonctionnement des systèmes d'assainissement situés dans les zones vulnérables – maintien des bonnes pratiques agricoles – maintien de l'occupation naturelle des sols au niveau de calcaires affleurants) ne dépendent pas directement la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui devra néanmoins rester vigilante sur ce sujet. Une gouvernance adaptée aux exigences devra être mise en place.

L'amélioration de la sécurisation passe par l'installation d'un surpresseur sur la conduite d'amenée de l'eau BRL à l'usine Arago pour porter le débit à 700 l/s.

L'usine de secours de Portaly sera abandonnée à terme.

Sur le plan du **renforcement et de la sécurisation de la distribution**, un important programme sera déployé.

A **Montpellier**, il est prévu une première tranche fonctionnelle de renforcement et de sécurisation de l'étagé 105 de distribution par pose d'une conduite DN 600 à 800 mm depuis l'usine Arago jusqu'aux réservoirs des Hauts de Massane.

Les réservoirs de Lavalette et des Quatre Seigneurs, de capacité très réduite et générant des coûts d'exploitation, seront abandonnés et démolis.

Le fort développement de l'étagé 80 nécessite le renforcement de la capacité de stockage sur le site de la Croix d'Argent. L'opération permettra l'ajout d'une bache de 2 400 m<sup>3</sup> ou la reconstruction totale des stockages pour un volume de 3 900 m<sup>3</sup>.

L'étagé 157 est dans la même configuration de besoins avec une augmentation de stockage de 1600 m<sup>3</sup> à prévoir. Dans le cadre d'une réorganisation de la distribution de ce service, il est envisagé de construire cette nouvelle cuve sur Grabels à la cote 147 m NGF puis de supprimer le réservoir sur tour des Garrigues et d'ajouter une cuve de 2000 m<sup>3</sup> sur Grabels.

Les forages de **Montferrier-sur-Lez** dont la productivité est faible seront abandonnés et l'alimentation de la commune basculera alors en totalité sur le système Lez.

Il est prévu un deuxième piquage sur la canalisation DN 1000 remontant l'eau traitée à Arago vers le Nord. Ce piquage sera complété par la réalisation d'une bache de 140 m<sup>3</sup> et les raccordements nécessaires aux réseaux existants, notamment le réseau de Baillarguet qui sera desservi par le Haut service. Pour sécuriser la distribution et bénéficier de 24 heures d'autonomie, le réservoir de la Devèze sera reconstruit en doublant sa capacité.

Pour le service **de Prades le Lez**, la capacité de stockage sera augmentée avec la réalisation d'une troisième cuve de 1700 m<sup>3</sup>.

Sur le service de **Grabels**, après autorisation administrative, le nouveau forage des Terrasses sera mis en service et complètera les forages existants. En cas de turbidité, l'alimentation basculera sur le réseau de Montpellier.

Ce fonctionnement nécessite le renforcement de l'interconnexion des réseaux: construction d'un nouveau réservoir de 800 m<sup>3</sup> au dessus du réservoir de Montalet et pose d'une conduite sur 3 kms.

Les captages du Flès à **Villeneuve-lès-Maguelone** seront sécurisés par un maillage avec le système Lez, en cours de réalisation.

Une autre interconnexion de secours avec le Syndicat du Bas Languedoc est envisagée pour le Haut service.

Concernant les communes de **Jacou, Le Crès et Vendargues**, le Schéma prévoit l'abandon du forage du stade Robert. La convention avec BRL pour la fourniture d'eau potable à partir de l'usine du Crès s'achève en 2016 et ne sera pas reconduite, compte tenu de la vétusté de l'usine, propriété de BRL.

L'abandon de ces ressources nécessite le renforcement de l'alimentation de ces communes. Ce dernier s'effectuera préférentiellement en lien avec le développement du secteur Sablassou, situé sur le territoire du Syndicat Mixte Garrigues Campagne, mais pour lequel l'Agglomération propose une solution optimisée.

Deux connexions avec la conduite DN 500 du Syndicat Mixte Garrigues Campagne sont prévues afin de sécuriser la distribution.

En dehors du système Lez, les travaux préconisés concerneront la sécurisation de la ressource de **Sussargues** et de **Saint-Brès** qui passe nécessairement par un raccordement sur le réseau du Syndicat Mixte Garrigues Campagne qui, sur le principe, s'est déclaré favorable à ce projet.

La régularisation de la situation administrative des captages de **Sussargues** est en cours pour 1340 m<sup>3</sup>/j. Ce volume est suffisant pour 2020 en hypothèse basse de consommation. Au delà, une augmentation de la capacité réglementaire s'avère nécessaire.

D'autre part, une étude de protection de l'aire d'alimentation de captage démarre prochainement en partenariat avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne.

Sur le service de Saint-Brès, le nouveau captage Farel sera mis en service.

Une unité de traitement et une bache de stockage de 500 m<sup>3</sup> seront réalisées.

**Lattes-Pérols :**



Le Schéma prévoit l'abandon du forage Lou Garrigou et du réservoir de Maurin.

Sur l'ensemble du périmètre en compétence directe, **les ouvrages de génie civil** ont fait l'objet d'inspections qui aboutissent à la définition d'un programme de réhabilitation des cuves de stockage, notamment le revêtement intérieur d'étanchéité.

De même, une enveloppe financière est prévue pour le renforcement ponctuel de **réseaux de petite distribution**.

Enfin, le Schéma directeur répond aux besoins de développement prévus au Schéma de cohérence territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur l'ensemble du territoire en matière d'adéquation besoins-ressources.

Concernant les sites stratégiques et sur le plan des infrastructures structurantes de distribution à mettre en place, il convient de distinguer les zones de mise en valeur des espaces naturels et agricoles sans besoins importants en eau potable - Terres de Maguelone, Haute Vallée du Lez, Mas Dieu Quatre Pilas – des zones présentant un enjeu en matière d'alimentation en eau potable.

La zone de Thomassy sera sécurisée par le renforcement de l'étagé 105.

La zone Méjanelle-Pont Trinquat est pourvue en réseaux de diamètre suffisant qu'il conviendra de mailler à l'occasion des travaux de viabilisation.

Pour la desserte de Millénaire-Sablassou, une solution a été proposée à partir des réseaux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier bien que l'essentiel du secteur se situe hors compétence directe. Les conditions de sa mise en œuvre devront être précisées et confirmées en partenariat avec le Syndicat Mixte Garrigues-Campagne.

La satisfaction des besoins de l'avenue de la Mer est assurée soit par une extension de réseaux depuis le système Lez, soit par un renforcement de l'infrastructure du service de Lattes.

La desserte de la zone de Naussargues - Bel Air n'a pas été prise en compte dans le Schéma compte tenu de l'absence de projets concrets pour le moment.

Les zones de Roque Fraisse et Colombier-gare TER sont situées sur des territoires où la Communauté d'Agglomération de Montpellier n'exerce pas la compétence directe en eau potable.

En **synthèse**, le scénario 4 induit trop de risques sur l'état patrimonial du réseau ce qui peut porter atteinte d'une part à la durabilité du service et d'autre part aux ressources en eau avec des prélèvements accrus non pas pour satisfaire les besoins de la population mais pour compenser les fuites sur le réseau.

Le scénario 2 qui ne retient que la mutualisation des excédents comporte trop d'aléas sur la disponibilité effective de ces derniers.

Le scénario 1 propose pour la sécurisation à la fois deux mutualisations et une nouvelle usine de secours. Son programme de renouvellement comporte un volet d'intervention sur les adducteurs qui pèse financièrement de manière importante alors que la solution de réparations ponctuelles notamment des joints paraît une alternative crédible et à étudier.

Il est donc proposé au Conseil de retenir le scénario 3 avec le programme de renouvellement optimisé mais encore très conséquent et de poursuivre l'ambition de travailler sur la mutualisation des excédents de ressources avec le Syndicat du Bas Languedoc et Pays de l'Or Agglomération dans un souci de maillage intelligent du territoire et de partage des ressources et des outils de production. Le coût estimatif d'un tel scénario s'élève à 157 millions d'euros hors taxes.

Malgré de fortes contraintes techniques et surtout foncières, la mise en œuvre d'un traitement de décarbonatation sur Arago peut être envisagée en option. Son coût est inclus dans le montant global des investissements mais les études seront poursuivies plus en détail avant de se prononcer définitivement sur la mise en place du traitement pour lequel par ailleurs n'était pas apparu de consensus au cours de la concertation « Quelle Eau pour demain ? »

Les simulations prospectives financières réalisées montrent qu'à recettes inchangées, le budget annexe de l'eau potable devrait disposer des capacités nécessaires pour la réalisation du programme d'investissement proposé.

Le Schéma directeur d'alimentation en eau potable est bâti comme tout document de planification sur des projections, en l'occurrence démographiques et sur des hypothèses structurantes de consommation et de rendement futur de réseau.

Ces incertitudes intrinsèques à l'exercice doivent être mises sous surveillance à travers des outils de suivi permanent croisant la performance du réseau, les prélèvements des ressources, l'évolution des consommations des différents usages, la réalisation des programmes immobiliers, afin d'ajuster la définition et la programmation des équipements strictement nécessaires et de prendre en compte l'actualisation des documents de planification existants.

Il en va ainsi de l'actualisation du Programme Local de l'Habitant ou de la révision du SCoT que la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé par délibération du 28 juin 2012. Cette démarche sera l'occasion de confirmer les sites stratégiques et leur niveau d'ambition, ainsi que de compléter les dispositions du SCoT en particulier afin d'adapter le territoire communautaire au changement climatique et d'en atténuer les effets, dans la perspective d'une gestion économe des ressources.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable et la réalisation des aménagements qu'il préconise pour un montant estimé de 157 millions d'Euros H.T., en valeur 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à solliciter les aides financières les plus larges notamment auprès de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse, pour sa mise en œuvre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°66 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE GRABELS - PROJET DE RÉVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT - LANCEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE - APPROBATION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des communes de son territoire en 2008 et 2009.

Les Plans Locaux d'Urbanisme étant de l'initiative des communes, chaque révision entraîne une vérification de la concordance du nouveau document avec le zonage d'assainissement. Aujourd'hui, la commune de Grabels a engagé la révision de son PLU et a communiqué son projet de révision à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de l'information aux Personnes Publiques Associées.

Le plan de zonage initial approuvé le 24 septembre 2009 par délibération n°9124 du Conseil Communautaire doit être adapté en conséquence, de nouvelles zones destinées à de l'urbanisation à court terme relevant à ce jour d'un zonage assainissement « collectif futur » ou « autonome ».

Les modifications suivantes sont proposées :

	Zonage PLU	Zonage proposé
<i>Secteur N°1</i>	<i>Zone AUB Zone NC</i>	<i>Assainissement Collectif Assainissement Non Collectif</i>
<i>Secteur N°2</i>	<i>Zone UC3 Zone N</i>	<i>Assainissement Collectif Assainissement Non Collectif</i>
<i>Secteur N°3</i>	<i>Zone NL</i>	<i>Assainissement Non Collectif</i>
<i>Secteur N°4</i>	<i>Zones UD Zone N1</i>	<i>Assainissement Collectif Assainissement Non Collectif</i>
<i>Secteur N°5</i>	<i>Zone Ns</i>	<i>Assainissement Non Collectif</i>
<i>Secteur N°6</i>	<i>Zone AU0c</i>	<i>Assainissement Collectif</i>
<i>Secteur N°7</i>	<i>Zone UZ3 Zone A</i>	<i>Assainissement Collectif Assainissement Non Collectif</i>
<i>Secteur N°8</i>	<i>Zone UC1b Zone Ns</i>	<i>Assainissement Collectif Assainissement Non Collectif</i>
<i>Secteur N°9</i>	<i>Zones Ns, Nhb et Nhc</i>	<i>Assainissement Non Collectif</i>
<i>Secteur N°10</i>	<i>Zone AU0b Zones Ns et NL</i>	<i>Assainissement Collectif Assainissement Non Collectif</i>
<i>Secteur N°11</i>	<i>Zone AU2d Zone Ns</i>	<i>Assainissement Collectif Assainissement Non Collectif</i>
<i>Secteur N°12</i>	<i>Zone AU0a</i>	<i>Assainissement Collectif</i>

Les secteurs 1 et 5, anciens secteurs III NA sont requalifiés au PLU en zones Ns, classées en assainissement non collectif.

A l'inverse, le secteur 6, anciennement classé en zone NB1 (assainissement non collectif) mute en zone d'urbanisation future AU0c classée en assainissement collectif.

Le secteur 7, anciennement classé en zone II NAZc (assainissement Collectif), mute en zone Agricole A classée en assainissement non collectif et contrainte par le risque d'inondation (limites bleu et rouge du PPRI).

Les secteurs 2, 3, 4 et 8 présentent des adaptations à la marge concernant quelques parcelles ou des limites de parcelles.

En secteur 9 (secteur « Goule de Laval »), la précédente « zone d'assainissement collectif futur » a été requalifiée selon les orientations du nouveau PLU en assainissement non collectif pour les zones Nhb et Nhc du PLU révisé.

Le secteur 10, anciennement classé en zone III NA3, NB1, IIINA2a (assainissement non collectif), correspondant au quartier de la Valsière, mute en zone AU0b, AUC et UC2 classées en assainissement collectif.

Le secteur 11, au nord de la ZAC Euromédecine, anciennement classé en ZAC (assainissement collectif) est

requalifié en zone naturelle Ns contrainte par un Espace Boisé Classé (Assainissement Non Collectif).

Le secteur 12, quartier de Gimel, anciennement classé en zone ND (assainissement non collectif) mute en zone d'urbanisation future AU0a classée en assainissement collectif.

Ce projet de révision du zonage d'assainissement doit être soumis à enquête publique avant d'être annexé au document d'urbanisme par arrêté municipal.

Les documents présentés à l'enquête publique comportent :

- une note explicative des adaptations
- la carte qui délimite les zones équipées ou non, qui informe les usagers du mode d'assainissement, collectif ou non collectif, de leur secteur.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte dans un délai fixé.

La proposition de zonage et les documents d'enquête publique correspondants ont été adressés à la commune pour observation puis accord.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de révision du zonage d'assainissement sur la Commune de Grabels,
- approuver le dossier d'enquête publique correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à lancer la procédure d'enquête publique conformément aux articles R2224.8 et R2224.9 du Code général des Collectivités Territoriales et à saisir le Président du Tribunal Administratif pour la nomination d'un commissaire enquêteur pour la tenue de cette enquête publique,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°67 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE GRABELS - AMÉNAGEMENT DU SECTEUR DE LA RUE DE LA PLAINE - RENFORCEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE POUR LA DÉFENSE INCENDIE - CONVENTION FINANCIÈRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Commune de Grabels souhaite réaliser l'aménagement du secteur de la rue de la Plaine.

Ce projet prévoit l'urbanisation du quartier en prolongement des aménagements existants avec la création d'environ 25 à 30 logements.

Parmi les équipements publics nécessaires pour répondre aux besoins des futurs habitants et usagers du secteur de la rue de la Plaine figure le renforcement du réseau potable pour permettre la défense incendie du projet.

L'opération nécessite la pose d'une conduite d'eau potable en diamètre 100 mm, entre la rue de la Roqueblanche et le projet de logement situé rue de la Plaine, sur une longueur de 108 mètres linéaires.

Ce renforcement du réseau d'alimentation en eau est compatible avec le maintien de garantie d'une eau distribuée de qualité, ses qualités sanitaires n'étant pas altérées.

La sécurité incendie relève des pouvoirs de police du maire, alors que l'alimentation en eau potable est une compétence transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Aussi, il convient de définir les modalités administratives, techniques et financières de réalisation du renforcement du réseau d'eau potable envisagé.

Un projet de convention a été établi à cet effet. Il stipule que les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, mais remboursés au prorata par la Commune de Grabels, leur nécessité relevant en partie des besoins pour la défense incendie du secteur aménagé. Ce reversement aura lieu au plus tard douze mois après la réception des travaux et son montant sera ajusté au coût réel des dépenses effectuées.

Le coût global de cette opération est évalué à 27 000 € H.T., soit 32 000 € T.T.C., y compris frais d'études, essais et divers. Le surcoût lié au besoin pour la défense incendie est calculé par différence entre le coût de l'opération et le coût estimatif des travaux de renouvellement de la conduite existante, en tenant compte de sa vétusté (30 ans).

Le montant à reverser par la Commune à la Communauté d'Agglomération de Montpellier comprenant le coût des travaux, mais aussi celui des études, essais et divers, s'élève ainsi à 18 360 € H.T. soit 21 958,36 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec la Commune de Grabels pour la réalisation des travaux de renforcement du réseau d'eau potable nécessaire pour la défense incendie du secteur de la rue de la Plaine,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire, notamment la convention avec la Commune de Grabels.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°68 : EAU ET ASSAINISSEMENT – TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE EAU POTABLE - PROCÈS-VERBAL DE MISE À DISPOSITION DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER DES BIENS MOBILIERS ET IMMOBILIERS SUR LA COMMUNE DE PÉROLS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 la compétence Eau Potable sur les Communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montpellier, Montferrier sur Lez, Prades le Lez, Sussargues, Saint-Brès, Villeneuve les Maguelone, et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, sur la Commune de Pérols. Cette compétence s'exerce de plein droit en lieu et place des Communes membres en application n°2009-1-1532 du 22 juin 2009.

Conformément aux articles L.1321-1 et L.1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant les modalités de la mise à disposition des biens en cas de transfert de compétence, cette mise à disposition doit être constatée par un procès-verbal, établi contradictoirement entre les Communes concernées par le transfert et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Ce procès-verbal doit préciser :

- l'identification et la délimitation physique des biens immeubles utilisés,
- leur consistance en précisant leur état et leur situation juridique,
- les biens meubles utilisés à l'exercice de la compétence eau potable,
- la valeur comptable de ces biens et leur amortissement,
- les contrats relatifs à l'exercice de la compétence
- la mise à disposition des biens

Elle a lieu à titre gratuit et pour une durée illimitée, entraînant des opérations d'ordre patrimonial pour les Communes. La Communauté d'Agglomération de Montpellier assure l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, à l'exception du pouvoir d'aliénation.

Pour les ouvrages sur la Commune de Pérols, le procès-verbal correspondant a été établi en concertation avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or exerçant précédemment la compétence. Les biens mis à disposition comprennent notamment 62,1 km de réseaux d'eau potable et 3 786 branchements. L'usine de production d'eau potable située à Vauguières sur la Commune de Mauguio, et alimentant Pérols mais aussi la quasi-totalité du territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, est restée propriété de cette dernière.

Ces ouvrages ont été exploités par la SAUR dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public arrivé à échéance le 31 décembre 2011. La Communauté d'Agglomération a attribué depuis un nouveau contrat sur la commune de Pérols et celle de Lattes pour une durée de 3 ans.

Par ailleurs, compte tenu de l'imbrication des réseaux d'adduction alimentant la Commune de Pérols avec ceux acheminant l'eau potable vers les communes voisines sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, cette dernière a équipé le système de 10 capteurs de vente d'eau qui restent sa propriété.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le procès-verbal de mise à disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier des biens mobiliers et immobiliers sur la Commune de Pérols,
- autoriser Monsieur le Président à signer ce procès-verbal et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°69 : EAU ET ASSAINISSEMENT – COMMUNE DE MONTPELLIER - RÉALISATION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'EAUX USÉES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT URBAIN CÉVENNES - PETIT BARD - CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Ville de Montpellier a confié à la SERM une concession d'aménagement pour la réalisation du Programme de Renouvellement Urbain (PRU) du quartier Cévennes – Petit Bard. Ce programme comprend le renouvellement de l'habitat collectif et la reconstruction des voiries et des réseaux existants.

Les réseaux d'alimentation en eau potable, relevant de la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier doivent être renouvelés en totalité compte tenu de leur vétusté.

En outre, la requalification du quartier nécessite de renforcer le diamètre des conduites d'eau potable existantes pour assurer correctement la défense incendie. Ce renforcement du réseau d'alimentation en eau est compatible avec le maintien de la garantie d'une eau distribuée de qualité.

A l'intérieur du périmètre de l'opération les canalisations d'assainissement sont situées sous des voiries privatives, lesquelles ont vocation à devenir publiques. Ces réseaux de collecte des eaux usées sont également à renouveler en totalité.

Cette situation impose une conception et une réalisation des canalisations de façon concomitante avec les travaux de voirie pour maîtriser les aléas techniques et optimiser les coûts.

Lorsque la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et la Société d'Economie Mixte de la Région Montpellieraine participent à une opération de réaménagement de logements à usages locatifs, aidée par l'Etat et réalisée par des organismes d'habitation à loyer modéré visés à l'article L 411-2 du Code de la Construction, ces aménagements relèvent de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique.

C'est pourquoi la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ont convenu de confier à

la SERM, conformément à l'article 2 de la loi précitée et dans le cadre d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage, les études et les travaux nécessaires à la réhabilitation des ouvrages d'eau potable et d'eaux usées dans le cadre de la concession d'aménagement du Programme de Renouvellement Urbain du quartier Cévennes / Petit Bard.

Un projet de convention tripartite a été élaboré à cet effet. Il définit les modalités administratives, techniques et financières de réalisation de ces travaux. Le montant de l'opération est estimé à 328 500 € H.T. en valeur janvier 2013, y compris les dépenses de maîtrise d'œuvre, qui se décompose comme suit :

Eau Potable : 130 000 € H.T.

Eaux Usées : 170 000 € H.T.

Défense Incendie : 16500€HT

Maîtrise d'œuvre : 9,5% Soit 28 500 € H.T.

Compte tenu de la nature de l'opération et de la destination publique des canalisations à renouveler, tant en eau potable qu'en assainissement des eaux usées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte de prendre en charge le financement à 100 % de la mise en place des canalisations de diamètre équivalent à l'existant. Le montant de sa participation s'élève ainsi à 312 000 € H.T., frais de maîtrise d'œuvre inclus.

Les 16 500 € H.T. restant nécessaires au renforcement des conduites d'eau potable pour la défense incendie sont pris en charge par la concession d'aménagement confiée à la SERM par la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et la SERM pour la réalisation des réseaux d'eau potable et d'eaux usées dans le cadre du PRU du quartier Cévennes - Petit Bard ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable et de l'assainissement, chapitre 23;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ladite convention et tout autre document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité, Mme P. Danan et MM J.-P. Moure, J.-L. Gély, G. Pastor, P. Bonnal, S. Fleurence, M. Dufour, M. Passet, Max Lévida et J. Martin ne prennent pas part au vote.

#### **AFFAIRE N°70 : EAU ET ASSAINISSEMENT – REQUALIFICATION DE L'AVENUE DU CHÂTEAU - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE DE LAVÉRUNE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Commune de Lavérune prévoit la requalification de l'Avenue du Château, ainsi que la construction et la pose de réseaux d'eaux pluviales.

Sous cette voirie se situe un réseau d'assainissement des eaux usées qui est d'une part dégradé et d'autre part possède une très faible pente rendant sa capacité réduite.

Compte tenu de ces éléments et de la densification prévue à court et moyen termes sur le secteur desservi par cette conduite, il convient de déplacer et réhabiliter ce réseau d'assainissement.

Au vu des contraintes de circulation, des caractéristiques géotechniques et de l'interconnexion des deux projets, il est proposé de réaliser concomitamment les travaux routiers et de réseaux pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Pour ce faire, et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, il est envisagé la création d'un groupement de commandes en raison du caractère connexe des ouvrages, et dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet.

La Commune de Lavérune sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter chaque marché de travaux. La Commission d'Appel d'Offres de la Commune sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement.

Le montant total de l'opération envisagée, réalisée sur 2013 et 2014, s'élève à 630 000 €H.T.,soit 753 480 €T.T.C.

Les travaux programmés par la Commune sont estimés à 493 000 € H.T., soit 589 628 € T.T.C.

Pour la part relative à l'assainissement des eaux usées, l'estimation de la dépense s'élève à 137 000 € H.T., soit 163 852 € T.T.C.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre. La Commune de Lavérune assure avec sa propre équipe la maîtrise d'œuvre générale de l'opération portant sur les études, le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention.

La Communauté d'Agglomération sera associée à l'élaboration du projet et au suivi des travaux. Elle prendra à sa charge les coûts de maîtrise d'œuvre correspondants aux travaux sur ses réseaux, soit 12 743,€ T.T.C.

Le montant global de l'opération financée par le budget annexe de l'assainissement, incluant les frais de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique et d'essais préalables à la réception des travaux, est ainsi évalué à 176 595 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes pour la requalification de la l'Avenue du Château, entre la ville de Lavérune et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'assainissement chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°71 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - INTERCEPTEUR EST TRONÇON N°5 AVENUE DE LA POMPIGNANE - AVANT-PROJET - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération n°6825 du 16 décembre 2005, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de réalisation de l'intercepteur Est, nouveau collecteur primaire de transport des eaux usées dans la vallée du Lez, depuis le lieu-dit la Pidoule sur la Commune de Montferrier-sur-Lez jusqu'à la station d'épuration MAERA sur la commune de Lattes.

Ce projet a pour fonction première de rationaliser le système de collecte de la station d'épuration MAERA en y acheminant directement les effluents collectés en système séparatif sur les Communes de Prades le Lez, Montferrier-sur-Lez, Clapiers et Castelnau le Lez et dans les quartiers en périphérie Nord et Est de la ville de Montpellier. En effet, la plus grande partie de ces effluents séparatifs transite aujourd'hui par le système de collecte unitaire du centre ville de Montpellier et peut par temps de pluie, diluée par l'apport des eaux de ruissellement, être déversée au milieu récepteur qu'est le Lez.

Concernant le secteur de la Pompignane, une étude de faisabilité complémentaire a été menée en 2011 afin de préciser et comparer les solutions techniques réalisables avec et sans tranchée pour la pose de l'intercepteur Est sous l'avenue de la Pompignane compte tenu des diverses contraintes existantes sur cette voie très urbanisée et circulée.

Par délibération n°10434 du 29 septembre 2011, le Conseil Communautaire a validé le principe d'une solution sans tranchée par microtunnelier.

Pour la réalisation de cette opération considérée comme prioritaire par le Schéma Directeur d'Assainissement, le groupement de bureau d'études BRLi/EGIS Eau a été désigné maître d'œuvre de la construction de ce réseau. Les études d'avant-projet étant à présent achevées, il convient de les approuver et de fixer le coût prévisionnel définitif des travaux.

Ces études tiennent compte des dispositions retenues à l'issue de l'étude de faisabilité. Ces dispositions ont été affinées grâce aux investigations de terrain menées sur la nature des sols, la dureté foncière et aux sondages faits pour repérer les différents réseaux des concessionnaires.

Les travaux consistent en la pose d'une canalisation de transfert sous l'avenue de la Pompignane entre 4 et 6m de profondeur, sous l'ensemble des réseaux tiers, en diamètre 1 200 mm sur une longueur de 2 200 ml. La réalisation se fera sans tranchée à l'aide d'un microtunnelier. Pour cela, 9 puits seront construits : 4 puits de sortie d'emprise réduite permettant de récupérer la machine en fin de terrassement et 5 puits d'entrée plus conséquents qui permettront de creuser le sol avec la machine. Chaque tir entre 2 puits aura une distance de l'ordre de 40 ml à 350 ml et une durée de réalisation de 2 à 5 mois. L'emplacement des puits a été examiné en fonction des contraintes foncières mais aussi géologiques et urbaines, l'objectif étant de réduire au maximum l'impact sur la circulation, la voirie, les commerces et habitations. Le chantier sera glissant le long de l'avenue et devrait au global durer 20 mois. L'avant-projet a confirmé le coût prévisionnel définitif des travaux de 8,5 M€ HT.

Par ailleurs, il est proposé de compléter ce programme de travaux par la réalisation d'un siphon sous le Lez au droit du futur pont de la République permettant de connecter le réseau unitaire de diamètre 1500 mm en sortie du bassin d'orage des Aiguerelles avec l'intercepteur Est en rive gauche du Lez.

L'intérêt de cette connexion est d'offrir, par temps sec, une solution de secours à la conduite existante DN1500, ancienne, pour le transfert des effluents entre la sortie du bassin d'orage des Aiguerelles et la station d'épuration MAERA. Ce secours permettra l'inspection et si besoin la réhabilitation par l'intérieur de la conduite unitaire, interventions aujourd'hui difficiles compte tenu des débits y transitant en permanence.

Le coût de ces travaux est évalué à 1,5 M € H.T. au stade des études de faisabilité et sera par la suite précisé. Toutefois, la réalisation de ce siphon en complément des travaux sous l'avenue de la Pompignane, faisant appel à la même technique pour poser une conduite de même diamètre et du même matériau devrait permettre d'obtenir des prix de mise en œuvre particulièrement compétitifs.

Les réseaux seront construits selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement. Cela sera mentionné dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises.

Le coût global d'opération induit comprenant les honoraires de maîtrise d'œuvre, les campagnes de mesures de topographies et de géotechniques, le CSPS, les essais de réception et les divers et imprévus s'élève ainsi à 12,1 M € H.T.

Cette opération peut bénéficier des aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse notamment

qu'il convient de solliciter.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avant-projet et le montant définitif des travaux de l'intercepteur Est sous l'avenue de la pompignane d'un montant de 8,5 M€ H.T.,
- approuver la réalisation des travaux de connexion du réseau unitaire en DN1500 avec l'intercepteur Est, en technique sans tranchée pour un montant de 1,5 M€ HT.,
- réaliser ces opérations d'assainissement (études et travaux) selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement (ou le cas échéant de sa déclinaison régionale) et mentionner ce point dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises,
- solliciter de tous les organismes intéressés leurs meilleures aides financières pour la réalisation de ces réseaux dont le coût d'opération global est évalué à 12,1 M€ H.T.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°72 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - INTERCEPTEUR EST PARTIE AMONT - DEMANDE D'AUTORISATION SPECIALE DE TRAVAUX EN SITES CLASSÉS - APPROBATION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le système de collecte des effluents de la station d'épuration de MAERA est composé de réseaux séparatifs destinés à ne recevoir que des eaux usées stricto sensu et de réseaux unitaires recevant aussi bien des eaux usées que des eaux de pluie.

Ces réseaux unitaires sont localisés principalement dans le centre de Montpellier. De par la configuration actuelle du système de collecte, ils accueillent les eaux usées collectées de manière séparative de quartiers et communes en périphérie. Par temps de pluie, ces effluents séparatifs dilués par l'apport des eaux pluviales peuvent donc se trouver être déversés au milieu naturel.

La réglementation nationale en vigueur ainsi que l'arrêté préfectoral d'autorisation de modernisation de la station de MAERA imposent la rationalisation de la collecte de ces effluents en limitant le transit des eaux usées à travers les réseaux unitaires du centre de Montpellier.

Dans ce cadre, il a été envisagé de créer un nouveau collecteur primaire dénommé « intercepteur Est », qui à terme acheminera de manière séparative vers la station de la MAERA les effluents séparatifs provenant des communes et quartiers périphériques suivants :

- Prades le Lez,
- Montferrier-sur-Lez,
- Une partie des quartiers Nord de Montpellier,
- Clapiers,
- Castelnau le Lez.

L'opération porte non seulement sur la pose d'un nouveau collecteur et la création des postes de refoulement nécessaires mais aussi sur le renforcement des ouvrages en place empruntés par le tracé en tenant compte de l'accroissement de la population raccordée et des besoins futurs.

Par arrêté n°2007-I-2132 en date du 09 octobre 2007 prorogé par l'arrêté n°2012-I-1736 du 1<sup>er</sup> août 2012, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique les travaux correspondants et les acquisitions foncières nécessaires à leur réalisation.

Cette opération, démarrée dès 2008, a été réalisée en plusieurs phases afin de prendre en compte les priorités de renforcement des ouvrages en place et les différentes contraintes. A ce jour, plus de 50% du linéaire de ce collecteur de transfert ont été posées.

Sur la partie amont, la réalisation de l'intercepteur Est nécessite de passer dans des terrains situés en sites classés, à savoir :

- la construction d'un poste de refoulement dit « les Closades » sur la parcelle BX28 de la Commune de Clapiers,
- la pose de canalisations traversant le quartier de Navitau à Castelnau le Lez ,
- la traversée du Lez au droit du Moulin de Navitau,
- la remontée sur la parcelle BD75 sur la Commune de Montpellier,
- la pose de canalisation le long de la rue de la Draye et de Ferran.

Par décret en date du 25 janvier 2010, ces sites sont classés parmi les sites du département de l'Hérault correspondant aux berges du Lez et aux paysages de Frédéric Bazille, sur le territoire des Communes de Castelnau le Lez, de Clapiers et de Montpellier.

Au sein de ce site classé, au titre du code de l'environnement, les travaux relèvent d'une autorisation spéciale déconcentrée au niveau de la préfecture. L'instruction du dossier est effectuée par l'Architecte des Bâtiments de France, la saisine de la commission des sites n'étant pas obligatoire.

Le dossier d'autorisation spéciale contient les éléments d'appréciation de l'insertion paysagère du poste de

refoulement des Closades et les impacts de la pose de la canalisation enterrée dans sa traversée du Lez à Navitau. La demande d'autorisation spéciale est constituée de :

- un plan de situation faisant apparaître les limites du site classé et l'emplacement des travaux projetés (cartes),
- une notice explicative de l'ampleur des travaux et de leurs impacts sur le site.

Les dispositions prises pour limiter les impacts sont entre autres :

- L'intégration paysagère et architecturale du futur poste de refoulement des Closades : ainsi le bâtiment d'exploitation est inspiré du bâti agricole traditionnel local avec des murs maçonnés, une couverture en tuiles canal, des menuiseries en bardage bois. Une haie champêtre méditerranéenne en périphérie de parcelle, extérieure à la clôture, masquera celle-ci. Le long du chemin agricole, des taillis à dominante de micocoulier, chêne vert, et laurier-tin seront implantés.
- Au niveau de la traversée du Lez, le tracé retenu permet de limiter les impacts sur les arbres adultes, les abattages se limitent à 2 aulnes et 3 jeunes platanes. Par contre, compte tenu de l'impact au niveau de système racinaire de certains sujets, un élagage préalable en taille douce des arbres impactés atténuera partiellement les conséquences du projet et la replantation de jeunes arbres d'essences similaires à proximité sera faite en vue du renouvellement de la population des arbres.
- Pour écarter les risques de reprise de l'affouillement sur les berges, il est prévu un habillage du talus avec matelas Reno ou similaire débordant largement de l'emprise de l'excavation, depuis la partie supérieure du talus jusqu'à la cote d'étiage du cours d'eau et même largement en partie immergée, l'étalement de terre végétale tamisée sur le matelas Reno ou similaire et d'une géogrille tridimensionnelle préensemencée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'autorisation spéciale en vue de la réalisation des travaux de l'intercepteur Est en partie amont sur les Communes de Clapiers, Castelnau Le Lez et Montpellier,
- solliciter des services de l'Etat l'obtention de l'autorisation spéciale de travaux correspondante,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

### **AFFAIRE N°73 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CRÉATION D'UN SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT INTERCOMMUNAL DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES EFFLUENTS DE SUSSARGUES ET SAINT GENIÈS DES MOURGUES - DEMANDE DE RÉCEPISSÉ DE DÉCLARATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le Schéma Directeur d'Assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier approuvé par délibération n°6222 en date du 21 décembre 2004 prévoit parmi les opérations prioritaires la création d'un nouveau système d'assainissement pour les Communes de Sussargues et Saint Geniès des Mourgues.

Cette opération va permettre la suppression des stations d'épuration des communes précitées aujourd'hui arrivées à saturation et ne répondant plus aux exigences réglementaires en terme de qualité de rejet.

Le projet consiste à transférer les effluents de Sussargues sur la Commune de Saint Geniès des Mourgues et à traiter les eaux usées de ces deux communes sur une seule unité d'épuration.

Cette nouvelle station intercommunale aura une capacité nominale de 7 200 équivalents-habitants compte tenu notamment des extensions des zones urbanisées prévues par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

Elle sera construite sur le site de l'actuelle station d'épuration de Saint Geniès des Mourgues complété par l'achat de terrains mitoyens.

L'avant-projet de cette opération a été approuvé par le Conseil Communautaire dans sa séance du 11 avril 2013.

Conformément à la réglementation en vigueur, soit le Code de l'Environnement, le Code Général des Collectivités Territoriales, le Code rural, le Code de la Santé Publique et leurs textes d'application respectifs, ce nouveau système d'assainissement est soumis à procédure de déclaration au titre des rubriques de la nomenclature suivantes :

- ? 2-1-1-0 / 2° Station d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg, mais inférieur ou égale à 600 kg de DBO5,
- ? 2-1-2-0 / 2° Déversoir d'orage situé sur le réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 12 kg, mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO5.

Il doit par ailleurs faire l'objet d'une notice d'impact, faisant office de document d'incidence du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux.

Les services de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement ont fait procéder à l'élaboration du dossier de déclaration correspondant. Conformément à l'article R.214-32 du Code de l'environnement, celui-ci comprend notamment les pièces suivantes :

- pièce 1 : une note sommaire de présentation du projet
- pièce 2 : une note sur l'assainissement actuel des 2 communes,
- pièce 3 : un mémoire explicatif décrivant le projet dans son ensemble ainsi que les objectifs et performances fixés,
- pièce 4 : une notice d'impact précisant l'incidence du projet sur les milieux,
- pièce 5 : l'évaluation des incidences sur la zone Natura 2000,
- pièce 6 : la présente délibération,



- pièce 7 : les documents graphiques,
- pièce 8 : les annexes.

Ce projet poursuit les objectifs de retour au bon état écologique des masses d'eau et de remise à niveau des équipements d'assainissement.

Grâce à la suppression de l'actuelle station d'épuration de Sussargues, il aura un effet très positif sur la qualité des eaux du Bérange.

A l'inverse, avec le transfert des eaux usées de Sussargues vers saint Geniès des Mourgues, la pression sur le ruisseau de Font Rouge et sur la Viredonne, exutoire de la nouvelle station d'épuration, se verra augmentée du fait des débits et des charges polluantes supplémentaires rejetées.

Afin de compenser cet impact, le projet prévoit :

- la mise en œuvre d'un traitement extrêmement poussé de l'azote, du phosphore et des matières en suspension sur la nouvelle station d'épuration. Pour cela, il est prévu d'ajouter au traitement classique par boues activées un traitement tertiaire par filtration mécanique.
- le passage des effluents traités sur une zone de rejet végétalisée (ZRV) avant rejet vers la Viredonne. Cette zone sera constituée d'un bassin à microphytes, d'une roselière et d'un bassin à macrophytes ce qui permettra de constituer une zone tampon de régulation des débits restitués au cours d'eau, de réduire ces débits par infiltration et évaporation et d'assurer un abattement supplémentaire des paramètres organiques, azotés et phosphorés.
- des mesures compensatoires sur la Commune de Saint Geniès des Mourgues, d'une part sur le ruisseau du Font Rouge, en aval du rejet, et d'autre part sur la section de la Viredonne entre la confluence avec le fossé de Font Rouge et l'A9. Ces mesures visent à améliorer la capacité auto épuratoire des cours d'eau et seront réalisées en cohérence avec le diagnostic du bassin-versant mené par le SYMBO.

Pour le milieu récepteur final qu'est l'Etang de l'Or, à 11 km du rejet de la future station, la réduction considérable en apports de nutriments sera très bénéfique.

L'analyse des impacts du projet montre que ces dispositions particulièrement ambitieuses permettent l'atteinte des objectifs de bon état écologique des masses d'eau conformément à la directive cadre européenne.

Par ailleurs, les dispositions constructives retenues permettent d'assurer une insertion particulièrement soignée de la station dans son environnement : intégration paysagère et architecturale, fermeture des zones génératrices d'odeurs et désodorisation des locaux, insonorisation imposée.

Le montant des travaux s'élève à 2,2 M € H.T. pour la construction du réseau d'assainissement et 2,5 M€ H.T. pour la réalisation de la filière de traitement. Les réseaux seront construits selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement. Ce point sera mentionné dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises élaboré pour l'attribution du marché de travaux correspondant.

Par ailleurs, afin d'améliorer les conditions de collecte des eaux usées, et au regard des conclusions de l'étude de diagnostic qui avait été menée sur la commune de Sussargues, il est proposé de programmer à court terme des travaux de réhabilitation d'une partie des réseaux de collecte existants. Ces travaux, estimés à 150 000 € H.T., permettront de réduire les intrusions d'eaux parasites de nappe et d'eaux météoriques.

Le coût global d'opération incluant les honoraires de maîtrise d'œuvre, les campagnes de mesures de topographies et de géotechniques, le CSPS, les essais de réception et les divers et imprévus s'élève à 6 M€ H.T.

Cette opération peut bénéficier des aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse et du Département de l'Hérault notamment qu'il convient de solliciter.

Les travaux de mesures compensatoires sur le ruisseau de Font Rouge et de la Viredonne feront l'objet d'une demande de financement spécifique une fois les montants précisés, de l'ordre de 200 000 € H.T. au stade études préliminaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de déclaration en vue de la création du nouveau système d'assainissement des Communes de Sussargues et Saint Geniès des Mourgues,
- solliciter de Monsieur le Préfet l'obtention du récépissé correspondant,
- réaliser cette opération d'assainissement (études et travaux) selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement (ou le cas échéant de sa déclinaison régionale) et le mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises,
- solliciter de tous les organismes intéressés leurs meilleures aides financières pour la réalisation de la station d'épuration et du réseau de transfert de Sussargues-Saint Geniès des Mourgues dont le coût d'opération global est évalué à 6 M€ H.T.,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°74 : EAU ET ASSAINISSEMENT – MONTPELLIER - REQUALIFICATION DE LA RUE PAUL RIMBAUD - CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Ville de Montpellier doit procéder au réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et la rue de

l'Oasis. La Ville doit également renforcer le réseau pluvial de l'avenue Paul Rimbaud afin d'alimenter les ouvrages de rétention prévus dans le cadre du schéma d'aménagement hydraulique du quartier du Petit Bard.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier doit procéder en conséquence d'une part au changement de la conduite d'eaux usées, qui est en mauvais état et d'autre part à la reprise du réseau d'eau potable.

L'encombrement du sous-sol et l'imbrication de ces projets sont tels qu'ils nécessitent, pour des raisons économiques et de phasage des travaux, la réalisation de tranchées communes pour les réseaux humides et la réalisation des terrassements de voirie à l'avancement de la pose des réseaux. Il devient alors souhaitable de passer un marché unique pour la réalisation concomitante des travaux de pose de canalisations ainsi que d'aménagement de surface pour optimiser les interventions et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Pour ce faire, et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la Commune de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier envisagent la création d'un groupement de commandes en raison du caractère connexe des ouvrages, dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de travaux.

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. La Commune de Montpellier sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter chaque marché de travaux.

La Commission d'Appel d'Offres de la Commune sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ces marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement.

Le montant total de l'opération réalisée sur 2013 et 2014, s'élève à 2 257 525,10 € H.T., soit 2 700 000 € T.T.C.

Les travaux programmés par la Commune sont estimés à 2 300 000 € T.T.C.

Pour la part relative à l'assainissement des eaux usées, l'estimation de la dépense s'élève à 180 000 € T.T.C.

Pour la part relative à l'eau potable, l'estimation de la dépense s'élève à 220 000 € T.T.C.

Enfin, la convention précise la répartition des missions de maîtrise d'œuvre.

La Commune de Montpellier assure en interne la maîtrise d'œuvre générale de l'opération portant sur les études, le pilotage, la coordination et la vérification des conditions d'exécution de l'ensemble des travaux objet de la convention.

La Communauté d'agglomération assurant sa maîtrise d'œuvre pour ses propres réseaux, sera donc associée tout au long de l'élaboration du projet et du suivi des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes entre la ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la requalification de l'avenue Paul Rimbaud à Montpellier, ,
  - dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
  - dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, chapitre 23,
  - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°75 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – CONVENTION FINANCIÈRE RELATIVE AUX MODALITÉS D'UTILISATION DU RÉSEAU URBAIN DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER POUR LE TRANSPORT SCOLAIRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Conformément à l'article 6 des statuts du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a transféré à ce dernier l'organisation du transport scolaire de l'Agglomération.

Conformément à l'article 8-3 des statuts, le Syndicat Mixte utilise les moyens existants des réseaux urbains pour assurer le transport des scolaires et en conséquence le Syndicat Mixte et les Autorités Organisatrices de Transport Urbain conviennent des modalités d'utilisation du réseau.

Les scolaires sont transportés sur le réseau urbain et notamment le réseau de tramway avec ses 4 lignes, en application du règlement de transport scolaire adopté par délibérations du SMTCH.

Pour l'exercice 2013, il est convenu que le coût d'utilisation du réseau urbain par les scolaires est fixé forfaitairement à 8 342 273 €.

La présente convention annuelle précise les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le Syndicat Mixte Hérault Transport.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention pour l'exercice 2013,
- dire que la recette est prévue du budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 922 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°76 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - AVENANT N°4 AU MARCHÉ N°3.161 DE MAÎTRISE D'OEUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°5920 du 27 mai 2004, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement du concours de maîtrise d'œuvre pour les études et la réalisation de l'opération de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway et de l'extension ouest de la 1<sup>ère</sup> ligne, selon une procédure restreinte et a approuvé la composition du jury de concours issue de l'élection par le Conseil.

Par délibérations n°6083 du 30 juillet 2004 et n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le marché et l'avenant n°1 mandant TaM pour la mission complète d'étude et de réalisation de cette opération, au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, en application de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique.

Par délibération n°6395 du 15 mars 2005, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de marché de maîtrise d'œuvre pour les études et la réalisation de l'opération de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway et de l'extension ouest de la 1<sup>ère</sup> ligne et l'a attribué au groupement SEMALY (mandataire) / A. GARCIA-DIAZ / BETEREM Infrastructure / BCEOM / A. PETER.

Le marché de maîtrise d'œuvre porte sur le programme d'opération adopté par délibération n°5860 du 28 avril 2004 du Conseil de Communauté.

Les missions de maîtrise d'œuvre concernent un ensemble de travaux, d'équipements et de bâtiments dont l'estimation prévisionnelle est fixée à 271 millions d'euros H.T. (valeur avril 2004). Le matériel roulant ne fait pas partie des prestations confiées au maître d'œuvre.

Le taux de rémunération proposé est de 9,205% déterminant ainsi le forfait provisoire de rémunération au montant de 24,945 millions d'euros H.T. (valeur septembre 2004).

Le marché est phasé selon une tranche ferme pour les études préliminaires et de diagnostic, et trois tranches conditionnelles correspondant à l'échelonnement des études d'avant-projet et des autres phases d'études et de réalisation.

Ces tranches sont engagées sur décision de la Communauté d'Agglomération, à l'avancement des décisions de réalisation et du déroulement des procédures administratives et réglementaires :

- la tranche conditionnelle n°1 portant sur les études d'avant projet et l'établissement de l'étude d'impact a été notifiée le 10 janvier 2006,
- la tranche conditionnelle n°2 portant sur les études de projet et la mission d'assistance contrat de travaux a été notifiée le 17 janvier 2008 à la suite de l'approbation de l'avant-projet par le Conseil de Communauté du 19 décembre 2007.

Un avenant n°1 a été notifié au titulaire le 7 novembre 2007. Il avait pour objet de prendre acte du transfert de tous les droits et obligations de BETEREM Infrastructure à EGIS Aménagement, suite à la restructuration du groupe EGIS.

Par ailleurs, le changement de désignation de SEMALY en EGIS RAIL a été constaté par acte administratif.

Un avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre a été notifié au titulaire le 21 août 2008. Il avait pour objet :

- d'arrêter le coût prévisionnel des travaux conformément à l'avant-projet approuvé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 19 décembre 2007 à 270 millions d'euros H.T.,
- de confier au maître d'œuvre, certaines missions complémentaires d'études,
- d'adapter la rémunération du maître d'œuvre en conséquence des 2 points précédents,
- d'arrêter le calendrier prévisionnel des études et des travaux jusqu'à la mise en service de la ligne 3,
- de prendre acte des modifications intervenues dans le groupe EGIS, concernant le co-traitant BCEOM, les modifications concernant les deux autres co-traitants ayant déjà été prises en compte.

Par cet avenant n°2, Le taux de rémunération passe alors à 9,273% déterminant ainsi un nouveau forfait provisoire de rémunération à 25,4 millions d'euros H.T.

Un avenant n°3 au marché de maîtrise d'œuvre a été notifié au titulaire le 27 novembre 2009. Il avait pour objet de prendre en compte les opérations connexes avec un taux de rémunération spécifique, de modifier le coût d'objectif fixé à l'avenant n°2 et de prendre en compte une mission complémentaire de maîtrise et coordination des chantiers.

Le nouveau coût d'objectif du maître d'ouvrage a été fixé à 269,5 millions d'euros H.T., y compris opérations connexes. Le forfait de rémunération est alors passé à 27,6 millions d'euros.

L'avenant n°4 au marché de maîtrise d'œuvre proposé a pour objet :

- de confier des études supplémentaires et des missions d'assistance diverses,
- de prendre acte des modifications de programme intervenues postérieurement à l'avenant n°3, et de leur incidence sur la rémunération du maître d'œuvre,
- d'arrêter le programme des compléments à apporter à la ligne 3, d'en fixer le coût prévisionnel et leur incidence sur la rémunération du maître d'œuvre,
- de modifier le coût d'objectif fixé à l'avenant n°3 pour tenir compte des évolutions de programme arrêtées depuis l'avenant n°3, concernant certaines modifications et compléments apportés,
- d'arrêter la rémunération du maître d'œuvre compte tenu des éléments précédemment cités.

### 1 – Etudes supplémentaires

A la demande du maître d'ouvrage, des études supplémentaires ont été confiées au maître d'œuvre. Il s'agit notamment des prestations suivantes :

- La prise en compte du nouveau plan de circulation en centre ville de Montpellier (PLD) qui a conduit à reprendre les études sur plusieurs rues et avenues parcourues par le tramway, et à reprendre les carrefours correspondants.
- La participation à la rédaction du dossier d'appel à projets TCSP de l'Etat dans le cadre du Grenelle II de l'environnement et l'anticipation de certaines prestations nécessaires au bouclage de la ligne 4.
- Une reprise d'étude demandée sur la Commune de Lattes avec la transformation de la place de l'Europe et le projet du pôle d'autonomie sur le secteur des Hauts de la Lironde.
- Des reprises d'études et compléments afin d'adapter les voiries et aménagements suite à la mise en service du nouveau réseau restructuré bus / tramway / vélomagg'.
- La prise en compte de modifications et optimisations de projets qui ont été demandées après l'approbation de l'avant projet.

Le montant total des études supplémentaires fixées par l'avenant n°4 s'élève à 939 800 euros H.T.

## 2 – Modifications de programme

Un certain nombre d'adaptations et de modifications de programme ont été convenues pendant l'exécution des travaux et ont fait l'objet de notifications de travaux supplémentaires aux entreprises (OS).

Les modifications de programme sur l'opération principale s'élèvent à 13 057 000 euros H.T. Le coût prévisionnel final passe ainsi à 273,3 millions d'euros H.T., hors opérations connexes.

Les modifications de programme sur les opérations connexes s'élèvent à 3 226 000 euros H.T. Le coût prévisionnel final de l'opération pour les opérations connexes passe alors à 12,5 millions d'euros H.T.

En conséquence, le coût prévisionnel final de l'opération, fixé à l'avenant n°3 à 269,5 millions d'euros H.T. (valeur avril 2004), est augmenté du montant des modifications de programme de 16,3 millions d'euros H.T., soit une augmentation globale de 6,05%.

Le coût prévisionnel final de l'opération est ainsi arrêté à la somme de 285 831 000 euros H.T. (valeur avril 2004), y compris opérations connexes.

## 3 – Aménagements et équipements complémentaires à apporter à la ligne 3

A la suite de la mise en service de la ligne 3, certaines interventions complémentaires ont été demandées pour améliorer l'offre commerciale et/ou l'exploitabilité du système, compléter certains aménagements en cohérence avec ceux de la ligne 3 et prendre en charge certaines réparations de voiries.

Les reprises de voirie non comprises initialement dans le projet résultent des modifications des sens de circulation définitifs, de la réorganisation du réseau bus associé au nouveau réseau de tramway et des réparations de voiries liées aux itinéraires des bus déviés durant les travaux.

Des aménagements supplémentaires ont été demandés concernant la suppression de l'ancien quai Gare de la station Ligne 2 et la réalisation d'un quai réduit afin d'assurer un service provisoire de la Ligne 2 en cas de déviation hors de la place de la Comédie. Il a également été demandé l'allongement des quais de la station Comédie permettant la compatibilité avec les rames 402 et la mise aux nouvelles normes d'accessibilité, le réaménagement du secteur Antonelli / Moularès / Marie de Montpellier pour la prise en compte des nouveaux sens de circulation sur le pont Zuccarelli et la reprise du carrefour place Saint-Denis afin de séparer de la voie tramway les circulations venant des boulevards Gambetta et Clemenceau.

Enfin, il a également été demandé la mise en place de sanitaires provisoires à la station Pérols Etang de l'Or ainsi que des prestations d'optimisation sur la signalisation lumineuse de trafic et la signalisation ferroviaire sur les zones de manœuvre.

Le montant total des aménagements et équipements complémentaires demandés suite à la mise en service de la ligne 3 s'élève à 2 millions d'euros H.T.

## 4 – Incidences financières

Les modifications de programme sur l'opération principale, d'un montant de 13 057 000 euros H.T., donnent lieu à une rémunération supplémentaire du maître d'œuvre par application du taux de rémunération de 4% (missions postérieures à la phase ACT).

La rémunération supplémentaire du maître d'œuvre pour ces modifications de programme est ainsi fixée à 522 280 euros H.T.

Les modifications de programme sur les opérations connexes, d'un montant de 3 226 000 euros H.T., donnent lieu à une rémunération supplémentaire du maître d'œuvre par application du taux de rémunération spécifique des opérations connexes arrêté à l'avenant n°3, soit 8,765%.

La rémunération supplémentaire du maître d'œuvre pour ces modifications de programme sur les opérations connexes est ainsi fixée à 282 758,90 euros H.T.

Les travaux d'amélioration post mise en service, d'un montant de 2 millions d'euros H.T., font l'objet d'une rémunération spécifique de 4% identique aux modifications de programme, majorées de 1% pour tenir compte de la mobilisation particulière du maître d'œuvre postérieurement à la mise en service de la L3, soit un taux de 5%.

La rémunération supplémentaire du maître d'œuvre pour les travaux post mise en service est ainsi fixée à 100 000 euros H.T.

La rémunération supplémentaire du maître d'œuvre comprend également les études supplémentaires pour un montant de 939 800 euros H.T.

Au total, le montant de la rémunération du maître d'œuvre est ainsi porté par l'avenant n°4 à 29 454 466,90 euros H.T., soit une augmentation de 6,68% par rapport au montant fixé par l'avenant n°3.

La Commission d'Appel d'Offres, réunie le 30 avril 2013, a donné un avis favorable à ce projet d'avenant n°4 au marché de maîtrise d'œuvre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°4 au marché de maîtrise d'œuvre,
- autoriser TaM mandataire, à signer l'avenant n°4,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°77 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – AVENANT N°5 À LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DES TRANSPORTS URBAINS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. A. BARRANDON, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Communication, rapporte :

Par délibération n°9279 du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté a approuvé la convention d'exploitation du service des transports en commun passée avec le Groupement TaM / TRANSDEV-MONTPELLIER, pour une durée de 8 ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2017.

Le contrat est de type affermage avec un engagement sur les recettes et le délégataire est rémunéré sur la base d'une Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) indexée annuellement résultant de la différence entre les charges forfaitaires d'exploitation et les produits forfaitaires d'exploitation sur lesquels s'engage le délégataire pour chacune des années de la convention.

Un avenant n°1, approuvé par délibération n°9920 du Conseil de Communauté en date du 15 décembre 2010, a concerné :

- des mesures d'augmentation d'offre, avec notamment la prise en compte de la ligne 4 du tramway ;
- des ajustements correspondants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation, y compris notamment la prise en compte du dispositif de sécurisation du réseau ;
- des ajustements techniques sans incidence sur la Subvention Forfaitaire d'Exploitation.

Un avenant n°2, approuvé par délibération n°10378 de Conseil de Communauté en date du 28 juillet 2011, a concerné le projet de création d'un Espace Multimodal de Montpellier Agglomération (projet dénommé « EMMA ») utilisant les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication pour mettre à disposition du public un accès numérique de commercialisation et d'information d'un ensemble de services de mobilité de Montpellier Agglomération, de la Ville de Montpellier et de la Région, proposés en alternative à la voiture particulière.

Dans le cadre de l'ECOCITE de Montpellier à la Mer, le projet EMMA a tout particulièrement retenu l'attention de l'Etat qui lui a octroyé au titre du programme des « Investissements d'avenir » une aide financière importante.

Cet avenant n°2 n'a pas modifié les engagements du délégataire en termes d'offre kilométrique et de fréquentation, mais a fait évoluer la Subvention Forfaitaire d'Exploitation de 2014 à 2017.

Un avenant n°3 approuvé par délibération n°10600 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2011, a concerné :

- la prise en compte de l'importante évolution du réseau en vue de la mise en service des lignes de tramway 3 et 4 en avril 2012 et des mesures d'amélioration de la desserte des Communes prises par anticipation dès septembre 2011,
- des ajustements correspondants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation,
- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE.

Enfin, un avenant n°4 approuvé par délibération n°11340 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012, a concerné :

- les corrections apportées à l'offre de transport au titre des années 2012 et suivantes,
- l'intégration dans le périmètre de la délégation des projets de ligne 5, de bouclage de la ligne 4 et d'extension de la ligne 1 vers la Gare TGV compte tenu de leurs incidences sur l'ensemble du réseau de transport en commun,
- la prise en compte de la mission d'assistance confiée au délégataire pour l'étude de l'exploitabilité de l'extension de la ligne 1 vers la nouvelle Gare TGV et le nouveau quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine »,

Au terme de l'avenant n°4, l'engagement du délégataire sur les charges et les produits d'exploitation a été contractualisé comme suit :

- (*millions de kilomètres*)

Avenant 4 \ Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Offre kilométrique	11,489	11,743	12,407	12,645	12,669	12,669	12,669	12,669
dont tramway	3,382	3,413	4,901	5,468	5,468	5,468	5,468	5,468

- (*millions de déplacements validés*)

Avenant 4 \ Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
-------------------	------	------	------	------	------	------	------	------

<b>Déplacements</b>	<b>42,500</b>	<b>43,285</b>	<b>48,480</b>	<b>51,346</b>	<b>53,692</b>	<b>55,637</b>	<b>57,074</b>	<b>58,170</b>
---------------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

- (millions d'euros H.T. 2009) :

<b>Avenant 4 \ Année</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>
<b>SFE</b>	<b>32,540</b>	<b>33,840</b>	<b>35,891</b>	<b>36,058</b>	<b>34,879</b>	<b>33,524</b>	<b>32,620</b>	<b>32,209</b>

### **Objet de l'avenant 5 proposé :**

Lors de la réponse à l'appel d'offres pour la Délégation de Service Public des transports urbains de l'Agglomération de Montpellier, les projections de déplacements élaborées ont été basées sur une prévision d'urbanisation autour des lignes de tramway.

Depuis, le contexte économique a changé et modifié sensiblement le phasage des opérations d'urbanisation. .

Un avenant n°5 à la convention d'exploitation du service de transports en commun passée avec le Groupement TaM / TRANSDEV MONTPELLIER est aujourd'hui nécessaire afin de prendre en compte les conséquences de ce report d'urbanisation sur l'offre de transport au titre des années 2013 et 2014.

Par ailleurs, les montants contractuels doivent être actualisés compte tenu des décisions de maintien du niveau des tarifs depuis 2011. De plus, les indemnités tarifaires seront mises à jour en fonction des titres commercialisés par le Syndicat Mixte des Transports de l'Hérault.

En outre, au terme d'un courrier du 22 février 2013, Monsieur le Préfet de l'Hérault a demandé la modification des clauses, introduites par l'avenant 4 au contrat de DSP, relatives à la mission d'étude et de conseil relative à l'exploitabilité du futur réseau de transport urbain dans le cadre du projet d'extension de la ligne 1 du tramway jusqu'à la future gare TGV.

En conséquence, l'avenant n°5 propose les nouvelles mesures et autres ajustements techniques et financiers suivants :

**Ajustements de l'offre** (prévus aux articles III.4.1 et 2 ; IV.12.1-alinéa 1, 3, 10 et 11 de la convention). Le présent avenant n'a aucun impact sur l'offre de transport telle qu'elle a été définie à l'avenant 4.

**Ajustement de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation**, notamment avec la prise en compte financière de :

- l'impact du lissage des programmes d'urbanisation des secteurs de Juvignac, Parc Marianne, Jacques Cœur, République, St Roch et Restanque,
- la nouvelle répartition des charges de maintenance du projet EMMA entre les membres du Groupement TaM/Transdev Montpellier sans modification du coût global du projet,
- la charge de développement du référentiel unique de l'OPEN-DATA,
- les ajustements de frais de personnel prenant en compte la date de livraison de la fonctionnalité « Dématérialisation des PV » ainsi que la pérennisation du personnel TaM du relais-agence quartier Mosson et des autres charges initialement prévues par le canal des Maisons d'Agglomération,
- la prise en compte du paiement de la mission d'étude, d'assistance et de conseil visant à s'assurer de l'exploitabilité du futur réseau de transport urbain complété par l'extension de la ligne 1 du tramway vers la nouvelle gare TGV sur la durée résiduelle de la convention, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

**Ajustement d'ordre technique sans impact sur la Subvention Forfaitaire d'Exploitation** comprenant notamment :

- les frais de personnels spécifiques à l'activité VéloMag' ont été isolés dans l'onglet « charges d'exploitation » de l'annexe 18,
- le calcul des montants d'indemnités tarifaires des titres compensés liés aux ajournements des hausses tarifaires 2012 et 2013 a été actualisé en annexe 18, au prorata des objectifs de fréquentation et des taux d'indexation connus à ce jour,
- la mise à jour de l'annexe 14 concernant les critères « qualité » du service VéloMag' suite à la mise en place du nouveau système,
- la mise à jour de l'annexe 26 concernant l'intitulé de la mission d'étude.
- la correction d'une erreur matérielle sur les km périscolaires figurant dans l'onglet « km Transdev-Montpellier » de l'annexe 18,

Ces modifications ont des conséquences administratives, techniques et financières sur la convention d'exploitation du service des transports en commun passée avec la Groupement TaM/TRANSDEV Montpellier, qui nécessitent la passation d'un avenant n°5 à la convention.

En particulier les répercussions des dispositions de l'avenant sur la charge transport de l'agglomération sont les suivantes :

- Le niveau d'offre prévisionnel total, **sans changement** par rapport à l'avenant 4 (annexe 18 page 9) est le suivant :

(en milliers de kilomètres)

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Offre kilométrique	12,407	12,645	12,669	12,669	12,669	12,669
Avenant 5 (TAD inclus)						
dont tramway	4,901	5,468	5,468	5,468	5,468	5,468

*Non compris les kilomètres des services spéciaux affrétés et des dessertes de soirée.*

L'engagement du délégataire sur la fréquentation (annexe 18) est modifié comme suit :

(en millions de déplacements validés)

Année	2013	2014	2015	2016	2017
Déplacements Avenant 5	49,292	50,902	55,637	57,073	58,170

Les montants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (article IV.7 et 8) sont les suivants :

(en millions d'euros H.T. valeur juin-2009) :

Année	2013	2014	2015	2016	2017
SFE Avenant 5	38,963	37,628	33,638	32,735	32,325

Le projet d'avenant 5 tel que présenté ci-dessus a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission de délégation de service public des transports urbains lors de sa séance du 6 mai 2013.

Les crédits de fonctionnement nécessaires à la convention d'exploitation du service des transports en commun sont prévus au budget primitif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°5 à la convention de Délégation du Service Public des transports urbains,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mesdames F. Prunier, R. Souche et Messieurs R. Subra, C. Morales, P. Bonnal, S. Fleurence, H. Martin ne prennent pas part au vote.

## **AFFAIRE N°78 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRANSPORT EN COMMUN - ESPACE MULTIMODAL DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION (EMMA) - FEDER - PLAN DE FINANCEMENT - APPROBATION**

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée dans le projet de création d'un Espace numérique de vente Multimodal de Montpellier Agglomération (projet dénommé « EMMA ») utilisant différents outils issus des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication. Il s'agit de mettre à disposition du public un accès numérique permettant l'information et la commercialisation d'un ensemble de services de mobilité de la Communauté d'Agglomération proposés en alternative à la voiture particulière.

La participation de la Région Languedoc-Roussillon est également sollicitée pour le développement de l'intermodalité tarifaire.

Le projet se déroule selon deux phases de réalisation.

- La première phase qui sera mise en service fin 2013, concerne les transports en commun urbains y compris les parkings relais tramway et les autres services de mobilité (vélomagg', autopartage, abonnés des parkings en ouvrages de la Ville de Montpellier confiés en gestion à la SEM TaM). Cette phase 1 comprend également pour fin 2014 le projet Mobix (ex-Mobimagg') consistant à utiliser la technologie portable NFC pour la vente et le rechargement sur mobile NFC de titres combinés transports en commun urbains et services de mobilité (vélomagg' et autopartage) ainsi que les services de stationnement en ouvrage de la Ville de Montpellier gérés par TaM.

Le montant global de la phase 1 de l'opération, sans modifier le contour général du projet initial, a été ajusté pour tenir compte des dernières évolutions du programme. Ainsi le coût de cette première phase est estimé à 4 540 790 € H.T.

- La seconde phase (hors périmètre FEDER) qui démarrera à partir de 2015 fera l'objet d'une réalisation dans des conditions et selon un planning à déterminer en fonction de l'état d'avancement des études nécessaires et offrira un accès multiservices avec l'intégration d'autres services de mobilité (notamment de stationnement), des services de la vie quotidienne (piscines, musées, médiathèques, cantines scolaires ...) notamment de la Communauté d'Agglomération et de la Ville de Montpellier et s'intégrera aux projets d'espaces numériques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°10378 en date du 28 juillet 2011, la mise en œuvre du projet « EMMA » a été confiée par voie d'avenant au groupement TaM-Transdev Montpellier, délégataire des transports urbains de l'agglomération de Montpellier. Au sein du groupement, Transdev Montpellier assure la maîtrise d'ouvrage du projet.

Le projet de plateforme numérique multimodale « EMMA » a fait l'objet d'une demande de subvention auprès du FEDER dans le cadre de l'appel à projets « Développement Urbain – Axe III/Mesure 4 », mesure qui a pour objectif de favoriser l'émergence de projets intégrés durables, visant l'inclusion économique et sociale des quartiers urbains sensibles en cohérence avec le développement global de l'aire urbaine.

EMMA s'inscrit globalement dans la perspective du développement des quartiers prioritaires et vise plus particulièrement à :

- renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers notamment par la valorisation des modes de déplacements alternatifs ;
- désenclaver des territoires prioritaires par le développement de l'accès aux services de la vie quotidienne ;

- faciliter l'accès des espaces et équipements publics par l'usage des transports en commun.

Compte tenu de la nature et de la maîtrise d'ouvrage relative à cette opération, il y a lieu d'appliquer la réglementation communautaire des Services d'Intérêts Economiques Généraux et des aides d'Etat.

Aussi, afin de sécuriser juridiquement le montage financier de cette opération, de constituer une base juridique communautaire au FEDER et eu égard aux caractéristiques du contrat et de « l'opérateur », il convient d'utiliser le règlement n°1370/2007 du 23 octobre 2007 concernant l'application des dispositions de l'article 106, paragraphe 2, du traité CE aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de service d'intérêt économique général et qui énonce sous quelles conditions une aide d'Etat sous la forme d'une compensation pour un service d'intérêt économique général n'est pas soumise à l'obligation de notification préalable prévue à l'article 108, paragraphe 4, du traité étant donné qu'elle peut être considérée compatible avec l'article 106, paragraphe 2, du traité.

L'article 106 paragraphe 2, du traité dispose à ce sujet, que les entreprises chargées de la gestion de service d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux règles de concurrence. Suivant le règlement du 23 octobre 2007 (sic), la subvention octroyée au titre du FEDER pour le projet EMMA relève de la qualification de compensation de service public et ce compte tenu de l'origine de la subvention (subvention accordée au délégataire par l'U.E. dans le cadre du FEDER) et la nature de la subvention (au titre de l'exploitation des services publics de transport de voyageurs, la compensation de service public a bien vocation à couvrir l'ensemble des surcoûts, de fonctionnement ou d'investissement).

Concernant les conditions d'exemption des compensations de service public posées par le règlement de 2007, en référence à la jurisprudence « Altmark » (CJUE, Altmark Trans GmbH, 24 juillet 2003, aff. C-280/00) applicable aux compensations octroyées pour la gestion des services d'intérêt économique général, le contrat de service public doit clairement définir les obligations de service public à la charge de l'opérateur de service public (art 4.1.a du règlement). En l'espèce, les obligations de service public mises à la charge du groupement TaM-Transdev Montpellier sont définies dans le contrat de délégation de service public pour les transports urbains conclu avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et tel que modifié, complété par les différents avenant n°2, 3 et 4.

Par ailleurs, conformément à la jurisprudence Altmark, le contrat de service public établit à l'avance, de façon objective et transparente, les paramètres sur les bases desquels la compensation doit être calculée et de manière à éviter toute surcompensation (article 4.1.b du règlement). L'ensemble des bases du calcul a été préalablement définie afin de chiffrer les différentes subventions sollicitées, correspondant à l'incidence nette des obligations de service public nouvellement mise à la charge du délégataire pour la mise en œuvre du projet « EMMA » et démontre la nécessité du recours à un financement public.

Conformément aux éléments décrits ci-dessus ainsi qu'aux derniers ajustements liés aux évolutions du projet et du plan de financement, il est proposé d'ajuster la subvention d'équipement attribuée au groupement TaM-Transdev dans le cadre du contrat de délégation pour la réalisation du projet « EMMA » phase 1 à hauteur de 1 019 764 € euros. Au titre de cette opération, dont l'assiette éligible arrêtée est de 4 540 790 euros, les subventions sollicitées par Transdev Montpellier, maître d'ouvrage du projet dans le cadre de l'appel à projet « Développement Urbain – Axe III / Mesure 4 », s'élèvent à 1 000 000 euros au titre du FEDER, à 1 367 026 € au titre de Ville de Demain – Ecocité et enfin, à 100 000 € pour la Ville de Montpellier. Le groupement TaM-Transdev participe également à hauteur de 1 054 000 € au projet.

Le plan de financement de la 1<sup>ère</sup> phase du projet « EMMA » s'établit donc ainsi (les coûts sont exprimés en montants hors TVA) :

Coût d'opération	4 540 790 €
Assiette prise en compte par le FEDER	4 540 790 €
Assiette prise en compte pour le financement Ecocité	3 905 790 €
Financement de l'Etat au titre de l'Ecocité (35 % de 3 905 790 €)	1 367 026 €
Subvention du FEDER - PUI	1 000 000 €
Participation de TaM - Transdev	1 054 000 €
Participation de la Ville de Montpellier	100 000 €
Part restant à la charge de Montpellier Agglomération	1 019 764 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le plan de financement de la 1<sup>ère</sup> phase du projet "EMMA" exposé ci-dessus,
- confirmer la subvention d'équipement attribuée au groupement TAM-Transdev d'un montant de 1 019 764 € pour la réalisation de la 1<sup>ère</sup> phase du projet précité,
- dire que les crédits nécessaires sont prévus au chapitre 908 du budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et seront complétés sur les prochains exercices ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.



L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.